



Société anonyme au capital de 13.515.649 €
Siège social : 93, boulevard Malesherbes - 75008 PARIS.
999 990 005 RCS Paris

Exercice social : du 1^{er} janvier 2011 au 31 décembre 2011

RAPPORT FINANCIER ANNUEL 2011

SOMMAIRE

Attestation du responsable du rapport financier 2011	4
Rapport de gestion du conseil d'administration	6
Comptes consolidés 2011	49
Comptes sociaux 2011	96
Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés 2011	117
Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels 2011	121



Société anonyme au capital de 13.515.649 €
Siège social : 93, boulevard Malesherbes - 75008 PARIS.
999 990 005 RCS Paris

Attestation du responsable du rapport financier 2011



DECLARATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER EXERCICE 2011

J'atteste conformément aux dispositions de l'article 222.3 du règlement général de l'AMF, qu'à ma connaissance, les comptes au 31 décembre 2011 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans le périmètre de la consolidation du Groupe STEF et que le rapport de gestion présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquelles elles sont confrontées.

Paris, Le 16 avril 2012

A handwritten signature in blue ink, appearing to read "Francis LEMOR".

Francis LEMOR
Président Directeur Général



Société anonyme au capital de 13.515.649 €
Siège social : 93, boulevard Malesherbes - 75008 PARIS.
999 990 005 RCS Paris

Rapport de gestion du conseil d'administration

L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE DU GROUPE EN EUROPE

Si l'année 2011 a débuté dans la prolongation des tendances observées fin 2010, à savoir une embellie du climat des affaires, assortie d'un maintien de la consommation, l'économie européenne a commencé à fléchir à la fin du second trimestre pour se dégrader à partir de l'automne.

2011 aura été marquée par l'escalade de la crise de la dette en Europe qui, précédée par le renchérissement des prix du pétrole, a engendré une tension sur les taux d'intérêt pour les Etats en difficulté, puis des programmes d'assistance financière auprès de certains Etats menacés d'insolvabilité (Grèce, Portugal).

Les gouvernements de la zone euro, dont certains avaient déjà pris des mesures d'austérité dès 2010, ont dû poursuivre cette politique et accélérer la mise en place de plans destinés à réduire la dette publique, lesquels ont grevé le pouvoir d'achat des ménages et, par conséquent, fait baisser la consommation alimentaire.

Malgré les interventions des banques centrales, les tensions se sont rapidement propagées à l'ensemble du système financier, mettant ainsi en difficulté le système économique.

Estimation de croissance du PIB en 2011 (source Eurostat) :

Zone Euro	FR	BE	IT	ES	PT	NL	CH	UK
+1,5%	+1,7%	+1,9%	+0,4%	+0,7%	-1,6%	+1,2%	+1,9%	+0,7%

Enfin, poussée par la crise monétaire, une tendance inflationniste est apparue.

Estimation de l'inflation en 2011 (source Eurostat) :

Zone Euro	FR	BE	IT	ES	PT	NL	CH	UK
+2,7%	+2,3%	+3,5%	+2,9%	+3,1%	+3,6%	+2,5%	+0,1%	+4,5%

LES TENDANCES DU MARCHE DE STEF EN FRANCE

Les facteurs exogènes

STEF exerce ses activités de transport routier et de logistique sous température dirigée pour le compte de l'industrie agroalimentaire, de la distribution et des enseignes de restauration.

Les fluctuations des prix du carburant, de l'énergie et des matières premières alimentaires ont un impact sur les coûts de production de STEF et sur le niveau d'activité des principales filières clientes du groupe.

En 2011, dans un contexte de ralentissement progressif de l'activité économique, ces prix ont été soumis à une très forte volatilité.

Le carburant a subi des hausses historiques (+15% sur un an, portant la moyenne des cours sur l'année à 111 dollars). De même, les coûts de l'électricité n'ont cessé de se renchérir (+17% en France en 2011).

Les cours des matières premières alimentaires ont connu de fortes fluctuations ; les stocks mondiaux étant trop faibles, toute variation de production ou de consommation a provoqué des augmentations des prix agricoles.

Contrairement à 2010, afin de conserver leurs volumes de ventes, les industriels de l'agroalimentaire ont choisi d'absorber, en partie, les fluctuations des prix des matières premières et de pratiquer des hausses de prix différenciées selon les types de produits.

Dans ce contexte, les taux d'intérêt ont progressivement augmenté jusqu'au mois de juillet, avant de fléchir, très légèrement, au quatrième trimestre.

L'environnement sectoriel de STEF

Alors que le début de l'année pouvait laisser présager un retour de la croissance (+0.9% de croissance du PIB en France sur le 1^{er} trimestre), la propagation rapide de la crise de la dette a freiné les investissements des entreprises à partir du 3^{ème} trimestre, contribuant ainsi à un recul généralisé de l'activité en fin d'année.

Selon l'indice INSEE, la consommation des ménages, positive en début d'année, s'est progressivement détériorée pour s'établir, fin novembre, à son plus bas niveau depuis février 2009 (+0,6% sur l'ensemble de l'année). Les statistiques sur la consommation alimentaire en France montrent un léger repli sur l'année (-0,7%), qui s'est accentué en décembre (-5%).

Toutefois, le chiffre d'affaires des acteurs de la grande distribution est resté orienté à la hausse, avec quelques évolutions notoires :

- La poursuite de la hausse des prix, tous secteurs confondus (+ 2,1% en moyenne entre 2010 et 2011) ;
- Les bonnes performances des marques de distributeurs classiques (hors MDD 1^{er} prix) qui, avec le retour de l'inflation, ont regagné des parts de marché;
- Le retour annoncé des magasins de proximité tandis que les hypermarchés et le hard discount peinent à maintenir leur rythme de croissance;
- Le développement notoire des « drive » (prise de commande par internet et service de livraison à la carte), qui représentent jusqu'à 80% de la croissance des ventes de produits de grande consommation pour certaines enseignes.

ACTIVITE DU GROUPE EN 2011

L'année 2011 s'inscrit dans le plan de marche du groupe avec une croissance du chiffre d'affaires de 11,8 % (9,2% à périmètre comparable).

Tirée par le volume d'activité en France, la croissance organique s'est traduite par une hausse des tonnages de produits frais pour le pôle transport (+2,3%) et par un taux de remplissage des entrepôts surgelés de 84,6% (vs 82,2% à fin 2010).

Cette tendance à la hausse a été amplifiée par l'intégration du chiffre d'affaires des acquisitions réalisées au cours de l'exercice.

ACTIVITE PAR SECTEURS

Le groupe est organisé autour de quatre secteurs opérationnels :

- **le Pôle Transport France** regroupe dans un réseau unique et sous une unique bannière, **STEF TRANSPORT** (ex. TFE TRANSPORT), l'ensemble des activités transport frais et surgelés ainsi que le transport des produits de la mer. Ce pôle intègre également l'organisation des transports internationaux.
- **le Pôle Logistique France** gère, sous la dénomination **STEF LOGISTIQUE** (ex. STEF), les prestations logistiques de produits frais et surgelés pour les industriels, la grande distribution et la restauration hors foyer.
- **le Pôle STEF International** concentre la plupart des activités domestiques hors France, c'est-à-dire l'Italie, l'Espagne, le Portugal, le Benelux, la Suisse et la Tunisie. Le pôle international couvre, par ailleurs, les principales structures opérant sur les flux européens (STEF EUROFRISCHFRACHT et STEFOVER).
- **le Pôle Maritime. La Méridionale** assure un service régulier de transport maritime de passagers et de fret, entre le Continent et la Corse dans le cadre d'une délégation de service public.

Deux pôles d'expertise complètent cette organisation :

- **le Pôle Systèmes d'Information, STEF INFORMATION ET TECHNOLOGIES** (ex. **AGROSTAR**), rassemble les équipes spécialisées opérant sur l'informatique métier et l'informatique client.
- **le Pôle Immobilier, IMMOSTEF**, gère le patrimoine immobilier, d'exploitation et locatif du groupe.

TRANSPORT France

STEF Transport (précédemment STEF-TFE Transport) exploite un réseau de transport et de distribution sous température dirigée organisé autour de trois flux majeurs : les produits frais (+2°C/ +4°C), les produits de la mer (0°C/ +2°C) et les produits surgelés (-18°C/ -21°C), auxquels se rajoutent les produits thermosensibles (+15°C/ +18°C).

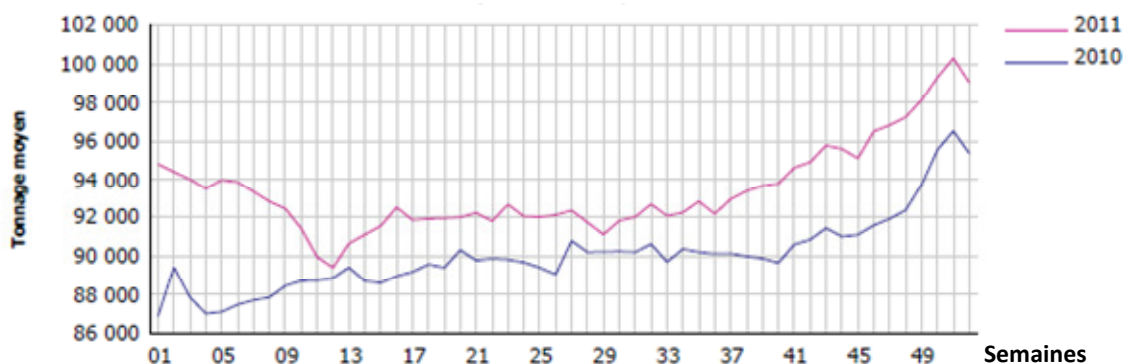
Le réseau Transport France est constitué de 79 plates-formes sous température dirigée, assurant une couverture optimisée du territoire français. Il met en œuvre un parc de 4000 véhicules (tracteurs et porteurs), dont 2000 véhicules détenus en propre et 2000 affrétés.

STEF Transport emploie un effectif de 8500 collaborateurs.

Evolution de l'activité

En 2011, STEF Transport a acheminé 7,5 millions de tonnes de marchandises - soit 29.600 tonnes par jour - vers 54.000 points de livraison.

**Activité de groupage * : Evolution du tonnage hebdomadaire moyen
Comparatif 2010 / 2011
Moyenne glissante sur 13 semaines**



* Soit 62 % du tonnage total transporté.

Malgré la morosité de l'environnement économique, le chiffre d'affaires de STEF Transport a progressé de 6,4% et s'établit à 1 130M€.

Cette performance, qui s'inscrit dans le cadre d'un plan de développement commercial, tient essentiellement à la croissance des volumes des activités groupage (+2,2%) et des activités d'organisation transport (+8,8%).

Produits Frais

Les acteurs du marché, clients industriels et distributeurs, évoluent dans un contexte de tension croissante des flux, de recherche de massification et de performance opérationnelle et économique. A ces facteurs, s'ajoutent de nouveaux défis, comme les livraisons urbaines. Grâce à sa capacité à offrir une qualité de service homogène et des dispositifs de massification des flux, STEF Transport conquiert régulièrement des parts de marché.

Produits thermosensibles et compatibles

Ce marché est encore modeste en volume car il ne dépend que faiblement de la température dirigée. Cependant, le positionnement marqué de STEF Transport sur ce segment est révélateur du savoir faire croissant du groupe en matière de mutualisation des flux, en particulier pour les chargeurs grands comptes (filère des produits chocolatés) qui sont confrontés aux exigences des enseignes de distribution en matière d'approvisionnement en flux tendus.

Produits Surgelés

Cette filière se caractérise par le traitement de flux stockés. A la demande de clients, elle évolue progressivement vers le traitement de flux tendus. Le groupe se positionne favorablement sur ce segment, grâce à son dispositif d'offre globale, logistique et transport et à sa capacité à développer des prestations à forte valeur ajoutée (pilotage des approvisionnements, centres de massification).

Produits de la mer

La diminution de la ressource halieutique a entraîné une hausse significative des prix des produits de la mer et, par conséquent, un fléchissement de la consommation. En outre, ce marché se caractérise par les contraintes d'exploitation spécifiques à un produit exigeant en termes de qualité et d'horaires et nombre d'acteurs l'ont abandonné.

Dans ce contexte, le réseau Produits de la Mer a réussi à maintenir son niveau d'activité grâce à son dynamisme commercial et à sa capacité d'adaptation. La présence renforcée du groupe sur les zones de pêche en Europe du Nord et le développement des activités en Italie ont dynamisé ce secteur, appelé à s'adosser de plus en plus largement aux activités Surgelés.

La production transport

La recherche de leviers d'optimisation des opérations transport et le plan d'amélioration continue menés au cours des trois dernières années ont produit des résultats tangibles. Le ratio de défaut de qualité du réseau (litiges et coût des emballages) est en amélioration. Grâce à la conversion du parc de tracteurs à la norme EuroV et au programme de formation des conducteurs à l'éco-conduite, la consommation des véhicules a été réduite de 2,8%. La productivité des manutentions de quai a progressé de 4,8%.

Des outils informatiques permettant de renforcer la maîtrise opérationnelle des flux transportés ont été mis en place (suivi horaire de l'exhaustivité des voyages, suivi de traçabilité horaire des opérations de livraison destiné aux conducteurs).

La politique d'achat de sous-traitance des moyens de transport s'appuie de plus en plus sur des schémas d'exploitation en boucle, garants de la qualité de service attendue par le marché.

Activité Transport dans les régions

Fin 2010, afin de répondre aux enjeux de proximité commerciale et managériale de son réseau, STEF Transport a structuré son organisation en zones géographiques, limitées chacune à un périmètre d'environ dix filiales.

Le plan de renforcement des ressources managériales, dit « parcours pépinière », s'est maintenu avec l'intégration et la formation d'une centaine de jeunes cadres.

De fait, l'amélioration de la performance du réseau transport est effective dans toutes les régions.

La région **Nord-Ouest** a bénéficié de la dynamique économique des zones à forte démographie (secteur Ile de France, Lille). Si le site de Boulogne sur mer, plateforme logistique majeure de la filière Produits de la mer, a subi la décroissance naturelle de ce marché, l'adossement local des activités marée et surgelés et le positionnement sur les zones de sourcing nord-européen permettront de retrouver l'équilibre.

La région **Bretagne** a été affectée par le déclin des filières industrielles des produits carnés et laitiers. La réorganisation en cours du site de Vannes et le repositionnement commercial fort sur les dossiers de transport massifié pour le compte de distributeurs devraient produire leur plein effet en 2012.

La nouvelle région **Pays de Loire**, tirée par un tissu agro-alimentaire particulièrement dynamique à l'échelle nationale, a réalisé une performance satisfaisante.

La région **Sud Ouest** a conforté ses liens avec les clients traditionnels du groupe, notamment dans le domaine des produits festifs, issus de la filière des produits gras. La région présente ainsi la plus forte croissance du chiffre d'affaires du réseau en 2011 et le nouveau site de Limoges, livré au printemps 2012, renforcera le dispositif.

La région **Méditerranée** a confirmé son efficacité et a développé ses positions acquises dans le marché des produits compatibles, comme le vin. Elle se développe également significativement sur le marché des producteurs « Bio », en recherche de solutions de livraison directe.

La région **Rhône-Alpes** a réalisé une performance historique. La restructuration complète du dispositif du secteur lyonnais et la refonte du fonds de commerce, très perturbé par une concurrence exacerbée, a permis de retrouver une dynamique économique satisfaisante.

La région **EST** a orienté avec succès sa politique commerciale vers le traitement des flux en provenance d'Allemagne. Le nouveau site de Dijon, livré en février 2012, permettra d'adosser les activités de transport et de marée et offrira ainsi un potentiel nouveau en Bourgogne.

LOGISTIQUE France

Le pôle logistique pilote les activités de gestion d'entrepôts et plates-formes, ainsi que les prestations associées de STEF en France. STEF Logistique traite les produits frais, surgelés et tempérés et s'adresse aux industriels de l'agroalimentaire, à la grande distribution et à la restauration hors foyer.

STEF Logistique gère 2.976.000 m³ d'entrepôts sous température négative et 1.420.000 m³ de plates-formes logistiques en produits frais et à température ambiante.

Pour le pôle logistique, l'année 2011 aura été marquée par un retour à une croissance significative dans un marché stable en volumes. Mais, malgré une forte dynamique commerciale et le démarrage réussi de nouveaux dossiers, la marge opérationnelle a été pénalisée par la composante inflationniste de certaines charges.

Le chiffre d'affaires du pôle logistique a significativement progressé (+ 5%), avec une très nette accélération au second semestre et ce, sous l'effet d'une double orientation stratégique, la conquête déterminée de nouveaux dossiers et le recentrage des activités sur des segments plus profitables.

L'année 2011 a connu des niveaux d'activité très contrastés qui ont parfois nécessité de reconfigurer les équipes et le réseau, dans des délais parfois très courts, afin d'intégrer de nouveaux dossiers.

Après un premier trimestre traditionnellement calme, l'activité du second trimestre a été plus soutenue. Le troisième trimestre a été marqué par l'arrêt de certaines activités, jugées non stratégiques et le démarrage concomitant de nouveaux dossiers, principalement sur les périmètres frais et GMS, qui ont occasionné des transferts de stocks entre plusieurs sites.

Au cours du 4^{ème} trimestre, le groupe a repris les activités logistiques d'un important distributeur de produits surgelés, ce qui a conduit à l'intégration de deux nouveaux sites. La croissance a été marquée sur l'ensemble des activités, en particulier dans les filières de logistique des Produits frais et de la Restauration hors domicile.

Au cours de la période considérée, les charges ont évolué dans une proportion supérieure à celle du chiffre d'affaires, pour diverses raisons :

- les coûts de démarrage de nouveaux dossiers et l'arrêt de l'exploitation de deux sites,
- la révision du dispositif d'allègement des charges liées aux heures supplémentaires, dites « allègements Fillon » (loi TEPA de 2007),
- l'augmentation des coûts de l'énergie et, notamment, de l'électricité (+17%) et ce, malgré des plans d'actions pour diminuer la consommation dans les entrepôts.
- le poids croissant de la fiscalité, en particulier des taxes locales et l'élargissement de l'assiette de calcul de la nouvelle contribution économique territoriale.

Activité par filières

La dynamique commerciale, présente sur tous les secteurs, a permis, non seulement, de consolider les acquis, mais aussi, de mettre en œuvre des dossiers pluriannuels structurants. Toutefois, la dégradation de la conjoncture économique qui s'est répercutée sur le secteur alimentaire en fin d'année a limité la croissance sur le segment de la GMS et du surgelé.

Logistique des Produits Surgelés

Le marché du Surgelé est resté stable en 2011. Les exportations de porc, notamment vers la Chine, ont absorbé dans des délais courts les stocks disponibles dans l'Ouest de la France.

Les stocks sont remontés très sensiblement en fin d'année : le coefficient de remplissage des entrepôts surgelés à fin décembre ressort à 84,6% (vs 82,5% à fin 2010).

Le chiffre d'affaires a affiché une progression satisfaisante.

Le rythme de réorganisation du réseau d'entrepôts a été maintenu avec, notamment, le lancement de travaux significatifs réalisés sur les « hubs » de Corbas et de Vitry (livraison urbaine). Dans les régions Ouest et Méditerranée, les transformations du dispositif, réalisées en fin d'année, seront opérationnelles au premier semestre 2012.

Logistique des Produits Frais

L'activité « Produits frais » s'exerce dans quatre filiales d'exploitation, Le Plessis-Belleville, Tours, Niort et Givors. 2011 s'est présentée comme une année de forte croissance avec l'intégration de nombreux contrats au second semestre.

Le travail commercial a permis de conclure de nombreux dossiers en température dirigée de 2-6° et 15-18°.

En région lyonnaise, la location de deux sites dédiés aux activités tempérées a permis de démarrer des dossiers dans de bonnes conditions opérationnelles. La saturation des deux sites Frais nécessite la construction d'une extension sur le site de Brignais.

Le site Frais du Plessis Belleville étant saturé, le renforcement du dispositif Sud Ile de France est en cours.

Le secteur Centre Ouest est le plus sensible, l'objectif est de développer le marché local pour exploiter les volumes existants sur Tours et Niort.

Logistique Restauration

Après une année 2010 très positive, 2011 a été une année de transition, jalonnée d'évènements qui ont nécessité une adaptation permanente du réseau, tels que la fermeture d'un site dans le Sud de la France, la saturation des outils en région parisienne, la renégociation de contrats pluriannuels de prestations dans un contexte d'appels d'offres et, par conséquent, de forte pression tarifaire.

Les perspectives sont encourageantes avec la signature, au cours du second semestre, d'un accord structurant de prestation long terme pour le compte d'une enseigne importante de la restauration.

Logistique GMS

L'activité Logistique GMS traite les contrats clients GMS sur sites dédiés (flux tendus pour les produits frais et flux stockés pour le surgelé).

2011 est une année en demi-teinte pour les activités GMS. Le volume d'activité est resté stable. Des arbitrages ont été opérés sur certains types de prestations, notamment, les activités de livraison de magasins au départ des sites du groupe.

Les opportunités de développement résident dans des schémas d'externalisation de prestations logistiques actuellement gérées en propre par les distributeurs.

STEF INTERNATIONAL

En 2011, STEF a poursuivi le développement de ses activités et de son dispositif en Europe. Le groupe a acquis deux entités, Dispensa Logistics (devenue STEF Logistics Italia) et Logirest. Ces opérations, associées à une croissance interne soutenue (+ 8,2%), ont permis d'atteindre une progression du chiffre d'affaires de 14,7%.

Italie

Au cours de l'année 2011, le gouvernement italien a mis en place un plan d'austérité afin de ramener à l'équilibre les finances publiques, dont l'une des conséquences a été la dégradation des indicateurs d'activité, perceptible dès la fin de l'année (- 0,7% au quatrième trimestre).

Malgré cet environnement économique peu favorable, le groupe a décidé de se renforcer afin d'offrir à sa clientèle toute la gamme de ses métiers.

STEF est historiquement implanté en Italie au travers de trois sociétés, STEF Italia (ex. Cavalieri Trasporti), dédiée au transport domestique et à la logistique des produits frais, STEF Sea-Food Italia (ex. Tradimar Milano), spécialisée dans les produits de la mer et STEF International Italia (ex. TFE DA), qui traite les flux internationaux au départ de l'Italie.

Le groupe a acquis la société Dispensa Logistics (devenue STEF Logistics Italia), opérateur de référence en logistique pour les produits frais. STEF Logistics Italia exploite quatre plates-formes en Italie et réalise un chiffre d'affaires de 50 millions d'euros. Elle dispose d'un portefeuille de clients renommés dans les domaines de l'industrie agro-alimentaire et de la grande distribution.

Cette acquisition renforce la position du groupe sur le marché italien de la logistique à destination des filières de produits frais. Les deux structures présentent des synergies, tant sur le plan de l'optimisation des outils d'exploitation que sur celui de l'harmonisation du modèle organisationnel dans le domaine du transport.

Pour STEF Italia, 2011 aura été une année de transition avec l'arrivée d'un nouveau directeur général, issu du groupe, le déploiement réussi du logiciel TMS et le rétablissement notoire des résultats de la filiale STEF International Italia.

Espagne

La situation économique en Espagne a continué de se détériorer en 2011. La croissance, nulle au 3^{ème} trimestre, s'est de nouveau contractée au dernier trimestre (-0,1%) en raison d'une demande intérieure affaiblie par les plans d'austérité et un taux de chômage qui a passé la barre des 22%.

En dépit de cet environnement économique difficile, le chiffre d'affaires de STEF en Espagne a progressé de 12%. Cette performance résulte du développement de son activité avec de grands comptes européens, mais aussi de la forte progression des activités de transport à destination des autres pays européens (+ 36%).

L'acquisition, courant 2011, de la part majoritaire de son partenaire dans Logirest, spécialiste de la logistique pour la restauration, renforce l'offre commerciale du groupe sur ce nouveau segment en plein développement.

Enfin, avec l'ouverture de STEF Madrid Torrejon, plate-forme de transport et de logistique de produits agroalimentaires frais et surgelés, STEF Iberia dispose désormais de la pièce maîtresse d'un réseau de 17 plates-formes en Espagne.

Portugal

Le Portugal est, parmi tous les pays européens où le groupe est implanté, celui où la crise a été le plus fortement ressentie. En contrepartie de l'aide financière internationale, le gouvernement portugais a appliqué un plan de rigueur qui pèse lourdement sur la consommation des ménages.

En 2011, l'investissement des entreprises portugaises a reculé de 17%, le pays est entré en récession (PIB - 1,9%) et le taux de chômage a atteint 12,7% de la population active.

STEF Portugal - Logistica et Transportes a dû s'adapter à la baisse d'activité de la plupart de ses clients, à une forte pression tarifaire et à une concurrence exacerbée.

La filiale portugaise a réussi à préserver son chiffre d'affaires et à équilibrer son résultat. Cependant, des arbitrages en matière d'investissements ont été nécessaires et la construction de la nouvelle plate-forme de Porto a été différée.

Benelux

L'économie belge s'est bien tenue avec une croissance de 1,9 %, voisine de celle de 2010. Bien que ralentie en fin d'année, la croissance est restée supérieure à celle de la zone euro.

L'activité transport de STEF Transport Saintes, portée par le développement des flux vers les autres pays européens du groupe, a progressé d'environ 10%.

L'activité des deux filiales logistiques est stable. Si la rentabilité du site de Courcelles s'est améliorée, le taux de remplissage du site de Saintes a été pénalisé par la reconfiguration de son fonds de commerce dans le domaine de la restauration.

Aux Pays-Bas, STEF Nederland a vu son chiffre d'affaires, encore modeste, progresser fortement, grâce au développement de son activité de groupage de produits frais vers les autres pays où le groupe est implanté.

Suisse

Malgré le renchérissement du franc suisse et le ralentissement de son activité exportatrice du fait de la crise européenne, l'économie du pays a bien résisté avec une croissance de 1,9%.

STEF Suisse a exercé ses activités dans un contexte de saturation de ses entrepôts. Le chiffre d'affaires a été quelque peu impacté par la diminution de l'activité de congélation et la baisse sensible des transports vers la zone alémanique. Le résultat, cependant, n'a pas été affecté par ces facteurs.

Flux européens

STEF Eurofrischfracht, dont l'essentiel de l'activité réside dans le traitement des flux en provenance d'Allemagne à destination de la France et de la Péninsule ibérique, a maintenu son bon niveau de performance.

STEF OVER est spécialisée dans les flux entre l'Europe et l'Afrique du Nord (Tunisie, Libye, Algérie) via le port de Marseille. Compte tenu des événements politiques en Tunisie et en Libye en 2011, la faible chute du chiffre d'affaires (- 3%) et le résultat quasiment à l'équilibre révèlent le savoir-faire des équipes de Stefover.

MARITIME

La Méridionale assure un service régulier de transport maritime de passagers et de fret, dans le cadre d'une délégation de service public conclue avec l'Office des Transports de la Corse. Elle fournit également une desserte régulière de la Sardaigne qu'elle a décidé de renforcer en saison, avec l'ajout d'une troisième rotation.

L'année 2011 a été marquée par la livraison du Piana, son nouveau cargo mixte, mis en service le 26 décembre. Par ses caractéristiques, ce navire confirme le positionnement qualitatif de l'entreprise :

- Pour les passagers, il répond aux normes les plus élevées en matière de confort, le rapprochant des standards de la croisière.
- Pour le fret, la conception du navire et sa vitesse potentielle permettent de réduire les temps de manutention et de garantir quasiment en toutes circonstances un respect des horaires de déchargement.

Les liaisons maritimes sont réalisées avec 3 navires rouliers mixtes : PIANA, KALLISTE & GIROLATA, dont la capacité totale est, dorénavant, de 6800 mètres linéaires, soit l'équivalent de 500 remorques et de 1900 passagers avec leurs voitures.

En 2011, la surabondance de l'offre passagers s'est réduite avec le retrait d'un opérateur, tandis que l'offre au départ du port de Toulon est revenue à des niveaux plus équilibrés. L'activité du début d'année a également été marquée par un conflit social chez un opérateur historique des liaisons avec la Corse.

Cet environnement s'est révélé favorable pour La Méridionale qui a enregistré une hausse de son trafic de 20%, avec 225.000 passagers transportés, alors même que le marché entre le continent et la Corse était en retrait. Le fret, avec 787.000 mètres linéaires de roll, a progressé de 16%, dans un marché en croissance de 6%.

Dans le même temps, l'activité du port de Marseille s'est redressée avec une progression du fret de 7% et de l'activité passagers de 29%.

Ces éléments confortent les choix stratégiques de la Méridionale, caractérisés par une offre au départ du port de Marseille centrée exclusivement sur des navires mixtes et sur un positionnement premium pour les passagers.

La Cour administrative d'appel de Marseille a enjoint, le 7 novembre 2011, la Collectivité territoriale de Corse de résilier par anticipation la délégation de service public pour la desserte maritime de la Corse, à effet du 1^{er} septembre 2012, soit seize mois avant l'échéance prévue du contrat. Des négociations sont en cours pour la gestion de la période transitoire et la préparation de la prochaine délégation qui devrait entrer en vigueur fin 2013.

AUTRES ACTIVITES

SYSTEMES D'INFORMATION

STEF Information et Technologies (ex. Agrostar) édite des logiciels, intègre et maintient les systèmes d'information du groupe. Il réalise également des solutions métier pour des clients/partenaires de STEF.

En 2011, le pôle de gestion des systèmes d'information a poursuivi ses actions de sécurisation des applications (secours des télécommunications des sites de transport en France désormais assuré par liaisons satellites, dédoublement des liens avec l'Espagne et l'Italie), ainsi que ses travaux d'harmonisation des référentiels groupe et de modélisation des outils métiers.

Dans le domaine du **transport**, STEF Information et Technologies a déployé, pour l'ensemble du réseau, des fonctionnalités dédiées à l'organisation, au calcul de l'empreinte carbone en temps réel, au suivi des litiges, à la sécurisation de la facturation et au pilotage de la rentabilité.

Les outils de pilotage de l'activité ont été adaptés (programme «Management du contrat», sécurisation et renforcement des fonctionnalités du programme «Infoquai» relatif à la gestion informatisée de l'activité de quai, optimisation de la solution d'informatique embarquée et de géo-localisation «MasterNaut»).

Le déploiement de ces outils a également été renforcé en Europe. A titre d'exemple, en Italie, le système d'exploitation transport TMS du groupe est désormais actif sur tous les sites.

Pour la **logistique**, le logiciel de gestion d'entrepôt WMS, qui favorise l'unification des méthodes opérationnelles et la réduction des coûts de maintenance, est implanté sur la totalité des sites de l'activité de produits surgelés et sur des sites-pilotes de l'activité frais. Le premier lot de l'outil «Fluid-e» de gestion mutualisée des approvisionnements, dédié aux centres de consolidation a été mis en place. La solution «Agrorest», destinée à la gestion de l'activité de restauration collective, est progressivement installée dans les filiales opérant sur ce segment.

Les systèmes de **gestion et d'administration** du groupe sont renforcés (déploiement du module SAP/FI à la Méridionale, mise en place d'un nouvel outil de consolidation Groupe, via SAP).

Ainsi, des processus d'amélioration de la productivité administrative ont été implantés (système de communication avec les banques, conformément à la norme SEPA, première solution pilote de dématérialisation fiscale de factures). Deux projets destinés à l'amélioration de la gestion des achats et à l'optimisation de la maintenance des stocks de manutention des véhicules sont en cours de réalisation.

En fin d'année, l'ensemble du système d'information du groupe et des infrastructures matérielles sur lesquelles il est hébergé ont été mis à jour pour intégrer la nouvelle marque STEF.

IMMOBILIER

Patrimoine immobilier

STEF détient la propriété de ses actifs immobiliers. Cette politique répond à une démarche patrimoniale et stratégique. La spécificité des activités de STEF est, effectivement, très dépendante de la qualité et de l'adaptabilité des outils immobiliers et, par ailleurs, l'offre d'entrepôts et de plates-formes réfrigérés sur le marché est très rare.

Le groupe exerce ses activités en s'appuyant sur un réseau européen de 223 entrepôts et plates-formes, pour un volume global d'entrepôts de 6.249.000 m³ et une surface de plates-formes transport de 429.800 m². La quasi-totalité de ces bâtiments est la propriété du groupe STEF qui possède également des immeubles à usage de bureaux, notamment son siège social.

Une partie des immeubles appartenant au groupe est logée dans une structure dédiée, détenue à 100%, IMMOSTEF, qui assure, par ailleurs, la gestion de la totalité du parc immobilier.

Gestion immobilière

Outre sa vocation de gestion patrimoniale, IMMOSTEF regroupe également les effectifs et les compétences dédiés à la construction, à la maintenance et à la gestion technique, notamment environnementale, des outils d'exploitation utilisés par les sociétés du groupe.

Les nouvelles constructions répondent à plusieurs exigences : le besoin de renouvellement des sites anciens, l'amélioration des performances logistiques et techniques, notamment énergétique et l'accroissement des volumes et des flux traités.

En 2011, les chantiers de construction et les travaux de réaménagements de sites ont été intensifiés.

Les principales réalisations ont été :

- la livraison d'un important nouveau site multi-température, accueillant les activités transport et logistique, à proximité immédiate de Madrid (Torrejon), totalisant 16.000 m² de surface développée dont 5.600 m² de quai transport et 85.000 m³ d'entrepôt sous froid positif et négatif,
- l'achèvement de l'aménagement et de l'extension du site de Strasbourg-Port du Rhin (5.000m² sous froid en tri-température), destiné à accueillir les activités de STEF Santé,
- l'achèvement de la rénovation complète du site de Vire (12.800 m²), acquis en 2010 et dédié aux activités d'affinage de fromage, de stockage de chocolat et de découpe de viande,
- l'extension de la plateforme transport de Saintes (Belgique).

De nouveaux chantiers ont été engagés :

- la construction d'un nouveau site transport et logistique à Dijon (Fauverney), d'une surface développée de 7.200 m², qui remplacera deux bâtiments en location à Chenôve,
- la construction d'un nouvel entrepôt surgelé dans la zone Eurocentre proche de Toulouse, totalisant 74.000 m³ sous froid négatif à -25°C, qui remplacera un entrepôt existant,
- la construction d'un nouveau site transport à Limoges, d'une surface développée de 5.200 m², en remplacement du site actuel.

Dans le cadre de la croissance externe du Groupe, trois nouveaux entrepôts ont été intégrés en Italie (ce qui porte les installations sous froid positif à 172.000 m³), ainsi que deux entrepôts surgelés en France (65.000 m³ à -25°C).

Le remplacement des fluides frigorigènes HCFC – R22 utilisés dans certains entrepôts et plateformes s’est poursuivi, conformément au calendrier prévisionnel établi en 2007. Ces fluides sont remplacés par des fluides naturels, tels que l’Ammoniac et le CO2. La majorité des substitutions nécessaires sera effectuée dès 2012, la date limite étant fixée au 31 décembre 2014.

Enfin, des solutions de valorisation sont régulièrement recherchées pour d’anciens sites d’exploitation, en France et en Europe ; des cessions de sites obsolètes sont réalisées chaque année.

ASPECTS SOCIAUX DE L’ACTIVITE

EFFECTIFS

En 2011, les effectifs du groupe (CDI et CDD) ont évolué de la façon suivante :

	31/12/2010	31/12/2011
Transport (STEF Transport)	7 617	7 530
Logistique France (STEF Logistique)	2 935	3 215
Activités Européennes (STEF International)	2 252	2 350
Maritime (La Méridionale, STIM, Sata Minfos)	464	475
Autres activités et fonctions centrales	525	545
TOTAL Groupe	13 793	14 115

	31/12/2010	31/12/2011
Effectifs France	11 543	11 774
Effectifs hors France, dont	2 250	2 341
Espagne	1 186	1 225
Portugal	312	303
Italie	361	425
Belgique	265	278
Royaume-Uni	51	41
Suisse	75	69
TOTAL Groupe	13 793	14 115

Au 31 décembre 2011, les effectifs (CDI + CDD) représentent 14 115 personnes, soit une augmentation de 2,33 % par rapport à décembre 2010.

Ces chiffres ne prennent pas en compte les contrats aidés (contrats d’apprentissage et de professionnalisation, principalement) qui représentaient 227 personnes au 31 décembre 2011.

Au 31 décembre 2011, la ventilation des effectifs était la suivante :

CDI : 13 275 personnes, soit 94 % des effectifs totaux ;

CDD : 840 personnes, soit 6 % des effectifs totaux.

À cette même date, le nombre d'intérimaires employés dans le groupe STEF s'élevait à 2925. Les effectifs précaires sont très sollicités en fin d'année, notamment pour répondre aux surcroûts d'activité en transport et logistique. Ainsi, l'augmentation des activités en décembre 2011, par rapport à décembre 2010, explique l'augmentation globale des effectifs du groupe.

Répartition des effectifs France, par catégorie :

Catégories	2010	2011
Cadres	10,59 %	11,55%
Maîtrises et Hautes maîtrises	20,65 %	20,08%
Employés	8,96 %	8,57%
Ouvriers	59,79 %	59,80%
- dont Ouvriers roulants	27,07 %	25,91%
- dont Ouvriers sédentaires	32,71 %	33,89%

Le taux d'encadrement continue à augmenter, du fait de la structuration croissante des activités. La progression des ouvriers sédentaires par rapport aux ouvriers roulants correspond à l'augmentation des activités de la logistique par rapport à celles du transport.

Effectifs en France, par tranches d'âge :

Tranches d'âge	2010	2011
Moins de 25 ans	4,18%	4,22%
25-40 ans	44,93%	43,53%
41-55 ans	45,44%	46,32%
Plus de 55 ans	5,44%	5,92%

Le turn-over en 2011, relativement faible, renforce la tranche d'âge des plus de 40 ans (de 50,88 % à 52,24 %). Cependant, l'âge moyen est stable, à 41,2 ans.

Les femmes représentent 18,24 % des effectifs, soit une très légère augmentation (0,1 %) par rapport à 2010.

En 2011, la progression des effectifs a été corrélée à la croissance des activités et des opérations de développement. Ainsi, 135 salariés issus d'une enseigne cliente ont été intégrés dans le cadre de la reprise de ses activités logistiques par le groupe.

La croissance externe menée par le pôle Activités européennes s'est traduite par une progression des effectifs de près de 100 personnes, en particulier en Espagne et en Italie, notamment avec l'acquisition de Dispensa (+59 salariés).

DEVELOPPEMENT DES HOMMES

La politique du groupe, en matière de ressources humaines, est orientée vers la formation et la promotion des salariés. La gestion prévisionnelle des emplois et des compétences est un outil d'accompagnement largement déployé dans ce domaine.

Formation :

En 2011, les principales priorités, définies au cours des années précédentes, se sont renforcées :

- actions de formation favorisant l'employabilité du personnel, notamment des ouvriers et employés et visant le maintien ou l'évolution de leur savoir faire métier ;
- renforcement de la culture managériale du groupe et des compétences métiers des collaborateurs ;
- accompagnement de la politique de développement durable du groupe ;
- pérennisation et harmonisation de la transmission des savoir faire en interne ;
- optimisation des méthodes de recrutement et d'évaluation, professionnalisation des acteurs de la fonction « ressources humaines » ;
- optimisation des processus administratifs.

Développement des compétences :

- développement de l'Institut des Métiers du Froid et externalisation de ses prestations ;
- poursuite du déploiement du plan d'actions visant à renforcer les savoirs fondamentaux (lecture, écriture et calcul). 2000 heures de formation ont été dispensées entre 2010 et 2011 ;
- formalisation de parcours professionnels de formation, spécifiques à chaque fonction ;
- réécriture des modules de formation métiers selon l'approche Compétences ;
- mise en place d'une politique de tutorat.

Recrutement et gestion des carrières :

200 jeunes collaborateurs suivent, en permanence, un cycle d'intégration et de formation de deux ans au sein des filiales du groupe. Ce parcours personnalisé est une clé d'accès à des postes de responsabilité managériale. Il permet, au travers de missions opérationnelles, de découvrir la diversité des métiers de la logistique et du transport et d'acquérir des compétences d'encadrement. Afin de favoriser le déploiement de la culture d'entreprise dans les implantations européennes, ce parcours comprend généralement une période d'immersion au sein d'une filiale en Europe.

Grâce à ce programme, la plupart des postes de management sont pourvus sans recourir à des recrutements externes : il s'agit de la politique, dite « pépinière », du groupe.

Le bilan de développement est un outil de gestion de potentiels. Il favorise la promotion interne et donc, l'accès des collaborateurs à d'autres responsabilités, qu'elles soient transversales ou hiérarchiques. Cet outil est associé aux entretiens annuels de développement et aux entretiens professionnels. L'évaluation de la performance, via un diagnostic des compétences managériales et techniques des collaborateurs, complète les dispositifs d'accompagnement et de gestion des carrières.

RELATIONS SOCIALES

Pénibilité

Dans le prolongement de la conclusion de l'accord sur l'emploi des séniors de décembre 2009, des discussions sur la pénibilité au travail ont été engagées en 2010, concomitamment aux négociations relatives à la Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences (GPEC). Elles se sont poursuivies en 2011 et un accord portant sur la création d'une commission pénibilité au sein du groupe a été signé le 14 décembre 2011.

Par ailleurs, et compte tenu des obligations légales en la matière, des négociations relatives à l'identification des métiers, dits « pénibles » au sens de la loi et aux éventuelles mesures à prendre pour limiter les facteurs de pénibilité, se sont ouvertes fin 2011.

Egalité Professionnelle

De la même manière que pour la pénibilité et pour répondre aux obligations légales en la matière, des négociations ont été entamées, fin 2011, sur le thème de l'égalité professionnelle.

Protection sociale

Le dispositif de protection sociale est régulièrement analysé afin de confronter son adéquation avec les évolutions du marché et les besoins des salariés. Dans cette logique, la Direction, en partenariat avec les organisations syndicales, a lancé un appel d'offres en 2011 portant sur les garanties médico-chirurgicales et les frais de santé et prévoyance. Après étude des dossiers, il a été conjointement décidé de prolonger les relations avec l'assureur et le gestionnaire en place. Cet accord a donné lieu à la signature de deux avenants.

Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences

Les négociations sur la mise en place d'un accord collectif relatif à la Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences se sont poursuivies en 2011. La signature d'un accord devrait intervenir début 2012.

Qualité de vie au travail

Le pôle Qualité de Vie au Travail, créé en juin 2011 et rattaché à la Direction des Ressources Humaines de la Diversité et Qualité de Vie au Travail, a pour mission de contribuer à la performance globale de l'Entreprise par la prise en compte et l'amélioration du bien-être des salariés.

Piloté par une ergonome, ce pôle s'attache à identifier les dimensions physiques, mentales, et organisationnelles du travail, pour proposer des pistes de perfectionnement à l'échelle du groupe.

En 2011, deux démarches ont été initiées. Elles concernent :

- La prévention des risques psycho-sociaux. Un site pilote du groupe participe à une démarche expérimentale proposée par la CARSAT. Les résultats de l'étude serviront à proposer une politique de prévention qui sera déployée au niveau du groupe.
- La réduction de la pénibilité au travail. Dans le cadre des négociations sur les conditions de travail et sa pénibilité, une enquête a été réalisée auprès de 84 CHSCT du groupe en France, afin de répertorier les problématiques rencontrées sur les sites. L'analyse des réponses alimentera les travaux de la Commission sur la Pénibilité et les conditions de travail, créée en décembre 2011.

Mission Handicap et Diversité

A mi-parcours de l'accord de groupe 2010-2012, la Mission Handicap et Diversité a poursuivi sa mission d'accompagnement en matière d'emploi - et de maintien dans l'emploi - de salariés en situation de handicap. L'année 2011 a été marquée par deux opérations :

- La sensibilisation des équipes autour du handicap. Les salariés de 136 sites ont participé à un challenge au profit de l'association « Les Bouchons d'amour »,
- La contribution à l'évolution professionnelle des salariés en situation de handicap. Le dispositif « Découvertes métiers » permet à tout salarié handicapé souhaitant changer de métier (notamment pour anticiper l'évolution de son état de santé) d'en découvrir un autre au sein du groupe. Il bénéficiera d'un accompagnement personnalisé (formation, tutorat, travail sur la mobilité, aménagement de poste) pour maintenir son employabilité.

Enfin, l'équipe a poursuivi ses travaux sur la gestion des âges et l'égalité professionnelle hommes / femmes pour proposer, dès 2012, des mesures qui réaffirmeront la volonté du groupe d'agir en faveur de la diversité.

Systèmes d'information Ressources humaines (SIRH)

Le Centre d'Expertise SIRH structure et renforce la fonction ressources humaines, tant dans son organisation que dans ses outils et ses méthodes de production. L'année 2011 s'est caractérisée par la continuité des missions initiées en 2010.

Dans un souci d'optimisation et de fiabilisation, le projet « Pôle Production Partagé », portant sur la réduction progressive des temps consacrés à la production administrative, s'est poursuivi. De nombreuses actions ont également été entreprises afin de sécuriser l'organisation en séparant les tâches et les responsabilités des différents acteurs concernés.

Plusieurs évolutions technologiques ont permis de simplifier la circulation de l'information entre la fonction ressources-humaines et l'ensemble des fonctions métiers et supports de STEF.

La gestion simplifiée des référentiels et des données ressources-humaines représentera l'enjeu du Centre d'Expertise SIRH pour 2012.

L'actionnariat salarié

Les salariés du groupe STEF détiennent une participation dans le capital de la société par l'intermédiaire d'un Fonds Commun de Placement d'Entreprise dédié.

STEF soutient de longue date une politique volontariste d'association des salariés au capital de l'entreprise et le maintien d'un haut niveau d'actionnariat salarié est considéré comme un facteur déterminant de cohésion sociale.

Le groupe accompagne l'investissement de ses salariés par un abondement, dégressif par tranche d'investissement. En 2011, le solde positif de trésorerie a permis au FCPE d'accroître sa participation au capital de STEF, qui est ainsi passée de 15,78 % à 15,99 %.

L'ENVIRONNEMENT

STEF a défini depuis 2010 les trois axes d'engagements prioritaires de sa politique développement durable. Ces orientations font partie de son plan stratégique à moyen terme :

- La mesure et la réduction des impacts environnementaux du transport et de la logistique du froid
- Le développement de solutions métiers innovantes, performantes et durables
- Le renforcement du modèle de responsabilité sociale du groupe¹.

Plus généralement, la politique Développement durable de STEF porte sur l'anticipation des réglementations, l'innovation technologique dans la maîtrise de la chaîne du froid, l'accroissement de l'efficacité énergétique des équipements et des bâtiments, la mise en place de pratiques opérationnelles qui améliorent les performances économiques et environnementales des activités².

L'organisation dédiée au développement durable

La politique en matière de développement durable est pilotée par un comité stratégique spécifique, qui propose les orientations et définit les plans d'actions. Il suit également leur déploiement et les résultats obtenus. Ce comité est composé d'un représentant de chaque direction opérationnelle, fonctionnelle et managériale du Groupe. Il est présidé par un membre du comité exécutif.

La démarche Développement Durable est désormais pleinement intégrée dans la gouvernance du Groupe. Elle est appréhendée comme une source de compétitivité, de différenciation sur les marchés, mais aussi comme un fédérateur social et un levier en matière d'innovation.

I – Mesure et réduction des impacts environnementaux du transport et de la logistique du froid

Mesure de l'empreinte carbone

STEF a élaboré en 2009 un outil de mesure de l'empreinte carbone pour les prestations de transport, à partir de son système d'information TMS, et un outil de mesure de l'empreinte carbone des prestations logistiques.

En août 2011, STEF a obtenu l'attestation de conformité pour son calculateur CO₂ transport, délivrée par Bureau Veritas Certification. Grâce à ce calculateur, STEF est en mesure de fournir à ses clients, pour leurs activités en France, en Espagne et au Portugal, l'évaluation de l'empreinte carbone de chaque commande transport, basée sur l'exploitation réelle des flux. Cet outil permet également aux clients de STEF de disposer d'une mesure CO₂ fiable pour leurs propres estimations en matière d'empreinte carbone, et ainsi d'optimiser leur schéma d'organisation de la prestation de transport.

¹ La politique sociale du groupe est exposée au chapitre précédent « Aspects sociaux de l'activité »

² Le détail des actions engagées figure dans le rapport Développement Durable 2011, disponible sur le site internet de STEF.

Par ailleurs, STEF apporte son expertise technique, par le biais des instances professionnelles, aux groupes de travail et comités français et européens chargés d'élaborer les réglementations et normes en matière de mesure de l'empreinte carbone, notamment l'OEET (Observatoire Environnement Energie et Transport) et l'AFNOR.

Empreinte carbone des activités Transport et logistique de STEF

En décembre 2009, STEF a signé la charte ADEME, charte d'engagements volontaires de réduction des émissions de CO₂ des transporteurs routiers de marchandises. A cette occasion, STEF s'est engagé à réduire ses émissions de CO₂ de 7% à la t.km pour la période 2010-2012. Ces objectifs seront atteints en 2012.

Empreinte STEF transport et logistique (périmètre France), concernant les facteurs d'émission suivants : carburants, fluides, électricité :

	2008	2009	2010	2011
Total KT de CO ₂ (carburants, fluides, électricité)	442	428	421	417
Millions de km parcourus (périmètre France y.c. sous-traitance)	320	315	314	331

Les données 2011 démontrent la poursuite de la réduction de l'empreinte carbone, tandis que les kilomètres parcourus augmentent du fait de la croissance des activités transport.

II - Solutions Transport et Logistique innovantes, performantes et durables

La démarche consiste à proposer aux clients la mise en place d'une supply chain « plus verte ». Celle-ci se décline autour des axes suivants:

- l'optimisation et la densification des flux de transport
- l'intégration du transport multimodal
- le déploiement d'une logistique urbaine plus vertueuse

Optimisation et densification des flux de transport

L'optimisation des flux de transport et la mutualisation des stocks font partie du cœur de métier de STEF. Afin de répondre à la demande croissante d'augmentation des fréquences de livraison, tout en maîtrisant leur impact sur l'environnement, STEF travaille en permanence sur l'organisation des flux et recherche les solutions techniques permettant d'améliorer le taux de remplissage de ses véhicules :

- Optimisation des circuits et réduction des kilomètres à vide grâce à des systèmes de géo-localisation, dont 100 % du parc de véhicules est équipé,
- Déploiement des points de massification transport (hubs), lesquels permettent d'améliorer le taux de remplissage des véhicules au départ d'une même région,
- Mise en place d'entrepôts de massification régionaux, permettant d'augmenter le tonnage moyen transporté au départ d'un entrepôt (logique de mutualisation du stockage, puis de mutualisation des flux de transport)
- Accompagnement de distributeurs qui déploient une logique de regroupement des stocks de plusieurs fournisseurs au sein de centres de consolidation et de collaboration dédiés,
- Développement de centres de pilotage de flux afin d'optimiser les flux clients au départ des usines.

En 2011, ces schémas d'organisation logistique ont été renforcés avec notamment, le développement de la mutualisation transport des flux amont.

Enfin, l'aménagement des semi-remorques double étage permet d'améliorer les taux de remplissage des véhicules et ainsi, de réduire les consommations de carburant et les émissions de gaz à effet de serre.

Report modal

STEF est partenaire, de longue date, d'une activité de transport multimodal rail-route, via sa participation dans la société Froid Combi, qui opère sur ce secteur entre Avignon et Perpignan, jusqu'à Paris et Lille, avec des caisses mobiles.

Par ailleurs, de nouveaux partenariats opérationnels de report multimodaux ont été mis en œuvre avec succès en 2011.

En mars, des flux routiers ont été reportés sur la ligne ferroviaire Rennes-Lyon. En décembre, un report modal fluvial a été mis en place sur la Seine entre Rouen et Gennevilliers. Il s'agit de la première réalisation de transport de produits industriels agroalimentaires de grande consommation, sous température dirigée, par voie fluviale.

Logistique urbaine

En matière de logistique urbaine, STEF participe, depuis 2009, à la mise au point de véhicules à carburant alternatif et de véhicules et matériels silencieux.

En 2011, les tests des véhicules hybrides et électriques menés en partenariat avec des constructeurs ont permis d'aboutir à la création d'un porteur de 19 tonnes, 100% électrique. Il s'agit du plus gros véhicule de transport de marchandises de cette nature, mis en service. STEF expérimente ce type de véhicules pour des tournées de livraisons en centre-ville.

III – Moyens de production

De par son activité de gestion d'entrepôts frigorifiques et de transport routier, STEF a pour constante de chercher à réduire les consommations d'énergie et les atteintes à l'environnement de ses deux principaux moyens de production que sont les véhicules et les entrepôts/plates-formes.

Véhicules

Réduction de la consommation de carburants des tracteurs

En 2011, STEF a atteint l'objectif d'une consommation de carburant de 32 litres/100 kms pour son parc de tracteurs, soit une réduction de plus d'un litre /100 kms en un an. Pour ce faire, STEF a mis en œuvre un plan d'actions spécifique.

STEF a participé à des tests, en partenariat avec les constructeurs de tracteurs, pour la mise au point d'une nouvelle chaîne cinématique moins consommatrice d'énergie.

Conformément à l'engagement pris par le groupe en 2010, le programme de renouvellement de la flotte de véhicules a été renforcé et en 2011, l'intégralité de la flotte de véhicules dédiée à la distribution, était dotée de la nouvelle génération de motorisation, Euro V. Le Groupe dispose ainsi d'un parc des plus respectueux de l'environnement pour le transport des denrées périssables.

Le plan de formation à l'éco-conduite a été renforcé pour atteindre plus de 3000 conducteurs formés. Ce programme consiste à sensibiliser les conducteurs à des modes de conduite visant à mieux utiliser l'énergie, grâce à l'utilisation de boîtiers d'analyse de la consommation. En 2011, l'éco-conduite est devenu un module obligatoire de formation des conducteurs.

La réduction de la consommation de carburant représente la principale source ayant permis d'atteindre l'objectif de réduction de 7% des émissions de CO₂ à la tonne.km.

Froid cryogénique

STEF expérimente, avec un partenaire industriel, des groupes frigorifiques fonctionnant à l'azote liquide. Ces groupes présentent l'avantage de ne pas émettre de CO₂ et sont silencieux. Le froid cryogénique constitue une alternative intéressante pour le remplacement des fluides frigorigènes synthétiques.

Immobilier

Des sites économes en énergie

STEF pilote, au travers de sa filiale dédiée, IMMOSTEF, des chantiers de construction en France et en Europe, pour son propre compte et celui de ses clients.

Cette expertise a amené le groupe à contribuer, dans le cadre de la commission développement durable de l'AFILOG, à l'élaboration de l'addendum au référentiel HQE® des bâtiments frigorifiques. En 2010, STEF a obtenu la certification HQE pour l'entrepôt de STEF les Essarts en Vendée (25000 m³ en froid négatif). Les nouvelles constructions de STEF intègrent, au travers d'un référentiel groupe, les principaux critères de ce premier référentiel HQE®, spécifique aux bâtiments frigorifiques. Les gains en consommation d'électricité sont perceptibles sur ces nouvelles constructions.

Reconversion des installations frigorifiques avec des fluides frigorigènes naturels

STEF est confronté, au même titre que les industriels de l'agro-alimentaire, à l'obligation de reconverter les installations frigorifiques qui fonctionnent avec des fluides HCFC, dont le R22, ces fluides ayant des effets négatifs sur l'environnement (couche d'ozone et effet de serre).

Le groupe a lancé un vaste programme d'adaptation de ses installations en privilégiant l'emploi des fluides naturels. Depuis 2006, STEF reconvertit, au prix d'investissements significatifs, les installations frigorifiques concernées avec ce type de fluides. Pour l'année 2011, près de 170 000 M³ de constructions neuves et de reconversions de sites ont été réalisées en utilisant des fluides naturels.

Sites en tri-sélectif des déchets

En 2011, le déploiement de la démarche de tri sélectif s'est poursuivi. La moitié des sites STEF a mis en place une procédure de tri sélectif des déchets non dangereux (carton, films d'emballage, bois). Le poids total représente 18.850 tonnes ; 35 % de ces déchets sont valorisés.

Le traitement des déchets dangereux fait l'objet d'une gestion via des filières agréées.

Désignation	Estimation annuelle	Modalités de traitement
Fluides frigorigènes R22, R404 A, R407A, R410A, R134a	6 tonnes	Récupération et élimination en filières agréées lors des opérations de démantèlement d'installations et de maintenance (principalement du HCFC-R22)
Liquide de refroidissement	Environ 26.000 litres	Circuits fermés avec vidange tous les trois ans
Lubrifiants usagés	Environ 130.000 litres	90% pour véhicules et 10% pour groupes froids Récupérateur agréé
PCB/PCT	2,3 tonnes	Elimination en filière agréée avec bordereau de suivi des déchets

La politique de développement durable de La Méridionale

Le Piana, nouveau cargo mixte entré en service le 26 décembre 2011, a été classé par le Bureau Veritas dans des normes répondant à des celles des paquebots en matière de réduction des bruits et vibrations et également de prévention de la pollution.

Il est le premier navire neuf conforme aux nouvelles exigences françaises sur l'accessibilité à bord.

En 2011, La Méridionale a réalisé un Bilan Carbone à partir des données 2010. Comparés à 2007, les résultats font ressortir une réduction des émissions de 6,8%.

Tonnes équivalent carbone	2007	2010	Ecart	
Energie interne	35 121	32 989	-2 132	-6,1%
Transports de personnes	3 430	3 000	-430	-12,5%
Amortissements	3 206	2 848	-358	-11,2%
Fret	2 034	2 042	8	0,4%
Matériaux entrants	986	891	-95	-9,7%
Autres	330	261	-69	-20,9%
Total	45 108	42 031	-3 077	-6,8%

Depuis juillet 2011, La Méridionale est devenue la première compagnie maritime à équiper la totalité de sa flotte du système de partage des observations destiné à repérer les cétacés dans le cadre de la préservation de cette espèce (système REPCET). Ce système devrait être déployé dans un espace maritime Méditerranéen protégé de 87 500 km², secteur où les collisions entre navires et grands cétacés constituent un danger pour ces espèces protégées.

Par ailleurs, dans le prolongement de ses actions d'anticipation des évolutions technologiques, la Méridionale mènera en 2012 des expériences de réduction de consommation sur ses trois navires :

- Piana : expérimentation du système AIRCLAIR (analyse spectrale du combustible)

- Girolata : fonctionnement des moteurs en mode combinatoire (vitesse moteur en fonction de la puissance)
- Kalliste : gestion automatique de l'assiette du navire (recherche des lignes d'eau optimales).

LES RISQUES DU GROUPE

Les risques liés aux activités du groupe

L'activité du groupe est centrée sur les denrées périssables et les produits à contrainte de température et de date. Il est donc exposé à différents risques d'exploitation, les principaux étant le risque de destruction des outils d'exploitation et la rupture de la chaîne du froid, avec leurs conséquences sur les marchandises confiées.

Pour pallier ces risques et réduire les conséquences dommageables d'un incident de cette nature, l'organisation du groupe et le maillage territorial de ses implantations, en particulier sur le territoire national, lui permettraient de faire face, dans un délai rapide, à l'impossibilité d'utiliser un ou plusieurs de ses outils d'exploitation.

Ainsi, les conséquences d'un risque incendie paraissent limitées à l'échelle du groupe, le nombre d'entrepôts et de plates-formes exploités lui permettraient de basculer rapidement, si besoin, les flux affectés par l'incident vers un autre site.

La Direction d'Exploitation a pour mission permanente de prévoir et de mettre en œuvre des solutions pour assurer la continuité de l'exploitation en dépit des aléas qui se présentent (climatiques, sociaux ou d'ordre accidentel).

S'agissant du risque lié à la rupture de la chaîne du froid, les outils immobiliers sont équipés de systèmes d'enregistrement de température pendant l'exploitation et de systèmes de télésurveillance pour les périodes hors exploitation, c'est à dire du vendredi soir au lundi matin pour les entrepôts frigorifiques et du samedi midi au dimanche soir pour les plates-formes de transport. L'objectif est de réduire au maximum les risques de destruction d'un bâtiment par suite du déclenchement d'un incendie.

Pour ces problématiques, STEF a mis en place un programme de maintenance et investit chaque année dans sa politique de mise en sécurité de ses sites de façon à prévenir tout incident et à réduire au maximum les risques de survenance d'un sinistre et pour en minimiser la portée, s'il venait à se produire.

Conscient de sa dépendance aux flux d'informations qui circulent quotidiennement et à leur sécurisation, le groupe considère la sauvegarde des données comme une priorité. C'est pourquoi, un pôle d'expertise dédié aux systèmes d'information est présent dans l'organisation. La sécurisation des données, leur restauration rapide en cas d'incident affectant les unités centrales et le maintien de l'inviolabilité des systèmes d'information constituent un enjeu fondamental de la relation avec les clients.

Le groupe dispose, au travers de ses programmes d'assurances, tant en dommages/pertes d'exploitation qu'en responsabilité civile, d'une couverture aussi adaptée que possible aux responsabilités qu'il assume. Une politique prudente en matière de garanties et de franchises, revalidée périodiquement pour répondre aux évolutions des marchés et à la croissance du groupe, doublée d'une politique volontariste de prévention et de formation, réduit l'exposition du groupe aux conséquences d'un important sinistre.

LES RISQUES DE MARCHE

Risque de liquidité

Les besoins de trésorerie du groupe sont assurés, majoritairement, par les lignes de crédit obtenues au niveau de la société mère. L'échéance de ces lignes de crédit s'établit de 3 à 5 ans.

STEF dispose également de crédits spot et d'autorisations de découverts, sans échéances convenues. Celles-ci sont complétées d'autorisations complémentaires sans échéances convenues, sur les filiales étrangères du groupe.

Les lignes de crédit confirmées, non utilisées et les autorisations de découvert disponibles et crédits spot, combinées avec une bonne planification des flux, assurent au groupe une bonne maîtrise de son risque de liquidité.

Certaines lignes et emprunts (y compris l'emprunt OBSAAR) sont assortis d'engagements de la part du groupe, notamment le respect de ratios financiers. Les principaux ratios sont les suivants : EBITDA / Charges financières nettes supérieur à 6 ou 6,5 (6,5 pour l'OBSAAR) et Endettement Net / Fonds Propres inférieur à 1,7 (identique pour l'OBSAAR).

Au 31 décembre 2011, STEF respecte l'ensemble des engagements attachés aux financements dont il dispose.

Risque de taux d'intérêt

L'endettement financier consolidé est essentiellement à taux variable, qu'il s'agisse des tirages à court terme sur lignes confirmées ou de l'endettement en crédit-bail et en prêt long terme hypothécaire, qui constituent les deux modes habituels de financement des immobilisations.

L'objectif concernant la gestion du risque de taux d'intérêt est de poursuivre une logique de micro-couverture au fur et à mesure de la signature de nouveaux contrats de financements immobiliers. Cette politique de couverture doit permettre à terme d'optimiser l'adossement des instruments de couverture aux dettes sous-jacentes, tout en améliorant son efficacité et en respectant les obligations comptables en termes de comptabilité de couverture.

Risque de crédit-client

Aucun client ne représente plus de 10 % du chiffre d'affaires du groupe, ce qui limite le risque que la défaillance de l'un d'entre eux puisse avoir des effets significatifs sur les résultats du groupe. STEF dispose également d'un contrat d'assurance contre le risque de défaillance de ses clients qui a été renouvelé en 2011 pour une période de 2 ans.

Risque de change

Les flux en devises hors Euro restent relativement équilibrés avec la zone Euro et ne créent donc pas de position de change à risque.

Risque sur le gazole

En tant que consommateur important de gazole, STEF est exposé aux variations du prix de ce carburant mais n'envisage pas, à ce stade, de procéder à des achats d'instruments de couverture. Outre les mécanismes de répercussion de cette charge, le groupe privilégie surtout l'optimisation des achats auprès d'acheteurs dédiés ainsi que la mise en œuvre de mesures visant à réduire les consommations.

LES COMPTES CONSOLIDÉS

LE CHIFFRE D'AFFAIRES

L'année 2011 est une année de forte croissance pour le groupe qui a gagné des parts de marché dans chacune de ses activités et qui a repris une dynamique de croissance externe avec la prise de contrôle de trois sociétés au cours de l'année : Logirest en Espagne pour la logistique dédiée à la restauration, Dispensa en Italie pour la logistique des produits frais et Transports Frigorifiques Pyrénéens en France pour le transport de produits frais.

L'activité a été soutenue tout au long de l'année et n'a pas connu de ralentissement malgré une consommation alimentaire en légère décroissance dans tous les pays où opère le groupe STEF.

(En M€)

Cumul annuel	2011	2010	%	% à périmètre comparable
▪ Transport France	1 130,4	1 061,9	+ 6,4%	+ 6,4%
▪ Logistique France	389,7	371,2	+ 5,0%	+ 5,0%
▪ STEF International	438,3	386,0	+13,6%	+ 6,7%
Sous-total	1 958,4	1 819,1	+ 7,7%	+ 6,2%
▪ Maritime	100,5	87,6	+ 14,7%	+ 14,7%
▪ Autres activités (dont	241,3	150,7	+ 60,1%	+ 42,0%
Total	2 300,3	2 057,4	+ 11,8%	+ 9,2%

La croissance de l'activité **Transport France** est essentiellement tirée par le volume d'activité avec une hausse de 2,3% des tonnages de produits frais dans le réseau de transport et l'apport de chiffre d'affaires lié aux schémas de massification proposés aux clients. L'intégration d'une nouvelle agence à Tarbes apporte un chiffre d'affaires supplémentaire de 0,7 M€ pour six mois d'activité.

Le pôle **Logistique France** a démarré en 2011 trois dossiers majeurs d'externalisation logistique, confiés par de grands acteurs de la chaîne agro-alimentaire et qui ont apporté un chiffre d'affaires supplémentaire de +5,4 M€ (16 M€ en année pleine). Ces développements en logistique de flux tendus s'accompagnent d'un retour de la croissance de l'activité d'entreposage qui finit l'année avec un taux de remplissage des entrepôts surgelés de 84,6% (82,2% en 2010) et un chiffre d'affaires en hausse de 4,8%, à 181,7M€.

STEF International confirme en 2011 son rôle de relais de croissance avec un chiffre d'affaires en hausse sensible pour les principales implantations du groupe :

	2011	2010
	M€	M€
Chiffre d'affaires Total	2 300	2 057
Chiffre d'affaires des filiales exclusivement dédiées à	94,2	93,5
Chiffre d'affaires des filiales européennes	454,1	368,6
- dont péninsule Ibérique	209,5	165,4
- dont Italie	177,6	142,9
- dont Benelux	42,8	34,5
- dont Suisse	15,7	15,2
- dont Grande-Bretagne	8,5	10,6

**Certaines filiales dédiées à l'export sont intégrées dans le périmètre de STEF Transport*

Malgré un environnement économique dégradé en Europe du Sud, le groupe a consolidé ses positions :

- en **Espagne** avec la livraison du nouveau site de Madrid, stratégique pour dynamiser l'activité du réseau de transport et pour donner un nouvel élan à l'activité logistique de restauration et des produits frais.
- En **Italie** avec l'intégration de la société Dispensa (23,8 M€ pour cinq mois d'activité) qui complète le savoir faire du groupe dans le domaine de la logistique des produits frais et qui présente des synergies avec le réseau de transport de Cavalieri.

L'activité maritime réalise une excellente année 2011 avec une hausse de 20,2% des passagers transportés et de 15,5% du fret. Cette performance a été obtenue avec un nombre de traversées comparable à 2010, ce qui traduit une augmentation sensible du taux de remplissage des navires.

Le **Négoce et autres activités** sont en augmentation de 60,1%, représentant un chiffre d'affaire global de 241,3 M€. La majeure partie de ce montant est constituée par le négoce de marchandises réalisé pour le compte des clients de la restauration hors foyer qui croît de près de 65% sur l'année, pour s'établir à 233,6 M€, étant précisé que ce montant intègre l'activité de Logirest, dont 60% du capital a été acquis en cours d'année.

Les autres activités sont relativement stables pour Agrostar (3,4 M€) et pour les Chais de Transat (3,4 M€, soit -3,5%) mais s'inscrivent en baisse pour l'activité immobilière, suite à la cession d'un immeuble.

LES RESULTATS

	2011	2010	Variation
	M€	M€	En %
Chiffre d'affaires	2 300	2 057	+11,8
Bénéfice opérationnel	85,2	80,6	+5,6
Résultat financier	(11,2)	(11,8)	
Résultat avant impôt	74,0	68,8	+7,5
Charge d'impôt	(22,6)	(22,3)	
Part des sociétés en équivalence	+ 1,0	+ 1,0	
Résultat net	52,4	47,6	+10,2
- dont part du Groupe	52,2	47,2	+10,4
- dont intérêts minoritaires	0,3	0,3	

L'année 2011 confirme la bonne dynamique initiée en 2010 avec une croissance à deux chiffres des ventes (+11,8%) et du résultat net (+10,4%).

Cette performance s'inscrit dans un environnement économique et réglementaire qui s'est fortement tendu sur l'année 2011. En effet, le renchérissement du coût du travail avec la révision du dispositif d'allègement de charges sur les bas salaires et la mise en place d'une prime de partage des profits ont mécaniquement contribué, à hauteur de 7 M€, à la hausse de la masse salariale du groupe (soit environ 1 % de celle-ci). La hausse des coûts de l'énergie a pénalisé le groupe et notamment, la composante électricité : la facture a augmenté de 12% pour l'activité en France (+2,5 M€), alors que la consommation sur la période est restée relativement stable (+0,8%). De même, la hausse du prix du carburant a entraîné une augmentation de 15% des achats de gazole, à 116,5 M€ et a indirectement conduit à une augmentation de la charge de sous-traitance transport de 10,9%. Enfin, l'alourdissement de la fiscalité des entreprises en France s'est traduit par une hausse des impôts locaux en raison de l'élargissement de l'assiette de calcul de la CVAE et par une majoration de l'impôt sur les sociétés.

Ces éléments ont pesé sur le bénéfice opérationnel qui progresse moins vite que le chiffre d'affaires. La marge opérationnelle ressort ainsi à 3,7% du chiffre d'affaires contre 3,9% en 2010, année marquée par des plus values de cessions significatives. Retraitée des éléments à caractère exceptionnel, la marge opérationnelle est relativement stable à 3,6% contre 3,7% en 2010, démontrant ainsi la bonne résistance du groupe dans un environnement complexe.

Malgré le rebond des taux d'intérêts, **le résultat financier est en amélioration** grâce à une nouvelle réduction des délais de règlement (soit 1,2 jours d'amélioration, pour 45,4 jours d'encours moyen) et à une réduction de la dette finançant le besoin en fonds de roulement et les investissements immobiliers.

Malgré la majoration de l'impôt sur les sociétés sur le bénéfice fiscal réalisé en France, **la charge d'impôts du groupe n'a guère augmenté** en raison d'une hausse du résultat maritime qui n'est pas soumis à l'impôt sur les sociétés mais à la taxe au tonnage. Le groupe a également utilisé le report déficitaire de filiales étrangères.

La contribution des sociétés mises en équivalence étant stable à 1 M€, **le résultat net augmente de 10,2% et de 10,4% pour la part revenant au groupe.**

L'année 2011 a également permis de renforcer la solidité du bilan du groupe. En effet, le free cash flow est redevenu positif en 2011 (+20 M€) après trois années négatives. Cette bonne génération de cash, permise par la baisse programmée des investissements maritimes, a été obtenue tout en poursuivant un programme d'investissements soutenu qui a permis de compléter le dispositif immobilier et de procéder à des acquisitions ciblées et ce, malgré l'absence de cessions d'actifs significatives sur l'exercice.

Cette dynamique vertueuse, couplée au renforcement des fonds propres, permet d'amorcer une baisse du gearing qui devrait se poursuivre dans les années à venir. Le groupe a également réactivé son programme de rachat d'actions et a ainsi acquis des titres STEF pour un montant de 1,5 M€, soit 0,3% du capital.

LES RÉSULTATS DE LA SOCIÉTÉ MÈRE

La société STEF est une holding pure qui regroupe les équipes de directions fonctionnelles et qui détient des ensembles immobiliers donnés en location aux sociétés d'exploitation. Le chiffre d'affaires, constitué de locations et de prestations essentiellement internes au groupe, s'établit à 10,3 M€, contre 11,1 M€ en 2010. Les produits imputables à des tiers, reprises sur dépréciations et autres produits, représentent 30,2 M€ à comparer à 29 M€ pour 2010. Il s'agit essentiellement des frais de groupe facturés à l'ensemble des filiales.

La principale variation par rapport à 2010 est liée à une réorganisation interne. En effet, 95 salariés, précédemment dans la holding transport (STEF Transport), ont été rattachés à la maison mère STEF, afin de positionner les fonctions sur la structure juridique adéquate. Cette évolution n'a pas eu d'impact direct sur l'équilibre d'exploitation de la société, à l'exception de certains impôts et taxes qui augmentent légèrement.

Les produits financiers, essentiellement composés de revenus de participations, représentent 28,3 M€ contre 23,1 M€ en 2010, en raison de la hausse des dividendes versés par les filiales du groupe et de la reprise de provision pour risque SNC Piana, reclassée en dépréciation d'actif. Les produits et charges financières assimilés représentent une charge nette de 0,8 M€ en 2011 contre un produit net de 0,8 M€, ce qui signifie une moindre utilisation du compte-courant du groupe par les filiales, comparativement à 2010.

Les charges financières prennent en compte une provision pour engagement financier liée au financement du navire Piana pour 5,5 M€. Au total, l'amélioration du résultat financier est de 2,6 M€ et permet de compenser la baisse du résultat d'exploitation.

Le résultat exceptionnel s'élève à 1,1M€ contre 2,2M€ en 2010. Il tient compte d'une indemnité d'expropriation d'un domaine public dans les Bouches du Rhône pour 1,7 M€.

En 2011, la société constate un produit d'impôt de 0,2 M€ (STEF est tête de groupe fiscal), contre un produit de 3,4 M€ au titre de 2010. En effet, le régime de l'intégration fiscale prévu par l'article 223 A du CGI permet notamment, du fait du principe de compensation entre les différents résultats des sociétés du groupe, d'obtenir un produit d'impôt.

Au final, le résultat net de la maison mère est bénéficiaire de 13,3 M€, contre 17,2 M€ en 2010.

Proposition d'affectation :

Résultat de l'exercice	13.332.246 €
Report à nouveau	<u>58.555.861 €</u>
formant un total disponible de	71.888.107 €

Qui sera affecté de la façon suivante :

Distribution d'un dividende de 1,38 € par action,

soit une distribution globale de18.651.595,62 €

Au report à nouveau à hauteur de53.236.511,38 €

Il est précisé que si, lors de la mise en paiement, la société détenait certaines de ses propres actions, la somme correspondant au montant du dividende qui n'aurait pas été versé au titre de ces actions, serait affectée au compte de report à nouveau.

La distribution du dividende aura lieu à partir du jeudi 24 mai 2012.

Dividendes distribués au titre des trois précédents exercices :

Exercice	Dividende net par action	Revenu global par action
2008	1,05	1,05
2009	1,05	1,05
2010	1,25	1,25

Conformément à l'article 223 quinquies du CGI, il est indiqué qu'il n'y a pas eu de frais généraux ayant donné lieu à réintégration dans le bénéfice imposable au titre de l'article 39-5 du même code.

Le tableau des résultats des cinq derniers exercices de STEF figure en annexe aux comptes sociaux.

RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

En 2011, les dépenses de recherche et développement engagées par le groupe ont porté sur l'adaptation des outils de pilotage de l'activité et sur les innovations en matière de véhicules (véhicules à carburant alternatif, groupes frigorifiques fonctionnant à l'azote liquide, aménagements techniques des véhicules double étage). Les frais de recherche et développement se sont élevés à environ 250 K€.

TABLEAU DE SUIVI DES SOLDES FOURNISSEURS PAR DATE D'ECHEANCE

Solde Fournisseurs	Total	dont échéance			
		échue	de 1 à 31 jours	de 32 à 61 jours	au-delà
31.12.2011	5.296.122	303.028	4.943.778	49.315	0
31.12.2010	17.086.867	777.056	15.850.090	412.389	47.332

EVOLUTION DU PERIMETRE - PRISES DE PARTICIPATION REALISEES EN 2011

Acquisitions, créations, cessions :

France :

- acquisition de 100 % de STEF Transport Tarbes (Transport Frigorifiques Pyrénéens),
- constitution de la société Transcosatal Développement, détenue à hauteur de 33,33% par STEF SA, en concomitance avec la cession de la participation de 34 % dans Transcosatal Finances.

Italie :

- acquisition de 100 % de STEF Logistics Italia (Dispensa Logistics).

Espagne :

- acquisition de 60 % du capital de Logirest, portant la participation du groupe à 100 %,
- liquidation de Tradimar Logistica del Mar, détenue à 100 % et de Tomsa Madrid, détenue à 32 %.

Suisse :

- augmentation de la participation au capital de STEF Suisse (S.G.F.) de 98,5 % à 98,86 %.

Restructuration interne :

Absorption de Cryologic Services dans STEF SA.

Le détail des filiales et participations figure en annexe aux comptes consolidés.

GOVERNEMENT D'ENTREPRISE

MODIFICATIONS INTERVENUES AU SEIN DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

M. Henri Bouvatier est décédé en janvier 2011.

Madame Murielle Lemoine a été nommée administrateur par l'assemblée générale du 18 mai 2011.

MANDATS ET FONCTIONS EXERCES PAR LES ADMINISTRATEURS

M. Francis Lemor, Président Directeur-Général, administrateur depuis 1983 :

- Président du conseil d'administration de Comexposium
- Directeur Général Délégué de la société UEF
- Administrateur de la Compagnie Méridionale de Navigation (CMN)
- Administrateur de STEF Iberia
- Administrateur de STEF Suisse
- Administrateur d'Atlantique Management

M. Bernard Jolivet, Vice-président et Directeur Général Délégué, administrateur depuis 1996 :

- Président Directeur Général d'Atlantique Management
- Président Directeur Général d'Immostef
- Président de STEF Transport
- Président d'Atlantique SA et administrateur de STEF Iberia (Espagne)
- Administrateur de STEF Transport Saintes (Belgique)
- Administrateur de STEF Italia, Stef Italia Holding S.R.L. et de STEF Logistics Italia Srl (Italie)
- Administrateur de TFE International Limited (Grande-Bretagne)
- Représentant permanent de STEF au conseil d'administration d'Entrepôts Frigorifiques du Léon.

M. Jean-Charles Fromage, Directeur Général Délégué, administrateur depuis 2005 :

- Directeur Général Délégué de STEF Transport
- Administrateur d'Atlantique Management et de Compagnie Méridionale de Navigation (CMN),
- Président du Conseil d'administration de STEF Iberia (Espagne), Gérant de Stef Portugal-Logistica e Transporte LDA,
- Président du Conseil d'administration de STEF Transport Saintes et administrateur de STEF Logistics Saintes (Belgique)
- Président du Conseil d'administration de STEF Italia, Stef Italia Holding S.R.L. et de STEF Logistics Italia Srl, administrateur de Stef International Italia S.P.A. (Italie)
- Administrateur de TFE International Limited (Grande Bretagne) et de STEF Suisse
- Représentant permanent de STEF Transport au conseil d'administration de Froid Combi et de Transcosatal Développement, représentant permanent de STEF au conseil d'administration d'Immostef

Mme. Murielle Lemoine, administratrice depuis 2011

Administrateur d'Immostef, Président de Carthera et de Eblé Conseil et Participations

M. Gilles Bouthillier, administrateur depuis 1997

Président de Worms Management Services, Administrateur de Worms Services Maritimes et de Financière de Services Maritimes, Administrateur de Worms Asia Limited

M. Alain Bréau,

Administrateur depuis 2004

Président Directeur Général de Mory SA, Président de CFSIS SAS, Gérant de la SCI du 4, rue du Hoguet et de Logidis Automotive, administrateur de GT Trans (Belgique), Mory Europa (Belgique), de Mory Tunisie et de Superga Lux, représentant permanent de CFSIS chez Setcargo International.

M. Robert de Lambilly, administrateur depuis 2007

Président de STIM d'Orbigny, Président du Conseil d'administration de Compagnie Méridionale de Navigation (CMN).

M. Eric Giuily, administrateur depuis 1992

Gérant de Clai SAS, Administrateur de Socoma (coopérative de manutention portuaire de Marseille), Administrateur de Groupe Moniteur Holding

M. Christian Guilbert, administrateur depuis 1996

Président de la SAS ITS

M. Emmanuel Hau, administrateur depuis 2007

Président du Conseil de Surveillance d'Autogrill Restauration Services, Membre du Conseil de Surveillance de Sterling Strategic Value et Administrateur de Aedian SA.

M. Dominique Thénault, administrateur depuis 2009

Président du Conseil de Surveillance du Fonds Commun de Placement des salariés de STEF.

M. Dominique Nouvellet, administrateur depuis 2003

Président de Siparex Associés et de Sigefi Services, Administrateur de l'ANSA, de Tuninvest Finance Group (Tunisie), de Morocco Capital Invest (Maroc) et de Beltone Financial (Luxembourg).

M. Xavier Ogier du Terrail, administrateur depuis 2001

Administrateur de Neville Gestion, Censeur de Cofitem.

Allianz Vie, représentée par M. Pier Riches, administrateur depuis 1997

Monsieur Pier Riches est Président du Conseil d'administration du GIE Allianz Investment Management Paris, Membre du Conseil de Surveillance d'Oddo et Cie SCA, Administrateur de Immovalor Gestion, Allianz IART, Allianz Vie, Château Larose Trintaudon, Génération Vie, d'Allianz Banque et de Allianz Nederland Asset Management (Pays Bas), Président du conseil d'administration de la Società Agricola San Felice (Italie), Représentant permanent d'Allianz Vie au conseil d'administration de Sequana et d'Allianz France au conseil de surveillance de Idinvest Partners.

Atlantique Management, représentée par **M. François de Cosnac**, administrateur depuis 2010

M. de Cosnac est administrateur d'Immostef, Président d'UEF, représentant légal de la société UEF, Présidente de la société Européenne de Logistique du Froid et représentant permanent de la société UEF, administrateur d'Atlantique Management, Président du Directoire de Gerignac SA, Membre du Conseil de Gérance de SOMERVI, Gérant de FDC Conseil Patrimoine, Vice Président du Conseil de surveillance d'Auris Gestion Privée.

Cinq administrateurs peuvent être qualifiés d'indépendants au regard des critères du Code de gouvernement d'entreprise des sociétés cotées Afep-Medef, il s'agit de Madame Lemoine, MM. Bréau, Hau, Nouvellet et du Terrail.

REMUNERATION DES MANDATAIRES SOCIAUX

La rémunération du Président-Directeur Général et celle des Directeurs Généraux Délégués sont fixées par le Conseil d'administration, sur proposition du Comité des rémunérations des mandataires sociaux. Ce Comité est composé de Mme. Lemoine et MM. Bouthillier et Riches, il se détermine chaque année en fonction des performances globales du groupe et d'éléments objectifs de comparaison.

M. Dominique Thénault, Directeur Commercial de l'activité logistique France, est rémunéré dans le cadre de son contrat de travail.

Les membres du Conseil d'Administration reçoivent des jetons de présence fixés, globalement, à 75.000 € par l'Assemblée Générale des actionnaires. Une quote-part supplémentaire de 12.000 euros est réservée aux administrateurs membres du Comité d'audit.

Rémunérations, nettes de prélèvements sociaux, versées aux mandataires sociaux :

En euros	Jetons de présence	Rémunération fixe	Rémunération variable	Avantages en nature
	2011	2011	2011 *	2011
<u>Administrateurs et membre des organes de direction</u>				
Francis Lemor - Président Directeur Général	6.857	229.742	178.533	5.016
Bernard Jolivet - Vice-Président, Directeur Général Délégué	8.857	201.475	151.429	4.870
Jean-Charles Fromage - Directeur Général Délégué	26.799	197.660	135.211	5.692
<u>Administrateurs</u>				
Gilles Bouthillier	5.357			
Alain Bréau	4.464			
Xavier Ogier du Terrail	9.357			
Eric Giuily	5.357			
Christian Guilbert	5.357			
Robert de Lambilly	6.857	83.691	81.881	
Murielle Lemoine	3.571			
Dominique Nouvellet	7.571			
Emmanuel Hau	9.357			
Dominique Thénault	5.357	84.994	13.864	2.406
AGF Vie représentée par Pier Riches	4.464			
Atlantique Management représentée par François de Cosnac	8.857			

* versée en 2011 au titre de l'exercice 2010

Les contrats de travail de Messieurs Jolivet et Fromage contiennent des dispositions relatives aux indemnités à leur verser en cas de rupture du contrat de travail qui entrent dans le champ des conventions et engagements réglementés relevant de l'article L.225-42-1 du Code de commerce. Messieurs Jolivet et Fromage ont indiqué qu'ils feraient valoir leurs droits à la retraite au 30 juin 2012. Ainsi, ces engagements ne trouveront pas à s'appliquer.

INTERET DES DIRIGEANTS DANS LE CAPITAL DE LA SOCIETE - PLAN D'OPTIONS D'ACHATS D'ACTIONS

Assemblée générale des actionnaires du 30 juin 2001 Conseil d'administration du 10 décembre 2003						
Nombre d'options attribuées	Date de début d'exercice	Date de fin d'exercice	Prix de souscription	Options levées au 10 décembre 2011	Options annulées	Solde
54.548	10/12/08	10/12/11	16,28 €	52.488	2.060	0

Conformément aux dispositions de l'article L.621-18-2 du Code monétaire et financier, il est précisé qu'aucun des dirigeants mandataires sociaux n'a bénéficié d'options d'achat d'actions lors de cette attribution.

Le nombre d'actions correspondant à l'exercice des options d'achat d'actions a été prélevé sur les actions auto-détenues par la Société et affectées à cet usage.

RENSEIGNEMENTS A CARACTERE GENERAL

Au 31 décembre 2011, le capital social s'élève à 13.515.649 €, composé de 13.515.649 actions d'une valeur nominale de 1 euro. Il n'a subi aucune variation au cours de l'exercice.

Répartition du capital et des droits de vote au 31 décembre 2011

Actionnaires	Capital %	Droits de vote %
Atlantique Management	29,30	35,91
FCPE des Salariés du groupe	15,99	19,25
Société des Personnels de la Financière de Union Economique et Financière	9,00	9,05
Société Européenne de Logistique du Froid	5,43	6,65
Autres membres de l'action de concert	0,47	0,58
Sous/total – action de concert	67,19	79,41
Bestinver	11,38	7,00
Auto-détention	4,52	0,00
Autres (actionnaires détenant moins de 5% du	16,91	13,59
Total	100,00	100,00

Franchissements de seuils réalisés pendant l'année 2011 :

- Le 24/04/2011 : franchissement à la hausse par la société Union Économique et Financière, indirectement par l'intermédiaire de « Société Européenne de Logistique du Froid », du seuil de 10 % des droits de vote, par attribution de droits de vote double,
- le 05/05/2011 : franchissement à la baisse par la société Minosfin du seuil de 5 % du capital et des droits de vote, par cession de titres,
- le 05/05/2011 : franchissement à la hausse par les membres de l'action de concert du seuil des 2/3 du capital, par acquisition de titres sur le marché,
- le 21/07/2011 : franchissement à la hausse par la société « Société Européenne de Logistique du Froid » du seuil de 5 % des droits de vote, par attribution de droits de vote double.

DELEGATIONS DE COMPETENCE EN MATIERE D'AUGMENTATION DE CAPITAL

L'Assemblée Générale du 18 mai 2011 a délégué sa compétence au Conseil d'Administration en vue de procéder à l'émission d'actions ordinaires et / ou des valeurs mobilières donnant accès au capital et / ou à l'attribution de titres de créance avec maintien du droit préférentiel de souscription.

Caractéristiques de la délégation	Montant maximal nominal autorisé en euros	Montant consommé au 31/12/2011 en euros	Solde en euros	Échéance de la délégation
Augmentation de capital	1.500.000	0	1.500.000	17 juillet 2013
Titres de créance susceptibles d'être émis	150.000.000	0	150.000.000	17 juillet 2013

VALEURS MOBILIERES DONNANT ACCES AU CAPITAL – BONS DE SOUSCRIPTION ET / OU D'ACHAT D' ACTIONS REMBOURSABLES (BSAAR)

Dans le cadre d'une opération d'émission d'obligations à bons de souscription et/ou d'achat d'actions remboursables (OBSAAR), 904.976 bons de souscription et / ou d'achat d'actions remboursables (BSAAR) ont été émis en juillet 2008. Ces bons sont cessibles et exerçables depuis le 21 juillet 2010, et ce pendant une période de cinq ans. Chaque bon permet d'acquérir une action moyennant un prix d'exercice de 51,20 €.

Nombre de BSAAR émis	Date de début d'exercice	Date de fin d'exercice	Prix d'exercice	Nombre de BSAAR exercés au 31 décembre 2011	Nombre de BSAAR restant à exercer
904.976	21/07/2010	20/07/2015	51,20 €	46	904.930

Les actions correspondant à l'exercice des bons d'achat d'actions ont été prélevées sur les actions auto-détenues par la Société.

ACQUISITION PAR LA SOCIETE DE SES PROPRES ACTIONS

Résumé des opérations réalisées dans l'année par la société et portant sur ses propres actions :

Destination des titres détenus en autocontrôle	Comptes annuels au 31/12/2010	Titres acquis en 2011	Titres cédés en 2011	Changement d'affectation décidé en 2011 par le Conseil d'administration	Titres transférés en 2011 lors des levées d'options (1) lors de l'exercice de bons de souscription (2) lors de l'attribution d'actions aux salariés dans le cadre du plan d'épargne d'entreprise (3)	Comptes annuels au 31/12/2011
Animation du cours par l'intermédiaire d'un contrat de liquidité	35.763	80.631	- 91.338			25.056
Couverture d'options d'achat d'actions	24.518			-7.028	- 17.490 (1)	0
Couverture de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution d'actions	501.661	42.938			- 46 (2)	544.553
Remise en paiement ou en échange dans le cadre d'une acquisition	37.373			-37.373		0
Couverture d'attribution d'actions aux salariés dans le cadre du plan d'épargne d'entreprise	0			44.401	- 2.800 (3)	41.601
Total	599.315	123.569	- 91.338	0	- 20.336	611.210

STEF a acquis pendant la période du 19 septembre au 30 décembre 2011 42.938 titres pour un montant brut moyen de 35,68 €.

Programme de rachat d'actions 2011 :

Durant l'exercice 2011, deux programmes de rachat d'actions se sont succédés. Chaque programme, d'une durée maximale de 18 mois, a fait l'objet d'un descriptif de ses finalités et modalités, en application de l'article 241-2 du Règlement général de l'AMF.

- Programme de rachat voté par l'Assemblée Générale des actionnaires du 19 mai 2010, aux termes de la 9ème résolution : le cours maximal à l'achat a été fixé à 55 €, pour une part maximale de capital à acquérir de 10 %.
- Programme de rachat voté par l'Assemblée Générale des actionnaires du 18 mai 2011, aux termes de la 8ème résolution : le cours maximal à l'achat a été fixé à 60 €, pour une part maximale de capital à acquérir de 10 %.

Contrat de liquidité

Un contrat de liquidité sur Euronext Paris a été confié à la société de bourse Gilbert Dupont.

Ce contrat est conforme à la Charte de déontologie établie par l'Association française des entreprises d'investissement approuvée par la décision de l'AMF du 22 mars 2005.

Au 31 décembre 2011, le solde d'auto-détention au titre du contrat de liquidité s'établit à 25.056 actions.

COURS DE BOURSE

Entre le 3 janvier 2011 et le 30 décembre 2011, le cours a évolué entre 32,50 € au plus bas et 47,05 € au plus haut.

Sur la même période, la moyenne des titres échangés quotidiennement s'établit à 1.547. Le cours moyen annuel s'établit à 40,54 €.

EVENEMENTS IMPORTANTS INTERVENUS DANS LE GROUPE ENTRE LA DATE DE CLOTURE ET LA DATE D'ETABLISSEMENT DU PRESENT RAPPORT

Le groupe a adopté à compter du 1er janvier 2012 un nouveau nom et une marque européenne unique, STEF.

Cette étape dans la vie du groupe représente la convergence des savoir-faire des métiers opérés par STEF dans le domaine de la température dirigée en Europe (transport, prestations logistiques et systèmes d'information).

La nouvelle marque européenne STEF a pour vocation de répondre à une exigence de service homogène et d'un haut niveau de qualité, quels que soient l'activité, la région et le pays.

La nouvelle identité a été déclinée à tous les niveaux de l'entreprise et les dénominations sociales des entités juridiques du groupe ont été modifiées pour intégrer dans leur libellé la nouvelle référence unique, STEF.

PERSPECTIVES 2012

Dans un contexte de reprise économique encore incertain, STEF débute l'année 2012 avec confiance.

Le groupe bénéficiera en 2012 de l'effet report des contrats commerciaux structurants signés en 2011 qui apportent un niveau d'activité supérieur à la croissance naturelle du marché.

En Italie, les synergies créées grâce à l'acquisition de la société STEF Logistics Italia, qui vient compléter le dispositif existant, vont accélérer le retour à l'équilibre des activités.

Les investissements réalisés dans le Maritime permettront à STEF de s'appuyer sur une flotte modernisée et de se positionner favorablement dans la perspective du renouvellement de la délégation de service public pour la desserte de la Corse.

L'adoption de la marque unique STEF est un levier de développement qui contribue à renforcer le positionnement du groupe à l'égard de clients en recherche de solutions globales en Europe. Après les efforts d'investissements effectués au cours des deux dernières années dans le maritime, STEF reviendra en 2012 à un niveau normal d'investissements, lui permettant de dégager un cash flow net positif.

En matière de ressources humaines, les efforts seront concentrés sur la poursuite et le renforcement des actions en matière de santé et de sécurité au travail et sur l'amplification du plan « pépinières » afin d'accompagner les opérations de croissance.

GOVERNANCE DU GROUPE

Le Conseil d'administration a décidé, lors de sa réunion du 21 mars 2012, de faire évoluer la gouvernance du Groupe à compter du 1er juillet 2012.

Les choix se sont portés vers une équipe dirigeante, présente de longue date dans l'entreprise et qui incarne la culture et les valeurs du groupe.

Messieurs Bernard Jolivet et Jean-Charles Fromage, actuels Directeurs généraux délégués, feront valoir leurs droits à la retraite au 30 juin 2012 et conserveront leurs mandats d'administrateurs de la Société.

A compter du 1^{er} juillet 2012, les fonctions de Présidence et de Direction générale seront dissociées. La Présidence de STEF continuera d'être assurée par M. Francis Lemor. M. Bernard Jolivet conservera sa fonction de Vice-président.

La Direction Générale sera confiée à M. Jean-Pierre Sancier, actuel Directeur général du pôle logistique STEF.

Celui-ci sera entouré de trois Directeurs généraux délégués :

- M. Serge Capitaine, en charge du commerce et du marketing,
- M. Bruno Duquenne, en charge des activités européennes,
- M. Stanislas Lemor, en charge de l'administration et des finances.

En outre, compte tenu de l'expérience accumulée par MM. Jolivet et Fromage, il a paru important de continuer de s'appuyer sur leur expertise, ceux-ci se verront donc confier des missions d'assistance et de conseil par le Conseil d'administration.



Société anonyme au capital de 13.515.649 €
Siège social : 93, boulevard Malesherbes - 75008 PARIS.
999 990 005 RCS Paris

Comptes consolidés 2011



Comptes consolidés

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

(En milliers d'euros)

	note	Exercice 2011	Exercice 2010	variation
CHIFFRE D'AFFAIRES	4.1	2 300 278	2 057 437	11,8%
Consommations en provenance des tiers	4.2	(1 452 345)	(1 237 888)	
Impôts, taxes et versements assimilés		(48 666)	(42 898)	
Charges de personnel	4.3	(636 804)	(622 538)	
Dotations aux amortissements		(75 470)	(77 843)	
(Dotations) Reprises nettes aux dépréciations et provisions	4.4	(3 536)	173	
Autres produits et charges opérationnels	4.5	1 709	4 173	
BENEFICE OPERATIONNEL		85 166	80 616	5,6%
Charges financières	4.6	(11 526)	(13 004)	
Produits financiers	4.6	363	1 200	
Résultat Financier		(11 163)	(11 804)	5,4%
RESULTAT AVANT IMPÔT		74 003	68 812	7,5%
Charge d'impôt	4.7	(22 593)	(22 254)	
Quote-part du résultat des entreprises mises en équivalence	4.13	1 038	1 030	
RESULTAT		52 448	47 588	10,2%
* dont part du Groupe		52 167	47 242	10,4%
* dont intérêts minoritaires		281	346	
EBITDA	4.8	163 363	162 548	0,5%
Résultat par action :		(en euros)	(en euros)	
- de base :	4.19	4,04	3,66	
- dilué :	4.19	4,04	3,66	



Comptes consolidés

BILAN CONSOLIDÉ

(En milliers d'euros)

ACTIFS	note	31 décembre 2011	31 décembre 2010
Actifs non courants			
Ecarts d'acquisition	4.9	110 308	96 239
Autres immobilisations incorporelles	4.10	21 111	21 049
Immobilisations corporelles	4.11	780 687	765 197
Actifs financiers non courants	4.12	35 181	16 808
Participations dans les entreprises associées	4.13	9 549	11 856
Actifs d'impôt différé	4.14	21 112	13 430
Total de l'actif non courant		977 948	924 579
Actifs courants			
Stocks et en cours	4.15	33 945	22 538
Clients	4.16	410 499	345 752
Autres créances et actifs financiers courants		126 563	112 324
Actif d'impôt courant		2 965	6 734
Trésorerie et équivalents de trésorerie (a)	4.17	53 468	45 349
Actifs classés comme détenus en vue de la vente	4.11	3 553	715
Total de l'actif courant		630 993	533 412
Total des actifs		1 608 941	1 457 991
CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS			
Capitaux propres			
Capital		13 516	13 516
Primes		4 284	4 284
Réserves		334 864	303 448
Capitaux propres part du Groupe	4.18	352 664	321 248
Intérêts minoritaires		4 789	4 823
Total des Capitaux propres		357 453	326 071
Passifs non courants			
Provisions non courantes	4.22	20 170	17 196
Passifs d'impôt différé	4.14	44 136	42 174
Dettes financières non courantes (b)	4.20	407 946	342 003
Total du passif non courant		472 252	401 373
Passifs courants			
Dettes fournisseurs		332 065	266 225
Provisions courantes	4.22	15 787	15 214
Autres dettes courantes		306 113	275 702
Dettes d'impôt courant		7 576	3 955
Dettes financières courantes (c)	4.20	117 175	169 224
Passifs classés comme détenus en vue de la vente		520	227
Total du passif courant		779 236	730 547
Total des capitaux propres et passifs		1 608 941	1 457 991
Endettement net (b) + (c) - (a)		471 653	465 878
Ratio Endettement net / Total des capitaux propres		1,32	1,43



Comptes consolidés

ÉTAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ

(En milliers d'euros)

	Exercice 2011	Exercice 2010
RESULTAT	52 448	47 588
Autres éléments du résultat global		
Ecart de conversion résultant des activités à l'étranger	(237)	1 384
Variations de juste valeur des instruments dérivés de couverture de flux de trésorerie	(5 390)	(874)
Effet net d'impôt sur les autres éléments du résultat global	1 837	39
Total des autres éléments du résultat global, nets d'impôt	(3 790)	549
Résultat global total de la période	48 658	48 137
* dont part du Groupe	48 377	47 791
* dont intérêts minoritaires	281	346

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

(En milliers d'euros)

	Capital	Primes	Réserves consolidées	Réserves de conversion	Actions propres	Réserve de juste valeur	Total attribuable aux actionnaires de STEF-TFE	Part des minoritaires	Total Capitaux Propres
Capitaux propres au 31 décembre 2009	13 516	4 284	297 498	(1 292)	(24 298)	(842)	288 866	6 195	295 061
Augmentation de capital							0		0
Réduction de capital							0		0
Dividendes versés			(13 557)				(13 557)	(215)	(13 772)
Effet de la variation des taux de change							0	182	182
Achats et ventes d'actions propres					(231)		(231)		(231)
Opérations avec les intérêts minoritaires (SGF/CMN)			(1 621)				(1 621)	(1 685)	(3 306)
Total des transactions avec les actionnaires	0	0	(15 178)	0	(231)	0	(15 409)	(1 718)	(17 127)
Résultat global de la période	0	0	47 242	1 131		(582)	47 791	346	48 137
Capitaux propres au 31 décembre 2010	13 516	4 284	329 562	(161)	(24 529)	(1 424)	321 248	4 823	326 071
Capitaux propres au 31 décembre 2010	13 516	4 284	329 562	(161)	(24 529)	(1 424)	321 248	4 823	326 071
Augmentation de capital							0		0
Réduction de capital							0		0
Dividendes versés			(16 169)				(16 169)	(159)	(16 328)
Effet de la variation des taux de change							0		0
Achats et ventes d'actions propres					(792)		(792)		(792)
Opérations avec les intérêts minoritaires							0	(156)	(156)
Total des transactions avec les actionnaires	0	0	(16 169)	0	(792)	0	(16 961)	(315)	(17 276)
Résultat global de la période	0	0	52 167	(237)		(3 553)	48 377	281	48 658
Capitaux propres au 31 décembre 2011	13 516	4 284	365 560	(398)	(25 321)	(4 977)	352 664	4 789	357 453



Comptes consolidés

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE (En milliers d'euros)

	31 décembre 2011	31 décembre 2010
Résultat de la période	52 448	47 588
+/- Dotations nettes aux amortissements, dépréciations d'actifs non courants et provisions	79 006	82 779
+/- Plus ou moins values de cession d'actifs non courants	(2 359)	(12 283)
+/- Quote-part de résultat des entreprises associées	(1 038)	(1 030)
+/- Variation de juste valeur des instruments dérivés	134	(213)
+/- Variation des écarts de conversion	(481)	(736)
+/- Autres produits et charges sans incidence sur la trésorerie	194	1 667
- Impôts différés	(4 324)	(33)
Capacité d'autofinancement (A)	123 580	117 739
+/- Variation du Besoin en Fonds de Roulement lié à l'activité (B)	18 032	9 449
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE (C)=(A+B)	141 612	127 188
- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations incorporelles	(6 624)	(7 306)
- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles	(103 211)	(149 254)
+/- Variation des prêts et avances consentis + actifs financiers	(1 538)	(3 284)
- Acquisitions d'intérêts minoritaires et différés de paiement liés		(26 452)
- Décaissements liés aux acquisitions de filiales nets de la trésorerie acquise (**)	(17 681)	
+ Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	7 796	31 074
+ Dividendes reçus sur instruments de capitaux propres	1 156	959
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT (D)	(120 102)	(154 263)
+/- Achats et ventes d'actions propres	(792)	(140)
+ Sommes reçues des actionnaires lors d'augmentations de capital		
- Sommes versées aux actionnaires lors de réductions de capital		
- Dividendes versés aux actionnaires de STEF-TFE	(16 169)	(13 557)
- Dividendes versés aux minoritaires des filiales	(155)	(176)
+ Encaissements liés aux nouveaux emprunts	128 188	161 587
- Remboursements d'emprunts	(135 335)	(90 666)
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT (E)	(24 263)	57 048
Trésorerie nette à l'ouverture	11 099	(18 874)
Trésorerie nette à la clôture	8 346	11 099
= VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE (C+D+E) (*)	(2 753)	29 973
Montant de l'impôt versé dans la période :	(20 364)	(12 860)
	-	-
(*) Les trésoreries nettes à la clôture s'analysent comme suit :	31-déc-11	31-déc-10
Trésorerie et équivalents de trésorerie	53 468	45 349
Découverts bancaires et crédits spot	(45 122)	(34 250)
	8 346	11 099
	31-déc-11	31-déc-10
(**) Coût d'acquisition des titres des entreprises acquises	(22 248)	-
Trésorerie acquise	4 567	-
Décaissement net	(17 681)	-

Sommaire

1	Référentiel comptable	65
2	Principes comptables	66
2.1	REGLES ET MODALITES DE CONSOLIDATION	66
2.2	ÉCARTS D'ACQUISITION	66
2.3	ACQUISITION D'INTERETS MINORITAIRES	58
2.4	AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	58
2.5	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	58
2.6	ACTIFS FINANCIERS NON DERIVES	58
2.7	DEPRECIATION DES ECARTS D'ACQUISITION ET DES IMMOBILISATIONS	59
2.8	STOCKS	59
2.9	ACTIFS NON COURANTS DETENUS EN VUE DE LA VENTE	60
2.10	IMPOT SUR LES BENEFICES	60
2.11	AVANTAGES AU PERSONNEL	60
2.12	PASSIFS FINANCIERS NON DERIVES	60
2.13	INSTRUMENTS DERIVES	61
2.14	PROVISIONS	61
2.15	ACTIONS PROPRES	61
2.16	PAIEMENTS EN ACTIONS	62
2.17	CONTRATS DE LOCATION	62
2.18	CONVERSION MONETAIRE	62
2.19	PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES	62
2.20	INFORMATION SECTORIELLE	63
2.21	OPTIONS EN MATIERE DE PRESENTATION	63
2.22	NOUVELLES NORMES, AMENDEMENTS ET INTERPRETATIONS NON ENCORE APPLICABLES	63
2.23	INDICATEURS NON COMPTABLES	63
3	Périmètre de consolidation	64
3.1	ÉVOLUTION DU PERIMETRE	64
3.2	CHANGEMENTS INTERVENUS EN 2011	64
3.2.1	Acquisitions, créations, cessions	64
3.2.2	Opérations internes	64
3.3	CHANGEMENTS INTERVENUS EN 2010	64
3.3.1	Acquisitions, créations, cessions	64
3.3.2	Opérations internes	65
3.4	REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES	65
3.4.1	Exercice 2011	65
3.4.2	Exercice 2010 (Rappel)	65
3.5	ACQUISITION D'INTERETS MINORITAIRES	65

Sommaire

4	Notes explicatives sur les comptes	65
4.1	INFORMATION SECTORIELLE	65
4.1.1	Informations par secteurs	66
4.1.2	Informations par zones géographiques	67
4.2	CONSOMMATIONS EN PROVENANCE DES TIERS	67
4.3	CHARGES DE PERSONNEL	67
4.4	DOTATIONS (REPRISES) NETTES AUX DEPRECIATIONS ET PROVISIONS	68
4.5	AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS	68
4.6	PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS	68
4.7	CHARGE D'IMPOT SUR LES BENEFICES	69
4.8	EBITDA	70
4.9	ÉCARTS D'ACQUISITION	70
4.10	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	71
4.11	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	72
4.12	ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS	73
4.13	ENTREPRISES ASSOCIEES	73
4.14	ACTIFS ET PASSIFS D'IMPOT DIFFERE	74
4.15	STOCKS	76
4.16	CLIENTS	76
4.17	TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE	76
4.18	CAPITAUX PROPRES	76
4.19	RESULTAT PAR ACTION	76
4.20	DETTES FINANCIERES	77
4.21	AVANTAGES AU PERSONNEL	79
4.22	PROVISIONS	81
4.23	INSTRUMENTS DILUTIFS	81
4.24	GESTION DES RISQUES	82
4.25	PRESENTATION DES INSTRUMENTS FINANCIERS PAR CATEGORIE	86
4.26	ENGAGEMENTS HORS BILAN	87
4.27	LOCATIONS SIMPLES	87
4.28	OPERATIONS AVEC DES PARTIES LIEES	87
4.29	GESTION DU CAPITAL	88
4.30	HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	88
4.31	PASSIFS EVENTUELS	89
4.32	CONVENTION DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC	89
4.33	ÉVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE	89
5	Liste des sociétés consolidées	90



ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES EXERCICE 2011

La société STEF et ses filiales (ci-après STEF ou le Groupe) ont pour principales activités le transport routier et la logistique sous température contrôlée ainsi que le transport maritime. Le Groupe a décidé fin 2011 de regrouper ses activités sous une marque unique : STEF. A ce titre, un grand nombre de filiales a changé de dénomination sociale début 2012. La liste exhaustive des filiales figure au paragraphe 5.

La société mère, STEF S.A. est une société de droit français dont le siège situé à Paris 8ème – 93, boulevard Malesherbes et dont les actions sont inscrites au compartiment B de NYSE Euronext Paris.

1 Référentiel comptable

Les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2011 de la société STEF sont établis conformément au référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards), tel qu'adopté dans l'Union Européenne et applicable à l'exercice clos le 31 décembre 2011.

Le référentiel IFRS est disponible sur le site internet de la Commission européenne à l'adresse suivante : http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm#adopted-commission.

Les états financiers consolidés sont également conformes au référentiel IFRS édicté par l'IASB (International Accounting Standards Board), applicable à l'exercice clos le 31 décembre 2011.

Les états financiers consolidés sont préparés sur la base du coût historique, à l'exception des instruments financiers dérivés et des actifs financiers classés comme disponibles à la vente, qui sont évalués en juste valeur.

Les normes suivantes sont entrées en vigueur au 1^{er} janvier 2011 :

- Révision d'IAS 24 – Informations relatives aux parties liées
- Amendements IAS 32 – Classement des droits de souscription émis
- IFRIC 19 – Extinction de dettes financières avec des instruments de capitaux propres
- Amendement à IFRS 1: exemption limitée à la présentation d'informations comparatives relatives à IFRS 7.
- Amendement à IFRIC 14
- Améliorations annuelles

Ces normes, amendements aux normes publiées et interprétations, n'ont pas eu d'incidence sur les comptes consolidés de l'exercice 2011.

Les normes, amendements et interprétations de normes adoptées par l'Union Européenne, et qui seront d'application obligatoire en 2012 et postérieurement, n'ont pas fait l'objet d'une application anticipée au 31 décembre 2011 (note 2.22).

La préparation des états financiers selon les normes IFRS nécessite, de la part de la Direction, l'exercice du jugement, d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses qui ont un impact sur l'application des méthodes comptables, sur les montants comptabilisés de certains actifs, passifs, produits et charges ainsi que sur certaines informations données en notes annexes. Les estimations et hypothèses retenues sont celles que la Direction considère comme étant les plus pertinentes et réalisables, compte tenu de l'environnement du Groupe et des retours d'expérience disponibles. En raison du caractère incertain inhérent à ces estimations, les montants définitifs peuvent se révéler différents de ceux initialement estimés. Pour limiter ces incertitudes, les estimations et hypothèses font l'objet de revues périodiques et les modifications apportées sont immédiatement comptabilisées. L'utilisation d'estimations et hypothèses revêt une importance particulière dans les domaines suivants :

- ✚ détermination des durées d'utilisation des immobilisations (note 2.5)
- ✚ détermination de la valeur recouvrable des actifs non financiers à long terme (notes 4.10 et 4.11)
- ✚ qualification des contrats de location (note 2.17)
- ✚ évaluation des actifs et passifs identifiables acquis dans le cadre de regroupements d'entreprises (note 3.4)
- ✚ reconnaissance des impôts différés actifs (notes 2.10 et 4.14)

Ces états financiers ont été arrêtés par le conseil d'administration de la société réuni le 21 mars 2012. Ils ne seront définitifs qu'à l'issue de leur approbation par l'assemblée générale des actionnaires qui se tiendra le 16 mai 2012. Sauf indication contraire, les états financiers consolidés sont présentés en euro qui est la monnaie fonctionnelle de STEF, arrondi au millier le plus proche.

2 Principes comptables

Les méthodes comptables, présentées ci-après, ont été appliquées de manière constante à l'ensemble des exercices présentés dans les états financiers.

2.1 Règles et modalités de consolidation

Filiales

Les comptes des entités contrôlées sont consolidés suivant la méthode de l'intégration globale. Le contrôle sur une entité est acquis lorsque STEF dispose, d'une manière directe ou indirecte, du droit de prendre les décisions d'ordre opérationnel et financier sur une entité, de manière à bénéficier de ses activités. Le contrôle est présumé lorsque le Groupe détient directement ou indirectement plus de 50% des droits de vote d'une entité. L'appréciation de l'existence du contrôle se fonde, non seulement sur les droits de vote dont dispose le Groupe, mais également sur ceux susceptibles d'être obtenus grâce à l'exercice d'options, si ces options sont immédiatement exerçables. L'intégration des comptes d'une entité débute à la date de prise de contrôle et prend fin lorsque celui-ci cesse.

Entreprises associées

La mise en équivalence est appliquée aux titres des entités dans lesquelles le Groupe dispose d'une influence notable sans pouvoir en exercer le contrôle. L'influence notable est présumée lorsque le Groupe dispose, directement ou indirectement, d'au moins 20 % des droits de vote. La mise en équivalence débute lorsque l'influence notable est obtenue et cesse lorsqu'elle disparaît.

Élimination des opérations et résultats intragroupe

Les créances, dettes et transactions entre filiales, sont intégralement éliminées. Les profits internes, réalisés à l'occasion de cessions d'actifs, sont également éliminés de même que les pertes internes, sauf si celles-ci sont indicatives de pertes de valeur.

Les profits et pertes internes entre le Groupe et les entreprises associées sont éliminés en proportion de la participation du Groupe dans ces entreprises.

2.2 Écarts d'acquisition

Les acquisitions de filiales et de participations dans des entreprises associées sont comptabilisées selon la méthode de l'acquisition.

Lors de la transition aux IFRS, le Groupe a choisi de ne pas retraiter les regroupements d'entreprises antérieurs au 1^{er} janvier 2004. Pour ces regroupements, les écarts d'acquisition correspondent aux montants comptabilisés selon le référentiel comptable antérieur du Groupe.

Les écarts d'acquisition provenant d'acquisitions postérieures au 1^{er} janvier 2004 et antérieures au 1^{er} janvier 2010 sont égaux à la différence existant, à la date d'acquisition, entre le coût d'acquisition et la part acquise dans la juste valeur des actifs, des passifs et des passifs éventuels identifiables.

Pour les acquisitions survenues depuis le 1^{er} janvier 2010, le groupe évalue l'écart d'acquisition à la date d'acquisition comme :

- la juste valeur de la contrepartie transférée, plus
- le montant comptabilisé pour toute participation minoritaire de l'entreprise acquise ; plus, si l'acquisition est réalisée par étapes, la juste valeur de toute participation précédemment détenue dans la société ; moins
- le montant net comptabilisé (généralement à la juste valeur) au titre des actifs identifiables et des passifs repris.

Quand la différence est négative, un profit au titre de l'acquisition avantageuse, est comptabilisé immédiatement en résultat.

Les écarts d'acquisition sont évalués à leur coût, diminué du cumul des dépréciations. Ils font l'objet, a minima, d'un test de dépréciation annuel ou dès survenance d'un événement indicatif d'une perte de valeur.

2.3 Acquisition d'intérêts minoritaires

Depuis le 1^{er} janvier 2010, le Groupe applique IAS 27 « États financiers consolidés et individuels » pour comptabiliser les acquisitions de participations minoritaires. Elles sont désormais comptabilisées comme des transactions avec les propriétaires agissant en cette qualité et il ne résulte, en conséquence, aucun écart d'acquisition de telles transactions. Les ajustements de participations minoritaires sont déterminés sur la base de la quote-part dans les actifs nets de la filiale.

2.4 Autres immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles, autres que les écarts d'acquisition, sont principalement constituées de logiciels informatiques, créés de manière interne ou acquis. Ils figurent au bilan à leur coût d'acquisition ou de production. Ils sont amortis linéairement sur leur durée estimée d'utilisation qui actuellement n'excède pas cinq ans.

Les coûts de développement des logiciels à usage interne ou destinés à être commercialisés, sont immobilisés à partir du jour où certaines conditions sont réunies, en particulier lorsqu'il est démontré que ces logiciels généreront des avantages économiques futurs probables du fait d'une amélioration significative des processus d'exploitation, et que le Groupe dispose des ressources techniques et financières suffisantes pour les mener à bien et a l'intention de les utiliser ou de les commercialiser.

2.5 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont principalement constituées par des entrepôts frigorifiques, des plates-formes, des véhicules de transport, des navires transbordeurs et des immeubles de bureau. S'agissant des immobilisations réévaluées antérieurement au 1^{er} janvier 2004, date de transition aux normes IFRS, leurs valeurs réévaluées ont été présumées correspondre à leur coût d'acquisition à cette date.

Les amortissements sont déterminés de manière linéaire sur la durée d'utilité estimée des immobilisations corporelles. La base amortissable est leur coût, à l'exception des entrepôts et plates-formes construits en France, pour lesquels la base amortissable est égale à 90 % du coût. Lorsque certains éléments des constructions ont des durées d'utilité inférieures à la durée d'utilité de l'ensemble de la construction, ils sont amortis sur leur durée d'utilité propre. Les terrains ne sont pas amortis. Les durées d'utilité, estimées à compter de la livraison à neuf, sauf dans le cas des immeubles du siège social, sont les suivantes :

✚ Entrepôts et plates-formes :	25 – 30 ans
✚ Extensions ultérieures :	20 ans
✚ Immeubles du siège social :	40 ans
✚ Matériel et installation de production :	10 ans
✚ Agencements et installations :	6 à 10 ans
✚ Navires :	20 ans
✚ Matériel de transport :	5 à 9 ans
✚ Mobilier de bureau :	7 à 10 ans
✚ Matériel informatique :	3 à 5 ans

Les coûts d'emprunts directement attribuables à l'acquisition, la construction et la production d'un actif qualifié sont incorporés au coût de l'actif. Les actifs qualifiés sont les navires acquis à neuf, dont la durée de construction excède largement 12 mois.

2.6 Actifs financiers non dérivés

Les actifs financiers comprennent les créances liées à l'exploitation, la trésorerie, les équivalents de trésorerie, les titres de participation classés comme disponibles à la vente, les prêts et les dépôts et cautionnements détenus jusqu'à leur échéance. Ils sont comptabilisés, initialement, à la juste valeur.

Les créances clients et les autres créances d'exploitation ayant des échéances courtes figurent à l'actif à leur valeur nominale qui est proche de leur juste valeur. En cas de défaillance des débiteurs et d'indication objective de perte de valeur, les créances clients font l'objet de dépréciations pour que leurs montants nets reflètent les flux de trésorerie espérés.

Les prêts sans intérêt, consentis à des organismes dans le cadre de la contribution obligatoire des employeurs à l'effort de construction, sont enregistrés pour leur montant actualisé à la date du versement. La différence avec le montant versé est enregistrée en charges au moment du versement.

Les instruments de capitaux propres (titres de participation non consolidés) classés comme disponibles à la vente sont évalués à leur juste valeur, les variations de juste valeur ultérieures étant comptabilisées dans les autres éléments du résultat global, à l'exception des dépréciations qui sont inscrites en résultat. Les instruments non cotés, dont la juste valeur ne peut être déterminée de manière sûre, sont évalués à leur coût, diminué le cas échéant du cumul des dépréciations ultérieures. Celles-ci ne sont jamais reprises.

Les équivalents de trésorerie sont des investissements à court terme, très liquides, facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et qui sont soumis à un risque négligeable de variation de valeur. Ces actifs figurent au bilan à leur juste valeur, les variations de juste valeur ultérieures étant portées en résultat.

2.7 Dépréciation des écarts d'acquisition et des immobilisations

La norme IAS 36 prescrit de s'assurer que la valeur comptable des immobilisations incorporelles (y compris les écarts d'acquisition) et corporelles, n'excède pas leur valeur recouvrable.

Cette vérification a lieu systématiquement, une fois par an, pour les écarts d'acquisition, les éléments incorporels à durée de vie indéterminée et ceux en cours de développement. Elle est effectuée pour les autres immobilisations lorsqu'il existe un indice de perte de valeur.

La valeur recouvrable d'une immobilisation est la valeur la plus élevée entre sa valeur d'utilité et sa juste valeur, nette des coûts de la vente. La valeur d'utilité d'une immobilisation est la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs attendus de son utilisation. Les immobilisations qui ne produisent pas des flux de trésorerie suffisamment autonomes sont regroupées en unités génératrices de trésorerie qui correspondent aux plus petits groupes d'immobilisations produisant des flux de trésorerie autonomes. Les écarts d'acquisition sont affectés aux unités génératrices de trésorerie qui bénéficient des synergies des regroupements d'entreprises correspondants.

Les flux de trésorerie futurs attendus d'une immobilisation ou d'une unité génératrice de trésorerie sont établis sur la base d'une projection budgétaire à 5 ans et d'une valeur terminale déterminée par capitalisation d'un flux normatif, obtenu par extrapolation du dernier flux de l'horizon explicite du plan d'affaires, affecté d'un taux de croissance spécifique à l'activité concernée. Les flux ainsi obtenus sont actualisés à un taux déterminé, sur la base du coût moyen pondéré du capital.

Une dépréciation est constatée si la valeur comptable d'une immobilisation ou d'une unité génératrice de trésorerie est supérieure à sa valeur recouvrable. Cette dépréciation est d'abord affectée à la réduction de la valeur comptable de tout écart d'acquisition attaché à l'unité génératrice de trésorerie, puis à celle de la valeur comptable des autres actifs de l'unité. Une dépréciation constatée au titre d'un écart d'acquisition ne peut pas être reprise.

2.8 Stocks

Les principaux stocks sont constitués de carburants, de pièces détachées, d'emballages commerciaux et de matières consommables et de marchandises de l'activité restauration. Ils sont évalués à leur coût d'acquisition et, pour la plupart, valorisés selon la méthode premier entré/premier sorti (FIFO). Les stocks endommagés font l'objet d'une dépréciation, évaluée sur la base de leur valeur probable de réalisation.

2.9 Actifs non courants détenus en vue de la vente

Les actifs non courants (ou groupes d'actifs et de passifs détenus en vue de la vente), dont la valeur comptable sera recouvrée principalement par le biais d'une vente plutôt que par leur utilisation continue, sont classés au bilan comme actifs détenus en vue de la vente. A compter de leur classement sous cette rubrique, ils sont comptabilisés pour le montant le plus faible entre leur valeur comptable et leur juste valeur diminuée des coûts de la vente. Les immobilisations incorporelles amortissables et les immobilisations corporelles ne sont plus amorties à compter de leur classement en actifs détenus en vue de la vente.

2.10 Impôt sur les bénéfices

La charge (ou le produit) d'impôt sur les bénéfices comprend, d'une part, l'impôt exigible au titre de l'exercice, d'autre part, la charge ou le produit d'impôts différés. Les impôts exigibles et différés sont comptabilisés en résultat sauf s'ils se rattachent à un regroupement d'entreprises ou à des éléments qui sont comptabilisés directement en capitaux propres ou en autres éléments du résultat global, auxquels cas ils sont comptabilisés en capitaux propres, ou en autres éléments du résultat global.

Des impôts différés sont calculés par entité fiscale lorsqu'il existe des différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs valeurs fiscales. Ils sont évalués en appliquant les taux d'impôt qui seront en vigueur au moment du dénouement des différences temporelles, sur la base de législations fiscales adoptées ou quasiment adoptées à la date de clôture.

Les actifs d'impôt différé ne sont comptabilisés au titre des différences temporaires déductibles et des pertes fiscales reportables et crédits d'impôt non utilisés que dans la mesure où il est probable que les entités fiscales concernées disposeront de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces actifs pourront s'imputer. Ils sont examinés à chaque date de clôture et, le cas échéant, réduits à proportion de la partie dont il n'est plus probable qu'elle pourra s'imputer sur des bénéfices imposables futurs.

2.11 Avantages au personnel

Avantages postérieurs à l'emploi

Les avantages post-emploi à prestations définies consentis par le Groupe sont constitués par les indemnités de fin de carrière, versées au moment du départ des salariés à la retraite, et dont le montant est fonction de leur dernier salaire et de leur ancienneté. L'engagement correspondant est comptabilisé au passif, au fur et à mesure de l'acquisition des droits, en utilisant la méthode actuarielle des unités de crédit projetées, appliquée à une estimation des salaires au moment du versement des indemnités. La juste valeur des fonds cantonnés auprès de compagnies d'assurance pour couvrir l'engagement, est déduite du passif. Les écarts actuariels provenant des changements d'hypothèses, des différences entre les prévisions et les montants versés, ou des différences entre rendement réel et rendement attendu des fonds, ne sont pas immédiatement constatés en résultat et donnent lieu à un étalement selon la méthode dite du "corridor". Selon cette méthode, l'amortissement des écarts actuariels n'est déclenché que lorsque leur montant cumulé excède un seuil égal à 10 % de la dette actuarielle ou de la juste valeur des fonds cantonnés, si celle-ci est supérieure. Il est déterminé linéairement sur la durée moyenne d'activité résiduelle des bénéficiaires du régime.

Autres avantages à long terme

Le Groupe accompagne l'attribution des médailles du travail à ses salariés de gratifications qui sont comptabilisées, au fur et à mesure de l'acquisition des droits par les salariés, et évaluées selon les mêmes modalités que les indemnités de fin de carrière. Toutefois, les écarts actuariels qui en résultent sont immédiatement constatés en résultat.

Les engagements au titre des régimes d'indemnités de fin de carrière et des médailles du travail sont évalués par un actuaire indépendant.

2.12 Passifs financiers non dérivés

Les passifs financiers comprennent les emprunts, les dettes financières ainsi que celles engendrées par les opérations d'exploitation (fournisseurs et autres). Lors de leur comptabilisation initiale, ils sont évalués à leur juste valeur, nette des coûts de transaction. Dans le cas des dettes d'exploitation, du fait de leurs échéances très courtes, leur juste valeur correspond à leur valeur nominale. Les passifs financiers sont ultérieurement évalués au coût amorti, selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Instruments composés

Certains instruments financiers composés contiennent, à la fois, une composante de dette et une composante de capitaux propres. Les deux composantes sont comptabilisées séparément, la première en dettes, la seconde en capitaux propres, et déterminées de la manière suivante :

- Composante de dette

La composante de dette est évaluée à la date de l'émission sur la base de la juste valeur d'un instrument similaire, présentant les mêmes caractéristiques (maturité, flux de trésorerie) mais non assorti d'une option de conversion ou de remboursement en actions. Celle-ci correspond à la valeur des flux de trésorerie futurs contractuels (incluant le coupon et les remboursements), actualisée au taux de marché (tenant compte du risque de crédit à l'émission).

- Composante de capitaux propres

La composante de capitaux propres représente la valeur de l'option de conversion ou de remboursement en actions. Elle est déterminée par différence entre la valeur de la composante dette, déterminée selon les modalités décrites ci-dessus, et le produit d'émission de l'emprunt.

2.13 Instruments dérivés

Des instruments dérivés sont mis en place par le Groupe pour gérer son exposition au risque de taux d'intérêt lié à son endettement. Ces instruments sont initialement comptabilisés à la juste valeur. Même lorsque l'objectif du Groupe est de couvrir économiquement un risque, certains instruments dérivés ne remplissent pas les conditions imposées par la norme IAS 39 pour être qualifiés de couverture comptable. Dans ce cas, les variations de valeur ultérieures sont enregistrées en résultat.

Lorsqu'un dérivé a pu être qualifié d'instrument de couverture, les variations ultérieures de la juste valeur sont comptabilisées comme suit :

- ✚ s'il s'agit d'une couverture de juste valeur (échange de flux d'intérêts fixes contre des flux variables), celles-ci sont inscrites en résultat, sous la même rubrique que les variations de juste valeur de la dette couverte ;
- ✚ s'il s'agit d'une couverture de flux futurs de trésorerie (échange de flux d'intérêts variables contre des flux fixes), celles-ci sont enregistrées comme autres éléments du résultat global, pour la partie efficace de la couverture, et sont, par la suite, transférées en résultat lors de la comptabilisation des flux d'intérêts faisant l'objet de la couverture. La part inefficace est, quant à elle, constatée en résultat.

2.14 Provisions

Les provisions sont des passifs dont l'échéance ou le montant comporte un certain degré d'incertitude. Elles sont comptabilisées lorsque le Groupe doit faire face à une obligation actuelle, juridique ou implicite, résultant d'événements passés, que l'obligation peut être estimée de façon fiable et qu'il est probable qu'il en résultera une sortie de ressource sans contrepartie équivalente. Elles sont évaluées pour le montant le plus probable de décaissement à effectuer.

Les provisions pour litiges commerciaux consécutifs à des avaries survenues lors de l'exécution des prestations de transport et de logistique sont évaluées au cas par cas sur la base des réclamations reçues ou connues à la clôture de l'exercice.

2.15 Actions propres

Les montants décaissés par le Groupe pour l'acquisition d'actions STEF (actions propres) sont présentés en déduction des capitaux propres. Lorsque les actions propres sont vendues ou remises en circulation, les montants encaissés sont portés en augmentation des capitaux propres. En conséquence, les plus ou moins-values sur cessions d'actions propres sont directement comptabilisées en réserves.

2.16 Paiements en actions

Les options de souscription d'actions attribuées à certains dirigeants de la société STEF font l'objet d'une évaluation en juste valeur à la date d'attribution. Cette évaluation, non modifiée par la suite, est comptabilisée en charge linéairement au cours de la période nécessaire pour que l'attribution devienne définitive.

Cette charge n'est révisée que si le nombre définitif d'attributaires est différent de celui qui avait été prévu lors de l'évaluation initiale de la charge. La contrepartie de cette charge est constituée par des crédits dans les capitaux propres au poste réserves, de sorte que le montant global des capitaux propres n'est pas modifié.

2.17 Contrats de location

STEF utilise des contrats de location pour financer une partie de ses immobilisations corporelles, telles que des véhicules "porteurs" et des "semi-remorques", du matériel naval et de l'immobilier d'exploitation (entrepôts, plates-formes). Ces locations sont considérées comme des financements lorsqu'elles transfèrent au groupe l'essentiel des risques et des avantages procurés par les actifs loués; tel est notamment, le cas lorsque les contrats donnent au Groupe la faculté de devenir propriétaire en fin de location, dans des conditions suffisamment incitatives à la date de signature des contrats, pour qu'il soit très probable que le Groupe exerce son option d'achat en fin de contrat.

Lorsqu'un contrat de location a, lors de sa mise en place, les caractéristiques d'un financement, les immobilisations corporelles sont inscrites à l'actif pour un montant égal à leur juste valeur ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des loyers futurs minimaux; en contrepartie, une dette est comptabilisée au passif et se réduit au fur et à mesure du paiement des loyers, pour la part correspondant à l'amortissement de la dette.

Les loyers dus au titre des locations simples sont pris en charge au cours des périodes au titre desquelles ils sont appelés. En cas de loyers dégressifs, STEF procède à leur étalement de manière linéaire sur la durée du contrat et constate les excédents de loyers, à l'actif, en charges constatées d'avance.

2.18 Conversion monétaire

Les créances et les dettes en monnaies étrangères sont converties au cours du change en vigueur à la clôture de l'exercice. Les écarts de conversion correspondants sont enregistrés en résultat, à l'exception de ceux relatifs à des créances et dettes qui font partie, en substance, des investissements nets dans les filiales étrangères et qui sont comptabilisés directement en autres éléments du résultat global.

Les actifs et les passifs des filiales étrangères, dont la monnaie de fonctionnement n'est pas l'euro, sont convertis au cours du change en vigueur à la clôture de l'exercice. Les charges et les produits sont convertis au cours moyen de l'exercice qui, sauf fluctuations importantes des cours, est considéré comme approchant les cours en vigueur aux dates des transactions. Les écarts de conversion qui en résultent sont comptabilisés en autres éléments du résultat global.

2.19 Produits des activités ordinaires

Les produits des activités ordinaires sont évalués à la juste valeur de la contrepartie à recevoir, nette des remises et rabais accordés. Ils sont enregistrés lorsqu'il est probable que la contrepartie soit recouvrée et lorsque le degré d'accomplissement des prestations et les coûts associés peuvent être mesurés de façon fiable, quel que soit le type d'activité concernée.

Les produits des activités de transport sont reconnus lorsque la prestation est achevée.

Les produits des activités logistiques sont reconnus au fur et à mesure de l'exécution des prestations convenues.

Les produits provenant des activités maritimes incluent les contributions de l'Office des Transports de Corse prévues au contrat de délégation de service public.

2.20 Information sectorielle

Un secteur opérationnel est une composante du Groupe :

- qui se livre à des activités dont elle est susceptible de retirer des produits et d'encourir des charges, y compris des produits et des charges liées à des transactions avec d'autres composantes du Groupe.
- dont le résultat opérationnel du secteur est régulièrement examiné par la Direction Générale en vue de prendre des décisions quant aux ressources à affecter au secteur et d'évaluer sa performance ; et
- pour laquelle des informations financières distinctes sont disponibles.

2.21 Options en matière de présentation

Le Groupe a choisi de présenter, par nature, les charges opérationnelles au compte de résultat.

La charge de l'exercice au titre des régimes de retraite à prestations définies est incluse dans les charges opérationnelles pour son montant total y compris la composante financière.

Les « autres produits et charges opérationnels » comprennent les plus et moins-values sur cessions d'actifs non courants, les dépréciations d'actifs non courants ainsi que les produits et charges opérationnels de montants significatifs, liés à des événements ou opérations inhabituels et qui sont de nature à altérer la comparabilité des exercices.

Le résultat net de change, est présenté en produits financiers (gain net) ou en charges financières (perte nette).

Les flux de trésorerie engendrés par l'activité sont présentés, selon la méthode indirecte, dans le tableau des flux de trésorerie.

2.22 Nouvelles normes, amendements et interprétations non encore applicables

Un certain nombre de normes, amendements de normes et interprétations adoptés par l'Union européenne au 31 décembre 2011 ne sont pas encore en vigueur pour l'exercice clôturant le 31 décembre 2011, et n'ont pas été appliqués pour la préparation des états financiers consolidés. Le Groupe a commencé à évaluer les impacts éventuels de ses nouveaux textes sur ses états financiers. A ce stade de son analyse, il n'anticipe pas d'impacts significatifs.

2.23 Indicateurs non comptables

Le Groupe présente dans ses états financiers les indicateurs de performance suivants :

EBITDA : cet indicateur est égal au bénéfice opérationnel avant dotations aux amortissements des immobilisations, dépréciations des immobilisations y compris les pertes de valeur des éléments incorporels, dotations/(reprises) sur provisions et écarts d'acquisition négatifs.

Endettement net : cet indicateur est égal au total des dettes financières courantes et non courantes, diminué de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

3 Périmètre de consolidation

3.1 Évolution du périmètre

	Filiales	Entreprises associées	Total
Nombre de sociétés au 31 décembre 2010 :	222	10	232
Cryologic Services	-1		
STEF Logistics Italia (Dispensa)	1		
Logirest	1	-1	
STEF Transport Tarbes (T F P)	1		
Tomsa Madrid		-1	
Tradimar Logistica del mar	-1		
Transcosatal Developpement		1	
Transcosatal Finances		-1	
Nombre de sociétés au 31 décembre 2011 :	223	8	231

3.2 Changements intervenus en 2011

3.2.1 Acquisitions, créations, cessions

Au cours de l'exercice, le Groupe a :

- ✚ Acquis en juin 2011, une participation complémentaire de 60% dans la société LOGIREST, et a ainsi porté à 100% sa participation.
- ✚ Acquis 100 % de la société des STEF Transport Tarbes (Transports Frigorifiques Pyrénéens) au 1^{er} juillet 2011.
- ✚ Acquis 100% de la société STEF Logistics Italia (Dispensa Logistics) au 28 Juillet 2011.
- ✚ Porté de 98,5% à 98,86% sa participation dans la société STEF Suisse (S.G.F) par le rachat d'actions de minoritaires.
- ✚ Pris une participation de 33,33% dans la société Transcosatal Développement en concomitance avec la cession des titres de Transcosatal Finances détenus à 34%.
- ✚ Mis en liquidation la société TOMSA Madrid mise en équivalence à 32%.

3.2.2 Opérations internes

Au cours de l'exercice le groupe a procédé à une transmission universelle de patrimoine de Cryologic Services dans STEF SA.

3.3 Changements intervenus en 2010

3.3.1 Acquisitions, créations, cessions

Au cours de l'exercice 2010, le Groupe avait :

- ✚ Porté de 60,6% à 98,5% sa participation dans la société STEF Suisse (S.G.F) dont elle avait acquis le contrôle en 2009 et de 51% à 95% sa participation dans la filiale italienne SLF Sicilia.
- ✚ Créé la société SNC PIANA.

3.3.2 Opérations internes

Au cours de l'exercice 2010, le groupe avait :

- ✚ Procédé à des transmissions universelles de patrimoine des sociétés CryoLogistic S.A.S. à CryoLogis Développement puis cette dernière, ainsi que la société C.F.F. à STEF SA. La société SCI Vendargues Le Serpolet avait été apportée à STEF TRANSPORT ;
- ✚ Apporté en Espagne, les SNC IMMOSTEF ALCALA et IMMOSTEF NEW TORREJON à la société IMMOSTEF LOS OLIVOS qui devenait IMMOSTEF ESPANA;
- ✚ transféré 12 sociétés à caractère immobilier encore détenues par des filiales, à IMMOSTEF moyennant une augmentation du capital de cette dernière.

La liste des sociétés incluses dans le périmètre figure en note 5.

3.4 Regroupements d'entreprises

3.4.1 Exercice 2011

Noms des entités acquises	LOGIREST		TFP		DISPENSA	
Description de l'activité	Prestation de Restauration Hors Domicile		Transport Routier		Logistique produits frais et surgelés	
Localisation	Torrejon de Ardoz (Espagne)		Tarbes (France)		Mairano (Italie)	
Date d'acquisition	1 juin 2011		1 juillet 2011		1 août 2011	
Pourcentage d'instruments de capitaux propres acquis conférant droits de vote	60%		100,00%		100,00%	
Détail des activités dont le Groupe a décidé de se séparer	Néant		Néant		Néant	
Emission d'instrument de capitaux propres	NON		NON		NON	
	En milliers d'euros		En milliers d'euros		En milliers d'euros	
Coût du regroupement	1 €		350 K€		21 400 K€	
Montant des actifs acquis	780 K€		(9) K€		7 691 K€	
Ecart d'acquisition (Profit sur acquisition)	(809)K€		341 K€		13 728 K€	
	du 01/01 au	depuis l'acquisition	du 01/01 au	depuis l'acquisition	du 01/01 au	depuis l'acquisition
	31/05/2011	*	30/06/2011	*	31/07/2011	*
Chiffre d'affaires	17 242	29 832	1 663	737	29 282	23 793
Résultat Opérationnel	(9)	705	61	229	1 378	1 163

* Contributif au groupe STEF

3.4.2 Exercice 2010 (Rappel)

Aucun regroupement d'entreprises significatif n'était intervenu au cours de l'exercice 2010.

3.5 Acquisition d'intérêts minoritaires

Le Groupe STEF a porté sa participation au capital de la société STEF Suisse de 98,5% à 98,86% au cours de l'exercice 2011 par l'acquisition d'actions sur le marché.

4 Notes explicatives sur les comptes

4.1 Information sectorielle

L'information sectorielle consiste en une analyse des données consolidées par activités et par zones géographiques. L'information sectorielle, fournie ci-dessous, résulte de l'organisation du Groupe et de son mode de « Reporting » interne.

Il est rappelé que le Groupe identifie et présente, en application d'IFRS 8 « Secteurs opérationnels », quatre secteurs opérationnels basés sur l'information transmise, en interne, à la Direction Générale qui est le principal décideur opérationnel du Groupe.

Ces quatre secteurs représentent les quatre principales activités du Groupe qui opère chacune de ses activités en France au travers de 2 entités distinctes, STEF Logistique pour la logistique et STEF TRANSPORT pour le transport. Le développement international du Groupe se fait sous des bannières locales communes transport et logistique. L'activité maritime est, elle, très distincte.

Les informations concernant les résultats des secteurs sont incluses dans les tableaux ci-après. La performance de chacun des secteurs présentés est évaluée par la direction générale sur la base de leur résultat opérationnel.

4.1.1 Informations par secteurs

2011	Transport	Logistique	International	Maritime	Autres	Données consolidées
Chiffre d'affaires des activités	1 130 375	389 727	438 332	100 534	241 310	2 300 278
Résultat d'exploitation courant	56 243	18 921	9 493	4 121	(5 321)	83 457
<i>Autres charges et produits opérationnels</i>	940	85	(673)	96	1 260	1 709
Résultat opérationnel des activités	57 183	19 006	8 821	4 217	(4 061)	85 166
Charges financières nettes						(11 163)
Charges d'impôt sur les bénéfices	(15 708)	(6 026)	(4 074)	902	2 313	(22 593)
Quote-part du résultat net des entreprises associées			159		879	1 038
Bénéfice net des sociétés intégrées						52 447
Actifs des activités	539 351	292 862	443 759	205 201	127 767	1 608 941
Actifs non affectés						-
Total des actifs						1 608 941
<i>dont écarts d'acquisition</i>	57 102	10 580	32 636	8 128	1 862	110 308
<i>dont actifs non courants détenus en vue de la vente</i>	715	2 838				3 553
<i>dont entreprises associées</i>	0	0	2 288	0	7 262	9 549
Passifs des activités	329 567	124 179	224 612	3 652	11 454	726 365
Passifs non affectés et capitaux propres						882 576
Total des passifs						1 608 941
Montant des amortissements et dépréciations comptabilisés au cours de l'exercice	23 888	22 010	15 157	10 731	3 684	75 470

2010	Transport	Logistique	International	Maritime	Autres	Données consolidées
Chiffre d'affaires des activités	1 061 887	371 236	385 984	87 626	150 704	2 057 437
Résultat d'exploitation courant	38 878	20 250	10 988	2 432	3 894	76 443
<i>Autres charges et produits opérationnels</i>	389	7 946	(2 369)	(5 221)	3 429	4 174
Résultat opérationnel des activités	39 267	28 196	8 619	(2 789)	7 323	80 616
Charges financières nettes						(11 804)
Charges d'impôt sur les bénéfices	(13 384)	(5 064)	(4 931)	690	434	(22 254)
Quote-part du résultat net des entreprises associées			61		969	1 030
Bénéfice net des sociétés intégrées						47 588
Actifs des activités	501 110	263 639	389 899	181 799	121 544	1 457 991
Actifs non affectés						-
Total des actifs						1 457 991
<i>dont écarts d'acquisition</i>	50 236	3 992	25 433	8 128	8 450	96 239
<i>dont actifs non courants détenus en vue de la vente</i>					715	715
<i>dont entreprises associées</i>	0	0	2 168	0	9 688	11 856
Passifs des activités	326 747	84 980	155 714	43 848	9 402	620 693
Passifs non affectés et capitaux propres						837 298
Total des passifs						1 457 991
Montant des amortissements et dépréciations comptabilisés au cours de l'exercice	25 326	22 210	14 638	10 421	5 249	77 843

Les activités regroupées sous la rubrique « Autres » correspondent principalement à l'activité de la holding, au négoce de vin, à des prestations de services informatiques à destination des clients et à la logistique de la restauration hors domicile. Sont également affectés à cette rubrique les actifs non courants détenus en vue de la vente.

Les actifs des activités sont constitués de la totalité des actifs du bilan. Les passifs non affectés sont les dettes financières. Ces dernières, dans la mesure où le financement du Groupe est assuré par une structure centrale, ne peuvent être raisonnablement affectées.

Le résultat opérationnel du secteur « International » comprenait en 2010 une dépréciation de 2.630 milliers d'euros d'éléments incorporels divers en Italie.

Le résultat opérationnel du secteur « Maritime » comprenait en 2010 les frais de la structuration du financement du navire Piana (voir note 4.5).

Le résultat opérationnel du secteur « Autres » comprenait en 2010, des plus-values immobilières pour 11,6 millions d'euros.

4.1.2 Informations par zones géographiques

	France	Autres régions	Données consolidées
2011			
Chiffre d'affaires	1 723 598	576 680	2 300 278
Actifs non courants des zones	708 392	269 556	977 948
2010			
Chiffre d'affaires	1 571 183	486 254	2 057 437
Actifs non courants des zones	752 598	171 981	924 579

4.2 Consommations en provenance des tiers

	2011	2010
Achats hors énergie (dont marchandises RHD)	246 499	161 581
Achats de gazole et autres carburants	133 176	114 095
Achats d'autres énergies	37 783	32 306
Sous-traitance	662 666	597 466
Loyers et charges locatives	76 598	75 466
Entretien et maintenance	61 887	60 501
Personnels externes et rémunérations d'intermédiaires	121 878	116 628
Assurances et avaries	42 463	46 255
Services extérieurs et divers	69 394	33 590
Total :	1 452 345	1 237 888

Le poste sous-traitance comprend principalement les charges d'affrètement et de traction liées aux activités de transports.

4.3 Charges de personnel

	2011	2010
Salaires et rémunérations	426 147	422 296
Charges sociales	186 271	179 222
Charges nettes d'indemnités de départ à la retraite	3 259	2 335
Intéressement et Participation des salariés	21 127	18 685
Total :	636 804	622 538

Les charges sociales incluent les versements dans le cadre des plans de retraite à cotisations définies ainsi que, la variation des provisions pour charges de retraites pour 551 milliers d'euros (1 175 milliers d'euros au 31 décembre 2010). Les charges nettes d'indemnités de départ à la retraite sont analysées en note 4.21.

Le poste « salaires et traitements » comprend un montant de 2 705 K€ versé au titre de la prime de partage des profits instituée par la loi en 2011.

4.4 Dotations nettes des reprises aux dépréciations et provisions

	2011	2010
Dépréciation des stocks	30	85
Dépréciation des créances clients	(443)	1 467
Dépréciation d'autres actifs financiers	(234)	590
Dépréciation d'actifs corporels et incorporels		235
Mouvements nets sur provisions	(2 889)	(2 204)
Total :	(3 536)	173

Les mouvements de provisions sont analysés en note 4.22.

4.5 Autres produits et charges opérationnels

	2011	2010
Plus-values de cessions immobilières	1 232	11 607
Dépréciation des écarts d'acquisition (Tradimar Sète en 2010)		(668)
Ecart d'acquisition négatif (Logirest)	809	
Dépréciation d'autres éléments incorporels		(2 630)
Dépréciation d'un logiciel commercial		(964)
Plus-values de cession d'autres immobilisations corporelles (véhicules et autres)	1 175	753
Indemnités à verser sur litiges	(1 502)	
Commission de montage financement navire		(4 443)
Divers	(5)	518
Montant net	1 709	4 173

En 2011, les plus values concernent principalement les sites des Arnavaux (Marseille) et de Carquefou (Nantes). En 2010, les plus-values immobilières correspondaient à des terrains et bâtiments sis à St Etienne, Avranches, Perpignan, Celles sur Belle, une partie de St Jean de Braye et une opération concernant un immeuble de bureau en région parisienne.

4.6 Produits et charges financiers

	2011	2010
Produits financiers		
Produits nets perçus des actifs disponibles à la vente	332	445
Dividendes perçus des actifs disponibles à la vente	31	16
Gain de change net		739
Charges financières		
Charges d'intérêts sur passifs financiers au coût amorti	(11 379)	(13 217)
Perte de change nette	(13)	
Variation de juste valeur des actifs et passifs financiers désignés à la juste valeur par le résultat		234
Part inefficace des intruments qualifiés de couverture	(134)	(21)
Charges financières nettes	(11 163)	(11 804)

Malgré une hausse générale des taux d'intérêt en 2011, la maîtrise de son endettement a permis au Groupe de stabiliser sa charge financière nette. L'endettement net inclut notamment le financement du navire Piana jusqu'à sa livraison le 13 décembre. Conformément à IAS 23, les intérêts relatifs à ce financement sont capitalisés. Ils représentent un montant de 4 443 milliers d'euros en 2011 (519 milliers d'euros en 2010). La dette du groupe est en majeure partie à taux variable (voir note 4.24).

4.7 Charge d'impôt sur les bénéfices

Analyse de la charge d'impôt sur les bénéfices au compte de résultat :

	2011	2010
Charge d'impôt courant		
- au titre de l'exercice	27 298	22 287
- au titre des exercices précédents		
Sous-total charge d'impôt courant	<u>27 298</u>	<u>22 287</u>
Charge d'impôt différé	(4 673)	
- liée aux différences temporaires		(1 443)
- impôts différés activés sur déficits étrangers	(29)	1 237
- liée aux reports déficitaires	(3)	173
Sous-total charge d'impôt différé	<u>(4 705)</u>	<u>(33)</u>
Total charge d'impôt sur les bénéfices	<u>22 593</u>	<u>22 254</u>

Analyse de la différence entre la charge théorique d'impôt calculée sur la base des taux d'imposition applicables à la société mère et la charge effective :

	2011	2010
Bénéfice avant impôt	<u>74 003</u>	<u>68 812</u>
Eléments non soumis	(809)	1 386
Eléments soumis comptabilisés en résultat global	(481)	736
Bénéfices soumis à la taxe au tonnage (activités maritimes)	<u>(6 372)</u>	<u>(2 302)</u>
Bases soumises à l'impôt	<u>66 341</u>	<u>68 632</u>
Impôt théorique au taux de (impôt courant):	36,10% 23 949	34,43% 23 630
(Des)Activation de déficits reportables		(119)
Différentiels de taux (sociétés non intégrées fiscalement et étranger)	(437)	(191)
Effet du traitement fiscal des sociétés italiennes	(237)	1 538
Effet du régime spécifique du maritime	(1 022)	(876)
Impositions non assises sur le résultat	92	(489)
Effets de la fiscalité du navire	(510)	(2 555)
Effet des différences permanentes	649	1 461
Autres effets d'impôt	110	(145)
Impôt effectif	<u>22 593</u>	<u>22 254</u>
Taux effectif d'impôt	30,53%	32,34%

4.8 EBITDA

	31-déc-11	31-déc-10
Bénéfice opérationnel	85 166	80 616
Dotations nettes aux amortissements	75 470	77 843
Dotations nettes sur dépréciations et provisions	3 536	(173)
Pertes de valeur d'éléments incorporels		4 262
Ecart d'acquisition négatif	(809)	
Total EBITDA	163 363	162 548

4.9 Écarts d'acquisition

	31 décembre 2011	31 décembre 2010
Valeur nette au 1 ^{er} janvier	96 239	96 911
Acquisition de filiales	14 069	
Variation des taux de change		4
Dépréciations		668
Valeur nette au 31 décembre	110 308	96 239

La ligne « acquisition de filiales » concerne l'écart d'acquisition de STEF Logistics Italia (Dispensa) pour 13 728 K€ et STEF Transport Tarbes (Transport Frigorifiques Pyrénéens) pour 341 K€.

La dépréciation constatée en 2010 concernait l'écart d'acquisition de la filiale Tradimar Sète à la suite de la cession d'une partie substantielle de sa clientèle. La dépréciation était affectée au secteur Transport France.

Des tests de dépréciation ont été effectués à la clôture de l'exercice 2011, conformément à la méthodologie décrite en note 2.7. Pour ce besoin, les écarts d'acquisition sont affectés aux unités génératrices de trésorerie (UGT) qui correspondent aux quatre secteurs opérationnels du Groupe.

Les valeurs d'utilité des UGT, qui correspondent aux flux de trésorerie futurs actualisés, ont été déterminées sur la base des principales hypothèses suivantes :

	<u>Transport</u>	<u>Logistique</u>	<u>International</u>	<u>Maritime</u>
- Taux d'actualisation	8,2%	8,2%	8,2%	8,2%
- Taux de croissance à long terme	1,5%	2,3%	2,2%	3,0%

Le taux d'actualisation correspond au coût moyen pondéré du capital incluant les paramètres généralement admis (bêta, prime de risque du marché). Ce taux tient compte de l'effet d'impôt.

Pour ce qui concerne l'UGT Maritime, les flux de trésorerie futurs ont été estimés sur la durée résiduelle de la convention de délégation de service public dans le cadre de laquelle la filiale CMN opère (soit 2 ans) tandis que la valeur terminale de l'UGT a été déterminée à partir de la valeur vénale estimée, à dire d'experts, des navires.

Informations requises par IAS 36 § 134

	Transport	Logistique	International	Maritime	Autres	Total
Écarts d'acquisition et actifs incorporels à durée d'utilité indéterminée	79 196	2 852	33 783	8 688	6 900	131 418

Analyse de sensibilité

Le tableau ci-dessous indique, pour chacune des unités génératrices de trésorerie, la marge des tests correspondant à la différence entre la valeur recouvrable et la valeur comptable résultant d'une part d'une variation des taux de croissance (baisse d'1pt), d'autre part d'une variation du taux d'actualisation (hausse d'1pt).

Hypothèses retenues :

- Les taux de croissance normatifs varient de		à	
	Transport	1,5%	0,5%
	Logistique	2,3%	1,3%
	Maritime	3,0%	2,0%
	International	2,2%	1,2%
- Le taux d'actualisation (WACC) varie de		8,20%	à 9,20%

Résultat des tests :

31/12/2011	marge de résistance à la variation des taux	
	de croissance (baisse de 1pt)	d'actualisation (hausse de 1pt)
Logistique	103	94
Transport	439	419
Maritime *	70	70
STEF-TFE International	100	90
TOTAL	713	673

* Comparé à la valeur nette de dette des navires

Le taux d'actualisation qui conduirait à des valeurs recouvrables égales aux valeurs nettes comptables se situe à 16,55%.

4.10 Immobilisations incorporelles

Valeurs brutes	Logiciels	Autres immobilisations incorporelles	Total
Au 1er janvier 2010	74 656	19 260	93 916
Acquisitions	6 489	817	7 306
Autres variations	1 562	(1 234)	328
Cessions et mises au rebut	(223)	(37)	(260)
Au 31 décembre 2010	82 484	18 806	101 290
Acquisitions	6 093	531	6 624
Mouvements de périmètre	4 653	45	4 698
Autres variations	674	(670)	4
Cessions et mises au rebut	(258)	(30)	(288)
Au 31 décembre 2011	93 646	18 682	112 328
Amortissements et dépréciations	Logiciels	Autres immobilisations incorporelles	Total
Au 1er janvier 2010	62 805	7 440	70 245
Dotations	7 273	3 013	10 286
Autres mouvements	43	(148)	(105)
Reprises et cessions	(185)		(185)
Au 31 décembre 2010	69 936	10 305	80 241
Dotations	7 246	112	7 358
Mouvements de périmètre	4 134	22	4 156
Autres mouvements	(273)	(11)	(284)
Reprises et cessions	(254)		(254)
Au 31 décembre 2011	80 789	10 428	91 217
Valeur nette comptable au 31 décembre 2010	12 548	8 501	21 049
Valeur nette comptable au 31 décembre 2011	12 857	8 254	21 111

4.11 Immobilisations corporelles

Valeurs brutes	Terrains et constructions	Matériel de transport	Navires	Autres	Total
Au 1er janvier 2010	792 243	84 987	223 157	347 412	1 447 799
Acquisitions	38 620	1 926	75 037	33 133	148 716
Mouvements de périmètre					0
Cessions et mises au rebut	(25 655)	(5 607)	0	(17 749)	(49 011)
Autres variations	2 158	1 104	0	1 528	4 790
Au 31 décembre 2010	807 366	82 410	298 194	364 324	1 552 294
Acquisitions	22 677	5 525	11 089	48 360	87 651
Mouvements de périmètre	3 023	20		4 333	7 376
Cessions et mises au rebut	(10 203)	(8 046)		(9 976)	(28 225)
Autres variations	9 661	251	(736)	(9 318)	(142)
Au 31 décembre 2011	832 524	80 160	308 547	397 723	1 618 954

Amortissements et dépréciations	Terrains et constructions	Matériel de transport	Navires	Autres	Total
Au 1er janvier 2010	295 533	71 495	145 313	229 886	742 227
Augmentations	26 460	5 522	9 812	29 158	70 952
Mouvements de périmètre	0	0	0	0	0
Cessions et mises au rebut	(10 284)	(4 533)	0	(15 400)	(30 217)
Autres variations	2 959	441	(135)	155	3 420
Au 31 décembre 2010	314 668	72 925	154 990	243 799	786 382
Augmentations	27 290	3 845	10 132	27 202	68 469
Mouvements de périmètre	406	11		2 535	2 952
Cessions et mises au rebut	(6 948)	(6 707)		(9 072)	(22 727)
Autres variations	(62)	189		225	352
Au 31 décembre 2011	335 354	70 263	165 122	264 689	835 428
Valeur nette comptable au 31 décembre 2010	492 698	9 485	143 204	120 525	765 912
- des actifs non courants détenus en vue de la vente	(715)				(715)
- des actifs non courants	491 983	9 485	143 204	120 525	765 197
Valeur nette comptable au 31 décembre 2011	497 170	9 897	143 425	133 034	783 526
- des actifs non courants détenus en vue de la vente	(2 839)				(2 839)
- des actifs non courants	494 331	9 897	143 425	133 034	780 687

Au 31 décembre 2011, la rubrique « Valeur des actifs non courants détenus en vue de la vente » comprend un bâtiment situé dans la banlieue d'Orléans (déjà présent au 31/12/10), et les sites de Chalon, Lesquin et Avignon. Les mouvements de périmètre, en 2011, correspondent aux immobilisations provenant de l'acquisition des sociétés STEF Logistics Italie, Logirest et STEF Transport Tarbes.

Le montant des coûts d'emprunts comptabilisés, en 2011, en application d'IAS 23 révisé, dans le coût d'acquisition du navire en construction s'élève à 4 443 milliers d'euros (519 milliers d'euros en 2010). Le taux de capitalisation utilisé pour en déterminer le montant est celui utilisé par le Groupe pour répercuter aux filiales la rémunération des dettes. Il correspond approximativement au taux moyen d'endettement du Groupe.

Par ailleurs, les valeurs nettes comptables ci-dessus incluent des immobilisations en cours pour un montant de 21 146 milliers d'euros (contre 129 980 milliers d'euros au 31 décembre 2010 qui comprenait principalement le coût de revient d'un navire). Le navire, PIANA, a été livré le 13 décembre 2011.

Les commandes fermes d'immobilisations corporelles au 31 décembre 2011, non encore exécutées, s'élèvent à 32 567 milliers d'euros (contre 46 718 milliers d'euros au 31 décembre 2010 dont 37 millions d'euros pour le navire).

La valeur nette comptable des immobilisations utilisées par le Groupe, par le biais de contrats de location financement, s'analyse comme suit :

	31-déc.-11	31-déc.-10
- Véhicules	4 216	5 863
- Installations techniques	7 977	9 776
- Plateformes et entrepôts	122 942	136 684
- Terrains attachés	34 438	39 150
Total :	169 573	191 473

4.12 Actifs financiers non courants

	2011	2010
Participations non consolidées	2 594	3 866
Prêts et créances	14 270	12 818
Autres actifs financiers non courants	18 317	124
Total :	35 181	16 808

Les prêts et créances comprennent principalement les prêts versés dans le cadre de la participation à l'effort de construction pour 10 535 milliers d'euros en 2011 (10.221 milliers d'euros en 2010). Les autres actifs financiers non courants comprennent principalement une créance relative à l'avantage fiscal dont le financement du navire est assorti.

4.13 Entreprises associées

Les sociétés, dans lesquelles le Groupe détient des participations mises en équivalence, sont citées au paragraphe 5. Les données issues des états financiers des sociétés dont les titres sont mis en équivalence sont les suivantes :

2011	part du groupe	Total chiffre d'affaires	Total des actifs	Total des passifs	Actif net de la société	Valeur de mise en équivalence	Résultat net	Quote part résultat
FROIDCOMBI	25,50%	13 386	4 046	2 751	1 295	330	163	42
TRANSCOSATAL DEVELOPPEMENT	33,33%		32 971	31 804	1 167	389	177	59
TRANSCOSATAL FINANCES (1)	34,34%	65 869		-		-	312	107
MESSAGERIES LAITIERES	38,69%	50 666	33 322	20 363	12 959	6 350	1 703	659
SDR SUD	20,00%	2 265	2 702	991	1 711	342	(135)	(27)
BRIGANTINE DE NAVIGATION (2)	100,00%	-	17	3	14	14	(6)	(6)
TOMSA	32,00%	18 172	8 677	5 713	2 964	1 294	713	228
LOGIREST ESP	40,00%	3 847	17 967	17 967	-	-	(10)	(4)
OLANO CAUDETE	20,00%	2 789	1 720	570	1 150	651	(190)	(38)
STEFOVER TUNISIE	49,00%	246	213	(33)	246	179	37	18
TOTAL		157 240	101 635	80 129	21 506	9 549	2 763	1 038

(1) Société cédée le 30 juin 2011

(2) sociétés sans activité ou en cours de liquidation

2010	part du groupe	Total chiffre d'affaires	Total des actifs	Total des passifs	Actif net de la société	Valeur de mise en équivalence	Résultat net	Quote part résultat
FROIDCOMBI	25,50%	9 847	3 061	1 839	1 222	312	(60)	(15)
TRANCOSATAL FINANCES	34,34%	59 547	7 897	-	7 897	2 449	870	299
MESSAGERIES LAITIÈRES	38,69%	45 452	29 503	14 004	15 499	6 746	1 810	700
SDR SUD	20,00%	2 265	2 702	855	1 847	369	(138)	(28)
BRIGANTINE DE NAVIGATION (1)	100,00%	-	24	4	20	20	(36)	(36)
TOMSA	32,00%	15 082	7 853	5 469	2 384	1 109	317	101
LOGIREST ESP (2)	40,00%	32 807	8 744	8 808	(64)	(26)	(64)	(26)
OLANO CAUDETE	20,00%	2 670	1 341	-	1 341	689	64	13
TOMSA MADRID (2)	32,00%	-	167	(5)	172	(6)	-	-
STEFOWER TUNISIE	49,00%	245	213	-	213	161	43	21
TOTAL		167 915	61 505	30 974	30 531	11 824	2 806	1 030

(1) sociétés sans activité ou en cours de liquidation

(2) la quote part négative des titres de mis en équivalence est portée au passif du bilan dans le poste "provisions non courantes"

4.14 Actifs et passifs d'impôt différé

Les principales natures d'impôt différé, ainsi que leurs variations au cours de l'exercice sont les suivantes (après compensation des actifs et passifs au sein de chacune des entités fiscales concernées) :

2011	1er janvier 2011	Variations au compte de résultat	Autres variations	Variations du résultat net global	31 décembre 2011
Actifs d'impôt différé					
Impôts différés nets provenant des comptes sociaux	2 677	470	(2 589)		558
Différences temporaires fiscales	4 276	1 204	1		5 481
Actualisation des prêts au personnel	1 807	407			2 214
Juste valeur des instruments de couverture	795	37	11	1 664	2 507
Déficits reportables	3 709	3	1 427		5 139
Prestations internes immobilisées	820	271			1 091
Résultats internes	186	64			250
Levées d'option crédit bail	3 387	281			3 668
Lease back	134	(13)			121
Reclassement du au changement de présentation *	(4 574)		4 574		0
Autres	213	(200)	70		83
Total actifs d'impôt différé	13 430	2 524	3 494	1 664	21 112
Passifs d'impôt différé					
Amortissements dérogatoires	(11 446)	(375)	(21)		(11 842)
Différentiel d'amortissement d'immobilisations corp.	(1 808)	411	6		(1 391)
Immobilisations corporelles en location-financement	(21 474)	1 291	227		(19 956)
Réévaluation d'immobilisations	(9 413)	638			(8 775)
Opérations sur actions propres	(730)	(562)			(1 292)
OBSAAR	(898)	363			(535)
Impôt de fusion	(928)	381			(547)
Ecart de conversion	0	(159)		162	3
Reclassement du au changement de présentation *	4 574		(4 574)		0
Autres	(51)	193	57		199
Sous-Total	(42 174)	2 181	(4 305)	162	(44 136)
Mouvements de périmètre					0
Total passifs d'impôt différé	(42 174)	2 181	(4 305)	162	(44 136)
Imposition différée des actifs cédés	(227)		(293)		(520)
Impact net	(28 971)	4 705	(1 104)	1 826	(23 544)

* Le groupe a opté en 2011 pour une nouvelle présentation de ces impôts différés actif et passif, par nature pour toutes ses filiales françaises et étrangères.

2010	Ouverture	Variations au compte de résultat	Autres variations	Variations du résultat net global	Cloture
Actifs d'impôt différé					
Impôts différés nets provenant des comptes sociaux *	2 583	(79)	173		2 677
Différences temporaires fiscales	4 514	(238)			4 276
Actualisation des prêts au personnel	1 812	(5)			1 807
Juste valeur des instruments de couverture	502	7		286	795
Déficits reportables	4 955	(1 246)			3 709
Prestations internes immobilisées	533	287			820
Résultats internes	221	(35)			186
Levées d'option CB	2 898	489			3 387
Lease back	157	(23)			134
Reclassement du au changement de présentation			(4 574)		(4 574)
Autres	245	(32)			213
Total actifs d'impôt différé	18 420	(875)	(4 401)	286	13 430
Passifs d'impôt différé					
Amortissements dérogatoires	(9 773)	(1 673)			(11 446)
Différentiel d'amortissement d'immobilisations corp.	(2 050)	242			(1 808)
Immobilisations corporelles en location-financement	(22 769)	1 295			(21 474)
Réévaluation d'immobilisations	(9 928)	515			(9 413)
Opérations sur actions propres	(165)	(565)			(730)
OBSAAR	(1 242)	344			(898)
Impôt de fusion	(1 317)	373	16		(928)
Ecart de conversion	0	252		(252)	0
Reclassement du au changement de présentation			4 574		4 574
Autres	(147)	125	(29)		(51)
Sous-Total	(47 391)	908	4 561	(252)	(42 174)
Mouvements de périmètre					0
Total passifs d'impôt différé	(47 391)	908	4 561	(252)	(42 174)
Imposition différée des actifs cédés	(335)		108		(227)
Impact net	(29 306)	33	268	34	(28 971)

Les autres variations comprennent les impacts des entrées de périmètre et des reclassements par nature qui sont sans impact sur le résultat.

L'ensemble des impôts différés activés, au titre des pertes reportables, s'élève à fin 2011 à 5 139 milliers d'euros, hors variation de périmètre, contre 3 709 milliers d'euros à fin 2010.

Le Groupe estime que, sur la base des plans d'actions engagés localement et des prévisions de résultat qui en découlent et qui ont été établies sur la base d'hypothèses prudentes, les filiales porteuses de ces actifs disposeront dans un avenir prévisible de bénéfices imposables suffisants sur lesquels les actifs d'impôts différés reconnus pourront s'imputer.

Les effets de la nouvelle législation en ce qui concerne le taux d'impôt en France ont été pris en compte sur l'horizon certain d'application de cette loi..

Les positions nettes d'impôts différés par pays se présentent comme suit :

2011	France	Belgique	Espagne	Italie	Portugal	Total groupe
Impôts différés	(25 163)	(885)	1 846	571	87	(23 544)

2010	France	Belgique	Espagne	Italie	Portugal	Total groupe
Impôts différés	(31 094)	(304)	2 058	536	60	(28 744)

4.15 Stocks

	2011	2010
Pièces détachées, combustibles	13 361	13 466
Stocks d'en-cours		1 170
Marchandises	20 614	7 932
Total	<u>33 975</u>	<u>22 568</u>
Dépréciations	<u>(30)</u>	<u>(30)</u>
Coût net des stocks	<u>33 945</u>	<u>22 538</u>

Les stocks de marchandises résultent des activités de négoce pour le compte de certaines enseignes de la restauration et des activités maritimes. L'augmentation de ce poste correspond à la progression de l'activité de STEF Logistique Restauration (SLR France) et à l'intégration globale de la société Logirest depuis le mois de juin 2011.

4.16 Clients

	2011	2010
Montant brut des créances clients	422 437	356 622
Dépréciations	<u>(11 938)</u>	<u>(10 870)</u>
Net	<u>410 499</u>	<u>345 752</u>

Les mouvements de dépréciations des créances clients, constatés en résultat en 2011 et 2010 sont mentionnés en note 4.4. Il n'y a pas de clients importants au sens d'IFRS 8.

4.17 Trésorerie et équivalents de trésorerie

	2011	2010
Soldes en banque	53 397	45 306
Caisses	<u>71</u>	<u>43</u>
Total trésorerie et équivalents de trésorerie	<u>53 468</u>	<u>45 349</u>

4.18 Capitaux propres

Le nombre d'actions composant le capital social est de 13 515 649 actions de valeur nominale de 1€ au 31 décembre 2011. Il est inchangé par rapport au 31 décembre 2010.

Le conseil d'administration réuni le 21 mars 2012 a fixé à 1,38 euro par action le dividende à verser au titre de l'exercice 2011 (1,25 euro au titre de l'exercice 2010). Ce dividende n'est pas comptabilisé dans les états financiers consolidés 2011 et constituera une dette de la société s'il est approuvé par l'Assemblée Générale des actionnaires.

4.19 Résultat par action

Le résultat non dilué par action est déterminé en divisant le bénéfice net attribuable aux actionnaires de STEF par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice.

Le nombre moyen pondéré d'actions en circulation est déterminé en tenant compte (i) des actions émises à la suite de l'exercice d'options de souscription par les bénéficiaires de ces options, (ii) des actions propres acquises par le Groupe qui sont déduites et (iii) des actions propres attribuées aux bénéficiaires d'options d'achat d'actions qui exercent leurs options d'achat.

Les seuls instruments de capitaux propres émis par le Groupe, à effet potentiellement dilutif, sont des options de souscription et d'achat d'action ainsi que des bons de souscription et/ou d'acquisition d'actions remboursables (BSAAR - voir note 4.20). Le calcul du résultat dilué par action est effectué sur la base d'un nombre d'actions majoré par l'effet de l'exercice de l'ensemble de ces instruments

Le rapprochement entre les actions existantes au début de l'exercice et le nombre moyen pondéré d'actions retenu dans les calculs des résultats par action est le suivant :

	exercice 2011	exercice 2010
Nombre d'actions de capital au 1er janvier	13 515 649	13 515 649
- émission d'actions à la suite de l'exercice d'options de souscription	-	-
- annulation d'actions à la suite de réduction de capital	-	-
Nombre d'actions de capital au 31 décembre (a)	13 515 649	13 515 649
Pondération des mouvements de l'exercice (b)		
Nombre d'actions propres détenues au 1er janvier	599 315	607 209
Achat d'actions au cours de la période	29 431	10 731
- remise d'actions propres à la suite de l'exercice d'options d'achats d'actions et d'annulation d'actions	(17 536)	(18 625)
Nombre d'actions propres à fin de période (c)	611 210	599 315
Pondération des mouvements de l'exercice (d)		(219)
Nombre moyen pondéré d'actions au cours de l'exercice pour le calcul du résultat non dilué (a) + (b) - (c) - (d)	12 904 439	12 916 553
Nombre d'options de souscription ou d'achat d'actions	904 976	922 466
Pondération	(904 930)	(917 142)
Nombre moyen pondéré d'actions retenu pour le calcul du résultat par action dilué	12 904 485	12 921 877
Résultat par action en Euro (part du Groupe) :		
- Non dilué :	4,04	3,66
- Dilué :	4,04	3,66

4.20 Dettes financières

	31 décembre 2011	31 décembre 2010
Dettes financières non courantes		
- Emprunt obligataire OBSAAR	98 394	97 391
Emprunts bancaires et tirages de lignes de crédit confirmées à plus d'un an	219 938	145 050
Dettes liées à des locations financement	82 384	96 515
Autres dettes financières diverses		607
Juste valeur des instruments financiers dérivés	7 230	2 440
Total des dettes non courantes	407 946	342 003
Dettes financières courantes		
Part à moins d'un an des:		
- emprunts bancaires et de lignes de crédit spot	53 086	121 957
- dettes liées à des locations financement	15 136	11 718
- dettes financières diverses	1 222	
Intérêts courus non échus	1 874	1 086
Juste valeur des instruments financiers dérivés	735	213
Découverts bancaires et crédits à court terme	45 122	34 250
Total des dettes courantes	117 175	169 224
Total des dettes financières	525 121	511 227

En juillet 2008, STEF avait procédé à l'émission, avec maintien du droit préférentiel de souscription, d'un emprunt obligataire d'un montant nominal de 100 M€ représenté par 452.488 obligations à bons de souscription et/ou d'actions remboursables (OBSAAR), 2 bons (BSAAR) étant attachés à chaque obligation. Ces obligations ont été souscrites à hauteur de 98% par un groupe de banques françaises, le solde par le public.

Les banques ont cédé la totalité des BSAAR attachés aux obligations qu'elles ont souscrites à certains actionnaires de la société ainsi qu'à une centaine de cadres du Groupe.

Les obligations ont été admises dès leur émission aux négociations sur le marché Eurolist d'Euronext Paris. Elles sont remboursables in fine le 22 juillet 2013 et portent un intérêt annuel calculé au taux Euribor 3 mois-0,23%. STEF dispose du droit de procéder à tout moment, partiellement ou en totalité, au remboursement anticipé des obligations au pair majoré des intérêts dus au titre de la dernière période d'intérêt échue. Les porteurs d'obligations disposent du droit de demander le remboursement anticipé des obligations en cas de changement de contrôle de la société ou dans certains cas d'exigibilité anticipée, notamment le non respect de certains ratios financiers.

Chaque BSAAR donnera droit à son porteur de souscrire une action nouvelle ou d'acquérir une action existante STEF au prix de 51,20 euro. Les bons sont cessibles depuis le 21 juillet 2010 et sont exerçables depuis cette date jusqu'au 20 juillet 2015. Ils sont remboursables au seul gré de STEF, au prix unitaire de 0,01 euro, à compter du 22 juillet 2013 jusqu'au 20 juillet 2015, si le produit du cours de l'action et de la parité d'exercice excède 71,69 euros. Les porteurs de bons pourront toutefois éviter un tel remboursement en exerçant leurs BSAAR avant la date fixée pour le remboursement.

Le produit net d'émission s'est élevé à 98,8 millions d'euros. Les composantes de dette et de capitaux propres ont été évaluées respectivement à 95,2 millions d'euros et 3,6 millions d'euros, selon les modalités décrites en note 2.12.

L'exigibilité des dettes financières se présente, comme suit, au 31 décembre 2011 et au 31 décembre 2010 :

2011	Total	Échéances plus		
		Moins d'un an	d'un an et moins de cinq ans	Plus de cinq ans
Emprunt obligataire (OBSAAR)	98 394		98 394	
Emprunts bancaires et tirages sur lignes de crédits	273 024	53 086	92 936	127 002
Location financement	97 520	15 136	47 329	35 055
Découverts bancaires	45 122	45 122		
Dettes financières diverses	11 061	3 831	7 230	
	525 121	117 175	245 889	162 057

2010	Total	Échéances plus		
		Moins d'un an	d'un an et moins de cinq ans	Plus de cinq ans
Emprunt obligataire (OBSAAR)	97 391		97 391	
Emprunts bancaires et tirages sur lignes de crédits	267 007	121 957	89 395	55 655
Location financement	108 233	11 718	47 131	49 384
Découverts bancaires	34 250	34 250		
Dettes financières diverses	4 346	1 299	84	2 963
	511 227	169 224	234 001	108 002

L'exposition du Groupe aux risques de change, de taux et de liquidité du fait de son endettement financier sont analysés en note 4.24.

L'allongement de la maturité des dettes financières est principalement lié au financement du prêt construction du Piana au travers d'un prêt long terme (à échéance 2026).

4.21 Avantages au personnel

Informations relatives aux engagements en matière d'indemnités de départ à la retraite :

Les montants nets comptabilisés au bilan s'analysent comme suit :

	31 décembre 2011	31 décembre 2010	31 décembre 2009
Indemnités de départ à la retraite	6 657	5 383	4 691
- Sociétés couvertes par une assurance (passif net)	3975	2736	1789
- Filiales Italiennes	2638	2411	2584
- Autres filiales	44	236	318
Médailles du travail	7 762	7 821	7 222
Total	14 419	13 204	11 913

Informations relatives aux engagements en matière d'indemnités de départ à la retraite :

	31 décembre 2011	31 décembre 2010	31 décembre 2009
Dette actuarielle (n'ayant pas fait l'objet d'une couverture d'assurance)	2 682	2 647	2 833
Dette actuarielle (ayant fait l'objet d'une couverture d'assurance)	33 281	32 258	29 083
Juste valeur des fonds cantonnés auprès des compagnies d'assurance	(26 148)	(25 764)	(24 434)
Montant net	9 815	9 141	7 482
Ecarts actuariels non reconnus	(3 158)	(3 758)	(2 791)
Montant net comptabilisé au bilan	6 657	5 383	4 691

Variation des montants nets comptabilisés au bilan :

	31 décembre 2011	31 décembre 2010	31 décembre 2009
Montant au 1 ^{er} janvier	5383	4691	3644
Charge de l'exercice (voir ci-dessous)	3 259	2 335	2 432
Regroupement d'entreprises	570	(2)	89
(Prime versée) / remboursement reçu des compagnies d'assurance	151	81	38
Prestations payées	(2 706)	(1 722)	(1 512)
Montant au 31 décembre	6 657	5 383	4 691

Détail de la charge de l'exercice :

	31 décembre 2011	31 décembre 2010	31 décembre 2009
Droits acquis au cours de l'exercice	2954	1833	1717
Coût financier lié à la désactualisation de la dette actuarielle	1286	1458	1405
Rendement prévu des fonds cantonnés	(1 023)	(987)	(719)
Amortissement des écarts actuariels	42	31	29
Charge de l'exercice	3 259	2 335	2 432

La charge de l'exercice a été comptabilisée en charges opérationnelles. Les fonds cantonnés, gérés en euros, sont déposés auprès d'investisseurs institutionnels en France. Ils bénéficient de la garantie en capital et, pour l'essentiel, d'une garantie de rendement minimal. Les fonds recherchent principalement la sécurité et la régularité (capital garanti) ou offrent pour une partie mineure une diversification permettant d'optimiser la performance.

Les principales hypothèses retenues pour évaluer la dette actuarielle, au titre des indemnités de départ à la retraite, sont les suivantes :

	31 décembre 2011	31 décembre 2010	31 décembre 2009
Taux d'actualisation	4,00%	4,00%	4,75%
Taux prévu d'augmentation des salaires	3 ou 3,5 %	3 ou 3,5 %	3 ou 3,5 %
Taux de rendement attendu des fonds cantonnés	4,00%	4,00%	3%
Age de départ à la retraite	De 58 à 62 ans	De 56 à 62 ans	De 56 à 62 ans
Table de mortalité	TGH 05 et TGF 05	TGH 05 et TGF 05	TGH 05 et TGF

L'âge de départ en retraite dépend de la qualification des salariés et des secteurs d'activité au sein desquels ils sont employés. Il est, par ailleurs, retenu, comme hypothèse, que les salariés quittent le Groupe sur la base d'une demande de départ volontaire. Par conséquent, les indemnités qui leur sont versées sont assujetties à charges sociales conformément à la loi Fillon de 2003 et aux lois ultérieures de financement de la sécurité sociale.

Un test de sensibilité a été effectué avec un taux d'actualisation variant de 0,25% par rapport au taux ci-dessus. Il conduit à une diminution de l'engagement de 2,7% ou à une augmentation de 2,8% selon le sens de la variation du taux d'actualisation.

La comparaison des engagements actuariels au cours des quatre derniers exercices s'établit comme suit :

	2008	2009	2010	2011
Cout des services rendus	1 596	1 717	1 833	2 954
Résultat financier net	242	686	471	263
Amortissement des écarts actuariels	53	29	31	42
Charge de l'exercice	1 891	2 432	2 335	3 259
Engagement à la clôture	29 362	31 916	34 905	35 963
Juste valeur des actifs cantonnés	24 252	24 434	25 764	26 148
Différence (engagement total net)	5 110	7 482	9 141	9 815
Ecarts actuariels différés	1 466	2 791	3 758	3 158
Montant net au bilan (passif)	3 644	4 691	5 383	6 657

La réconciliation entre la valeur des actifs de couverture, à l'ouverture et à la clôture des derniers exercices, est présentée ci-dessous :

Juste valeur des actifs au 31 décembre 2008	24 252
Rendement financier prévu pour 2009	719
Ecart actuariel sur rendement financier	(499)
Remboursements sur prestations reçus des fonds	(38)
Juste valeur des actifs au 31 décembre 2009	24 434
Rendement financier prévu pour 2010	987
Ecart actuariel sur rendement financier	424
Remboursements sur prestations reçus des fonds	(81)
Juste valeur des actifs au 31 décembre 2010	25 764
Rendement financier prévu pour 2011	1023
Ecart actuariel sur rendement financier	(488)
Remboursements sur prestations reçus des fonds	(151)
Juste valeur des actifs au 31 décembre 2011	26 148

L'évolution des écarts actuariels, sur l'exercice 2011, s'analyse comme suit :

Ecarts actuariels à l'ouverture	1 465
Ecarts d'expérience en 2009	856
Ecarts sur les actifs financiers	499
Amortissement de l'écart actuariel	(29)
Ecarts actuariels à la clôture du 31 décembre 2009	2 791
Ecart actuariel sur les hypothèses	2 436
Ecart d'expérience en 2010	(1 161)
Ecart sur les données	147
Ecart sur le rendement des actifs	(424)
Amortissement de l'écart actuariel	(31)
Ecarts actuariels à la clôture du 31 décembre 2010	3 758
Ecart sur les hypothèses	73
Ecart d'expérience sur prestations 2011	(496)
Ecart sur les données	(623)
Ecart sur le rendement des actifs 2011	488
Amortissement de l'écart actuariel	(42)
Ecarts actuariels à la clôture du 31 décembre 2011	3 158

Seules la France et l'Italie sont concernées par des engagements en matière d'avantages postérieurs à l'emploi..

4.22 Provisions

	Avantages au personnel	Litiges	Autres	Total
Au 1^{er} janvier 2011	13 204	11 579	7 627	32 410
Mouvements de périmètre	398	4	(5)	397
Autres variations	154	256	(410)	0
Dotations	2 728	10 333	4 595	17 656
Reprises	(2 065)	(10 108)	(2 333)	(14 506)
Au 31 décembre 2011	14 419	12 064	9 474	35 957
Non courantes	14 419	3 418	2 333	20 170
Courantes		8 646	7 141	15 787
Au 31 décembre 2011	14 419	12 064	9 474	35 957

	Avantages au personnel	Litiges	Autres	Total
Au 1^{er} janvier 2010	11 914	11 516	6 779	30 209
Mouvements de périmètre				
Autres variations	52	(83)	28	(3)
Dotations	2 788	11 173	3 493	17 454
Reprises	(1 550)	(11 027)	(2 673)	(15 250)
Au 31 décembre 2010	13 204	11 579	7 627	32 410
Non courantes	13 204	2 877	1 115	17 196
Courantes		8 702	6 512	15 214
Au 31 décembre 2010	13 204	11 579	7 627	32 410

La provision pour litiges couvre, pour la part courante, les coûts engendrés par les avaries intervenues pendant les prestations de transport, manutention ou entreposage et pour la part non courante la prise en compte de risques dans des contentieux divers.

4.23 Instruments dilutifs

Des options donnant droit à la souscription ou à l'achat d'action ont été accordées aux dirigeants et à certains cadres du Groupe depuis 1998. Leur acquisition définitive suppose que les bénéficiaires restent en fonction pendant au moins 5 ans à compter de la date d'attribution.

Dans le cadre de l'opération d'émission d'OBSAAR, 904 976 bons de souscription d'actions ont été émis en juillet 2008, ces bons sont assortis d'une période d'inaccessibilité jusqu'au 21 juillet 2010. Ils peuvent ensuite être exercés pendant une période de cinq ans. Chaque bon permet d'acquérir une action moyennant un prix d'exercice de 51,20€.

Date d'attribution	Nombre d'options	Prix d'exercice en euros	Durée de vie des options à compter de la date d'attribution
22-juillet-2008- BSAAR	904 976	51,20	7ans
Options exercées en 2011	- 46	51,20	
	<u>904 930</u>	<u>51,20</u>	

	31/12/2011		31/12/2010
	Nombre	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre
Nombre d'options existantes en début de période	922 466	50,54 €	941 091
Options exercées pendant la période	17 490	16,28 €	18 625
Options sur BSAAR exercées pendant la période	46	51,20 €	
Options accordées pendant la période			
Options devenues caduques			
Nombre d'options existantes en fin de période	<u>904 930</u>	51,20 €	<u>922 466</u>

4.24 Gestion des risques

Risque de crédit-client

Aucun client ne représente plus de 10 % du chiffre d'affaires du Groupe, ce qui limite le risque que la défaillance de l'un d'entre eux puisse avoir des effets significatifs sur les résultats et la situation financière du Groupe. Le groupe dispose également d'un contrat d'assurance contre le risque de défaillance de ses clients qui a été renouvelé en 2011 pour une période de 2 ans.

Risque de taux d'intérêt

Ainsi que l'indique le tableau ci-dessous, l'endettement financier du Groupe est essentiellement à taux variable, qu'il s'agisse des tirages à court terme sur lignes confirmées à long terme ou de l'endettement en crédit-bail et en prêt long terme hypothécaires qui constituent les modes habituels de financement des immobilisations.

La structure de la dette financière par type de taux, après prise en compte des instruments de couverture en place, est la suivante :

	2011		2010	
	Taux fixes	Taux variables	Taux fixes	Taux variables
Emprunts obligataires		98 394		97 391
Emprunts bancaires	140 516	127 508	63 909	203 098
Dettes liées à des locations financement	28 484	69 036	30 258	77 975
Dettes financières diverses	956	10 105	820	3 526
Découverts bancaires et crédits à court terme	5 000	45 122	6 000	28 250
Total des dettes financières après couverture	174 956	350 165	100 987	410 240

L'objectif du Groupe en termes de gestion du risque de taux d'intérêt est de poursuivre une logique de micro-couverture au fur et à mesure de la signature de nouveaux contrats de financement immobilier. La stratégie du groupe est de fixer les taux d'emprunts à long terme immobiliers et maritime et de rester à taux variable sur le financement du besoin en fond de roulement.

En France, 4 nouveaux swaps de taux d'intérêts représentant un montant d'environ 78 M€ se sont ajoutés aux 11 swaps de taux souscrits entre 2008 et 2010, totalisant un notionnel cumulé couvert de 135 M€ au 31 décembre 2011. Il s'agit de swaps de taux parfaitement adossés aux financements longs en termes de durée et de notionnel amortissable. Leur échéance est fonction de la durée du financement sous-jacent, soit entre 9 et 15 ans.

En Espagne, un nouveau swap de taux permet de couvrir le financement de la plate-forme de Madrid, pour un notionnel couvert de 13 M€ sur une durée de 9 ans.

En Italie, un swap de taux parfaitement adossé au financement de la plate-forme de Milan- Tavazzano est en place pour un nominal de 11 M€ arrivant à échéance en 2022. Un autre swap d'un nominal résiduel de 166 K€ couvre le financement du site de Milan-Colturano et arrivera à échéance en avril 2012.

En Belgique, la filiale STEF BENELUX a souscrit un swap de taux parfaitement adossé au financement de sa nouvelle plate-forme de Saintes, pour un nominal de 5 M€ arrivant à échéance en 2024.

Analyse de sensibilité au risque de taux :

Une variation de 50 points de base des taux d'intérêts, à la date de clôture, aurait eu pour conséquence une augmentation (diminution) des capitaux propres et du résultat (avant impôt) à hauteur des montants indiqués ci-dessous. Pour les besoins de cette analyse, toutes les autres variables sont supposées constantes.

(-) Débit / (+) Crédit	Impact sur le Compte de résultat		Impact sur le résultat global	
	Hausse de 50 bps	Baisse de 50 bps	Hausse de 50 bps	Baisse de 50 bps
Charges d'intérêt sur actifs/passifs à taux variable	-1 477	1 477	0	0
Variation de JV des dérivés	71	-23	4 887	-4 333
Impact net	(1 406)	1 455	4 887	(4 333)

Risque de change

Les activités du Groupe sont essentiellement localisées dans la zone Euro (France, Espagne, Portugal, Benelux, Italie) et elles ne comportent que peu d'échanges avec d'autres zones monétaires à l'exception du Royaume Uni et de la Suisse.

Par ailleurs, les dettes financières du Groupe sont intégralement libellées en euros ou dans la monnaie fonctionnelle des filiales qui les portent, de sorte que le Groupe n'a pas d'exposition au risque de variation des taux de change à raison de son endettement.

Risque de liquidité

Les besoins de trésorerie du Groupe sont assurés, majoritairement, par les lignes de crédit obtenues au niveau de la société mère. STEF dispose au 31 décembre 2011, de 17 lignes de crédit confirmées à moyen terme, totalisant 111 millions d'euros. Elles sont utilisées à hauteur de 77 millions au 31 décembre 2011. Les tirages sont effectués pour des périodes comprises entre 10 jours et trois mois et portent intérêt au taux du jour du tirage. L'échéance de ces lignes de crédit s'établit de 3 à 5 ans.

La société STEF dispose également de crédits spot totalisant 22 millions d'euros, dont 5 millions d'euros utilisés au 31/12/2011 et d'autorisations de découverts, sans échéances convenues, totalisant 65 millions d'euros dont 23 utilisées au 31 décembre 2011. Celles-ci sont complétées par 23 M€ d'autorisations complémentaires sans échéances convenues, sur les filiales étrangères du groupe, dont 7 M€ utilisées au 31/12/2011.

Les lignes de crédit confirmées, non utilisées, et les autorisations de découvert disponibles et crédits spot, combinées avec une bonne planification des flux, assurent au Groupe une excellente maîtrise de son risque de liquidité.

Certaines lignes et emprunts (y compris l'emprunt OBSAAR) sont assortis d'engagements de la part du groupe, notamment le respect de ratios financiers. Les principaux ratios sont les suivants : EBITDA / Charges financières nettes supérieur à 6 ou 6,5 (6,5 pour l'OBSAAR) et Endettement Net / Fonds Propres inférieur à 1,7 (identique pour l'OBSAAR). Au 31 décembre 2011, le Groupe respecte l'ensemble des engagements attachés aux financements dont il dispose.

Les flux de trésorerie contractuels attachés aux passifs financiers et aux dettes de locations financement s'analysent comme suit :

	2011	Échéances des flux de trésorerie contractuels			
	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	Moins d'un an	Plus d'un an et moins de cinq ans	Plus de cinq ans
Emprunts obligataires	98 394	101 662	1 108	100 554	
Emprunts bancaires	273 024	294 580	54 001	99 345	141 234
Location financement	97 520	113 421	19 826	55 819	37 776
Découverts bancaires	45 122	45 122	45 122		
Dettes financières diverses	3 096	3 096	3 096		
Fournisseurs	332 065	332 065	332 065		
Autres dettes courantes	313 689	313 689	313 689		
Passifs financiers dérivés	7 965	8 771	3 020	6 332	(581)
Total	1 170 875	1 212 406	771 927	262 050	178 429

	2010	Échéances des flux de trésorerie contractuels			
	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	Moins d'un an	Plus d'un an et moins de cinq ans	Plus de cinq ans
Emprunts obligataires	97 391	102 645	756	101 889	
Emprunts bancaires	267 007	278 492	121 957	94 694	61 841
Location financement	108 233	121 667	14 134	56 131	51 402
Découverts bancaires	34 250	34 250	34 250		
Dettes financières diverses	1 693	3 673	3 673		
Fournisseurs	266 225	266 225	266 225		
Autres dettes courantes	279 657	283 138	283 138		
Passifs financiers dérivés	2 653	4 385	3 622	1 532	(770)
Total	1 057 109	1 094 475	727 755	254 246	112 473

Risque sur le gazole

En tant que consommateur important de gazole, STEF qui est exposé aux variations du prix de ce carburant n'envisage pas, pour le moment, de procéder à des achats d'instruments de couverture. Outre les mécanismes de répercussion de cette charge, le Groupe privilégie surtout l'optimisation des achats avec des acheteurs dédiés ainsi que la mise en œuvre de mesures visant à réduire les consommations.

4.25 Présentation des instruments financiers par catégorie

	Valeur au bilan		Juste valeur par résultat	Actifs disponibles à la vente	Prêts et Créances	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés qualifiés de couverture	Actifs non qualifiés de financiers
	31/12/2011	Juste valeur						
Titres de participation non consolidés	1 168	1 168		1 168				
Autres actifs financiers non courants	22 256	22 256			22 256			
Prêts et créances des activités de financement	10 331	10 331			10 331			
Titres de placement	1 426	1 426		1 426				
Clients	410 499	410 499			410 499			
Autres débiteurs	129 528	129 528			129 528			
Actifs financiers courants		-						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	53 468	53 468	53 468					
Actifs	628 676	628 676	53 468	2 594	572 614	-	-	-

	Valeur au bilan		Juste valeur par résultat	Actifs disponibles à la vente	Prêts & Créances	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés qualifiés de couverture	Passifs non qualifiés de financiers
	31/12/2011	Juste valeur						
Passifs financiers non courants	7 965	7 965					7 965	
Dettes des activités de financement	472 034	472 034				389 650		82 384
Fournisseurs	332 065	332 065				332 065		
Autres créanciers	313 689	313 689				313 689		
Passifs financiers courants	45 122	45 122				29 986		15 136
Passifs	1 170 875	1 170 875	-	-	-	1 065 390	7 965	97 520

	Valeur au bilan		Juste valeur par résultat	Actifs disponibles à la vente	Prêts et Créances	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés qualifiés de couverture	Actifs non qualifiés de financiers
	31/12/2010	Juste valeur						
Titres de participation non consolidés	1 112	1 112		1 112				
Autres actifs financiers non courants	2 901	2 901			2 901			
Prêts et créances des activités de financement	10 045	10 045			10 045			
Titres de placement	2 754	2 754		2 754				
Clients	345 752	345 752			345 752			
Autres débiteurs	119 058	119 058			41 474			77 584
Actifs financiers courants		-						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	45 349	45 349	45 349					
Actifs	526 971	526 971	45 349	3 866	400 172	-	-	77 584

	Valeur au bilan		Juste valeur par résultat	Actifs disponibles à la vente	Prêts & Créances	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés qualifiés de couverture	Passifs non qualifiés de financiers
	31/12/2010	Juste valeur						
Passifs financiers non courants	2 653	2 653	213				2 440	
Dettes des activités de financement	468 345	468 345				371 830		96 515
Fournisseurs	266 225	266 225				266 225		
Autres créanciers	279 657	279 657				23 114		256 543
Passifs financiers courants	40 229	40 229				28 511		11 718
Passifs	1 057 109	1 057 109	213	-	-	689 680	2 440	364 776

Les actifs et passifs non qualifiés d'instruments financiers au sens de la norme IAS 39 sont principalement constitués des créances et dettes fiscales et sociales et des dettes de location financement.

Hierarchie des justes valeurs au 31 décembre 2011

Les instruments financiers à la juste valeur sont classés selon le niveau de hiérarchie suivant :

- Niveau 1 : instruments financiers faisant l'objet de cotation sur un marché actif ;
- Niveau 2 : instruments financiers dont l'évaluation fait appel à l'utilisation de techniques de valorisation reposant sur des paramètres observables ;
- Niveau 3 : instruments financiers dont l'évaluation fait appel à l'utilisation de techniques de valorisation reposant pour tout ou partie sur des paramètres non observables.

	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Actifs financiers disponibles à la vente		2 594	
Trésorerie et équivalent de trésorerie	53 468		
Actifs	53 468	2 594	
Instruments dérivés		7 965	
Passifs		7 965	

Méthode de détermination des justes valeurs

La juste valeur des swaps de taux d'intérêt, et les options reposent sur les cotations effectuées par des intermédiaires financiers. Le groupe s'assure que ces cotations sont raisonnables en valorisant les swaps par actualisation des flux de trésorerie futurs estimés et les options à partir de modèle de valorisation (type Black & Scholes).

La juste valeur des « dettes fournisseurs » et « créances clients » correspond à la valeur comptable au bilan car l'actualisation des flux de trésorerie présente un impact non significatif compte tenu des faibles délais de paiement et de règlement

La juste valeur des dettes à taux variables est sensiblement égale à la valeur comptable.

4.26 Engagements hors bilan

STEF a délivré une caution bancaire de 3 millions d'euros, pour garantir la bonne exécution de la convention de délégation de service public conclue avec l'Office des Transports de Corse (voir note 4.32).

Le montant des commandes fermes d'immobilisations corporelles est indiqué en note 4.11.

4.27 Locations simples

Les loyers comptabilisés en charge au titre de baux qualifiés, au plan comptable, de locations simples se sont élevés, en 2011, à 15 450 milliers d'euros (17 442 milliers d'euros en 2010).

4.28 Opérations avec des parties liées

Les parties liées par rapport à STEF sont les entreprises associées, ses administrateurs et ses dirigeants. Sont également dans cette position les structures d'actionariat de cadres et de dirigeants ainsi que le fonds commun de placement des salariés qui, en agissant de concert, contrôlent 79,41 % des droits de vote à l'assemblée de STEF.

Les rémunérations nettes et autres avantages versés aux administrateurs et aux dirigeants ont été les suivants, en euros :

	2011	2010
Traitements et salaires	1 358 480	1 350 115
Jetons de présence	118 439	98 466
Charge liée aux options sur actions	-	-
Total	<u>1 476 919</u>	<u>1 448 581</u>
Avantages à court terme :	1 476 919	1 448 581
Avantages postérieurs à l'emploi :	Néant	Néant
Avantages à long terme :	Néant	Néant
Indemnités de fin de contrat de travail :	Néant	Néant
Paiements en actions	Néant	Néant

Les contrats de travail de deux dirigeants contiennent des clauses particulières entrant dans le champ des engagements réglementés et conclues antérieurement.

Ils bénéficient, en cas de licenciement, d'une indemnité égale à 18 mois de salaire, en ce comprise l'indemnité conventionnelle. Ils disposent également d'une clause de non concurrence dont le montant est égal à 50% de leur rémunération brute sur trois ans. S'ajoute une clause de conscience qui leur permettrait, en cas de changement actionnarial, de bénéficier d'un licenciement et donc de la mise en œuvre des mesures précédemment décrites. Un des deux dirigeants bénéficie, par ailleurs, d'un préavis de 12 mois en cas de licenciement. Le Président Directeur Général ne bénéficie d'aucune rémunération différée de quelque nature que ce soit.

.Les soldes et transactions avec les entreprises associées s'analysent comme suit :

	Soldes au 31 décembre 2011				Transactions de l'exercice	
	Clients	Fournisseurs	Prêts	Compte - courant	Ventes de biens ou de services	Achats de biens ou de services
Brigantine de Navigation (1)	-	-		16		
Transcosatal Finances	109	-			642	(3 766)
Froid Combi	-	-				
Messageries Laitières	4 413	(20)		2 648	18 700	(207)
Tomsa & Tomsa Madrid	-	(15)				(16)
Olano Caudete	2	(2)			2	(3)
Stefover Tunisie	-	-			18	(247)
CDR (Cavalieri)						

	Soldes au 31 décembre 2010				Transactions de l'exercice	
	Clients	Fournisseurs	Prêts	Compte - courant	Ventes de biens ou de services	Achats de biens ou de services
Brigantine de Navigation (1)	-	-	-	17	-	-
Transcosatal Finances	53	(244)	-	-	700	(3 109)
Froid Combi	-	-	-	-	-	-
Messageries Laitières	2 112	(36)	-	2 653	19 958	(333)
Tomsa & Tomsa Madrid	1	(4)	-	-	7	(26)
Olano Caudete	2	(2)	-		4	(2)
Logirest (2)	507	-	-	-	2 499	(2)
Stefover Tunisie	2	(56)	-		523	(380)
CDR (Cavalieri)	-	-	-	-	-	-

Toutes les transactions effectuées avec les parties liées sont facturées aux conditions normales du marché. Il n'est pas intervenu de transaction significative, en 2011 et 2010, entre le Groupe, d'une part, et les structures d'actionnariat de cadres et de dirigeants et le fonds commun de placement des salariés d'autre part.

4.29 Gestion du capital

La politique du Groupe consiste à maintenir une base de capital solide, afin de préserver la confiance des investisseurs, des créanciers, du marché, de soutenir le développement futur de l'activité et d'assurer la liquidité du titre. Pour assurer un certain volume d'échange sur le titre, le Groupe a conclu un contrat de liquidité avec un établissement financier.

4.30 Honoraires des Commissaires aux comptes

Au titre de l'exercice 2011, les honoraires suivants de commissariat aux comptes sont les suivants:

Mazars	: 890 milliers d'euros
KPMG Audit	: 767 milliers d'euros
Autres cabinets	: 57 milliers d'euros.

4.31 Passifs éventuels

Dans le cadre normal de ses activités, le Groupe peut être défendeur dans des litiges et contentieux. Il comptabilise une provision à chaque fois qu'il estime probable un dénouement défavorable devant se traduire par une sortie de ressources dont le montant peut être estimé de manière fiable. Au 31 décembre 2011 et au 31 décembre 2010, il n'existait aucun litige ou contentieux susceptible d'avoir des incidences significatives sur la situation financière du Groupe et ses résultats futurs.

4.32 Convention de délégation de service public

L'activité maritime de STEF est essentiellement exercée par la CMN qui assure la desserte de la Corse en vertu d'une convention de délégation de service public conclue avec l'Office des Transports de Corse (OTC). Cette convention a pris effet au 1^{er} juillet 2007 pour une durée de six ans et demi. Cette convention autorise la CMN à assurer l'exploitation de trois cargos mixtes rouliers dans le cadre de la continuité territoriale.

En vertu de cette convention, CMN perçoit une indemnisation en contrepartie de sujétions de service public. Cette indemnisation est acquise au fur et à mesure de l'accomplissement des prestations de transport. CMN a toute liberté d'utiliser ses navires pour d'autres activités sous réserve de leur substituer un ou des équivalents. La propriété de ces navires demeure à l'armateur à l'issue de la convention.

La Cour administrative d'appel de Marseille a enjoint, le 7 novembre 2011, la Collectivité territoriale de Corse de résilier par anticipation la délégation de service public pour la desserte maritime de la Corse, à effet du 1er septembre 2012, soit seize mois avant l'échéance prévue du contrat. Des négociations sont en cours pour la gestion de la période transitoire et la préparation de la prochaine délégation qui devrait entrer en vigueur fin 2013.

4.33 Événements postérieurs à la clôture

Au cours du premier trimestre 2012, le Groupe a acquis un acteur espagnol de la logistique situé à Valence. Il a également pris une participation complémentaire dans une société d'entreposage frigorifique dans la région de Clermont Ferrand.

5. Liste des sociétés consolidées

En application des règles énoncées au paragraphe 2.1 ci-dessus les sociétés suivantes sont comprises dans les états financiers consolidés :

SOCIETES INTEGREES GLOBALEMENT	Pourcentage de contrôle	
	31 déc. 2011	31 déc. 2010
Société STEF-SA (Mère)		
STEF Information et Technologies	100%	100%
Atlantique SA (Espagne)	100%	100%
Chais De La Transat et sa filiale :	100%	100%
Magasin de Bord des Paquebots	98%	98%
Bretagne Frigo SAS	100%	100%
Cryologis Services	-	100%
Entrepôts Frigorifiques de Nord et de l'Est (EFNE)	100%	100%
Entrepôts Frigorifiques de Normandie et de Loire (EFNL)	100%	100%
Entrepôts Frigorifiques du Sud-Ouest (EFSO)	100%	100%
FSD SAS	100%	100%
Entrepôts Frigorifiques Du Leon (EFL)	79%	79%
Immostef Sa et ses filiales :	100%	100%
Frigaurice	100%	100%
Immostef Italia	100%	100%
Normandie Rapide Souchet (Transport Souchet)	100%	100%
SCI Bv 18	100%	100%
SCI Des Vallions	100%	100%
SCI Immo	100%	100%
SCI Immotrans 42	100%	100%
SCI Immotrans 49	100%	100%
SCI Immotrans 56	100%	100%
SCI Immotrans 69	100%	100%
SCI Ppi 45	100%	100%
SNC Adour Cap De Gascogne	100%	100%
SNC Agen Champs De Lassalle	100%	100%
SNC Allonnes Entrepôts	100%	100%
SNC Atton Logistique	100%	100%
SNC Bondoufle La Haie Fleurie	100%	100%
SNC Brignais Charvolin	100%	100%
SNC Burnhaupt Les Mulhouse	100%	100%
SNC Carros La Manda	100%	100%
SNC Cavaillon Le Castanie	100%	100%
SNC Cergy Frais	100%	100%
SNC Cergy Froid	100%	100%
SNC De La Prairie	100%	100%
SNC Donzenac Entrepôts	100%	100%
SNC Donzenac La Maleyrie	100%	100%
SNC France Plateformes	100%	100%
SNC Gap Plan De L'Ardier	100%	100%
SNC Pointe De Pessac	100%	100%
SNC Vesvrose	100%	100%
SNC Les Essarts Sainte Florence	100%	100%
SNC Les Mares En Cotentin	100%	100%
SNC Louverne Les Guichérons	100%	100%
SNC Macon Est Replonges	100%	100%
SNC Mions La Perriniere (Guilberville)	100%	100%
SNC Perpignan Canal Royal	100%	100%
SNC Plan D'Orgon Sur Durance	100%	100%

SNC Reims La Pompelle	100%	100%
SNC St Herblain Chasseloire	100%	100%
SNC Saran Les Champs Rouges	100%	100%
SNC Strasbourg Pont De L'Europe	100%	100%
SNC Toussieu Chabroud	100%	100%
SNC Trange Le Bois Chardon	100%	100%
SNC Valence Pont Des Anglais	100%	100%
Snc Institut Des Metiers Du Froid	100%	100%
STEF Suisse	98,86%	98,42%
Sci Bruges Containers	50,96%	50,96%
Naval Stef-Tfe	100%	100%
Sgn St Nazaire et sa filiale :	100%	100%
SNC Loudeac Froid	100%	100%
Sld Aix- En -Provence	100%	100%
STEF Logistics Saintes	100%	100%
STEF Logistique Restauration	100%	100%
Gie STEF Geodis	50%	50%
STEF Logistics Courcelles	100%	100%
SNC STEF-TFE Services	100%	100%
STEF Logistique	100%	100%
STEF Transport Bordeaux Pessac	100%	100%
STEF Transport Montsoul	100%	100%
STEF Logistique Aix	100%	100%
Sld Aix en Provence	100%	100%
STEF Logistique Atton	100%	100%
STEF Logistique Bain De Bretagne	100%	100%
SLD Blanquefort	100%	100%
STEF Logistique Distribution Cergy	100%	100%
STEF Trp Dr Nord Ouest	100%	100%
STEF Logistique Le Mans	100%	100%
STEF Logistique Lesquin	100%	100%
STEF Logistique Lorraine Surgeles	100%	100%
STEF Logistique Moulins Les Metz	100%	100%
STEF Logistique Distribution Montsoul	100%	100%
STEF Logistique Rouen	100%	100%
STEF Logistique Toussieu	100%	100%
STEF Logistique Venissieux	100%	100%
STEF Logistique Distribution Vitry	100%	100%
STEF Logistique Aurice	100%	100%
STEF Logistique Givors	100%	100%
STEF Logistique Le Plessis Belleville	100%	100%
STEF Logistique Niort	100%	100%
STEF Logistique Tours	100%	100%
STEF Logistique Cergy	100%	100%
STEF Logistique Pessac	100%	100%
STEF Logistique Saint Dizier	100%	100%
STEF Logistique St Sever	100%	100%
STEF Logistique Alsace	100%	100%
STEF Logistique Arnage	100%	100%
STEF Logistique Bretagne Nord	100%	100%
STEF Logistique Bretagne Sud	100%	100%
STEF Logistique Sante	100%	100%
STEF Logistique Rhone Alpes	100%	100%
STEF Logistique Mediterranee	100%	100%
STEF Logistique Midi Pyrenees Limousin	100%	100%
STEF Logistique Montsoul	100%	100%
STEF Logistique Nord	100%	100%

STEF Logistique Normandie	100%	100%
STEF O.T. France	100%	100%
STEF Logistique Pays De Loire	100%	100%
STEF Sud-Rhone-Alpes	100%	100%
STEF Logistique Vitry	100%	100%
STEF Logistique Nemours	100%	100%
STEF Logistique Sorgues	100%	100%
Sofrilib	100%	100%
S.N.C PIANA	100%	100%
Stim D'Orbigny et ses filiales :	100%	100%
Atlantique Développement	100%	100%
Compagnie Méridionale de Participation (CMP) et sa filiale	100%	100%
Compagnie Méridionale de Navigation (CMN)	97,74%	97,74%
A.M.C	97,74%	97,74%
Cie Méridionale de Manutention (CMM)	97,74%	97,74%
Financière Immobilière et Maritime FIM	100%	100%
Sata-Minfos	100%	100%
STEF Transport et ses filiales :	100%	100%
STEF Italia Holding Srl et ses filiales	100%	100%
STEF Italia SpA	100%	100%
Calabria Dist Log	46%	46%
STEF Logistics Italia Srl	100%	-
Sdr Sicilia	51%	51%
Slf Sicilia	95%	95%
St1 Food Srl	51%	51%
STEF International Italia SpA	100%	100%
Dispack	100%	100%
STEF Transport Paris Vitry	100%	100%
STEF Transport Cavaillon	100%	100%
STEF Transport Lyon Feyzin	100%	100%
Sci Immotrans 35	100%	100%
STEF Iberia et ses filiales:	100%	100%
IMMOSTEF Portugal	100%	100%
Logirest	100%	40%
STEF Los Olivos	100%	100%
STEF Portugal-Logistica E Transporte, Lda	90%	90%
Transports Frigorifiques Spadis et sa filiale :	100%	100%
STEF Transport St Etienne	100%	100%
Seagull Transport Ltd (U.K) et sa filiale :	100%	100%
STEF Transport Limited (U.K)	100%	100%
STEF Logistique Caen	100%	100%
SLT Lyon	100%	100%
STEF Logistique Vannes	100%	100%
STEFOVER	100%	100%
TFE Bale Ag	100%	100%
STEF Transport Agen	100%	100%
STEF Transport Alpes	100%	100%
STEF Transport Angers	100%	100%
STEF Transport Atton	100%	100%
STEF Transport Clermont-Ferrand	100%	100%
STEF Transport Avignon	100%	100%
STEF Transport Saintes	100%	100%
STEF Transport Bordeaux Begles	100%	100%
STEF Transport Bourges	100%	100%
STEF Transport Brive	100%	100%
STEF Transport Caen	100%	100%
STEF Transport Chaulnes	100%	100%

STEF Transport Cote D'Azur	100%	100%
STEF Transport Dijon	100%	100%
STEF Transport Epinal	100%	100%
STEF Transport Metz Nord	100%	100%
STEF Eurofrichfracht	100%	100%
STEF International Est	100%	100%
TFE International Ltd	100%	100%
STEF International Ouest	100%	100%
STEF International Nord Ouest	100%	100%
STEF International Sud-Est	100%	100%
STEF International Sud Ouest	100%	100%
STEF Transport Investissement	100%	100%
STEF Transport Landivisiau	100%	100%
STEF Transport Langres	100%	100%
STEF Transport Languedoc Roussillon	100%	100%
STEF Transport Laval	100%	100%
STEF Transport Le Mans	100%	100%
STEF Transport Allonnes	100%	100%
STEF Transport Lille	100%	100%
STEF Transport Limoges	100%	100%
STEF Nederland	100%	100%
STEF Transport Lyon	100%	100%
STEF Transport Macon	100%	100%
STEF Transport Marseille	100%	100%
STEF Transport Metz	100%	100%
TFE Montigny	100%	100%
STEF Transport Mulhouse	100%	100%
STEF Transport Nantes	100%	100%
STEF Transport Niort 1-La Crèche	100%	100%
STEF Transport Orleans	100%	100%
STEF Transport Paris Athis	100%	100%
STEF Transport Paris Plessis Belleville	100%	100%
STEF Transport Quimper	100%	100%
STEF Transport Reims	100%	100%
STEF Transport Rennes	100%	100%
STEF Transport Rouen	100%	100%
STEF Transport Saint-Sever	100%	100%
STEF Transport Saint Briec	100%	100%
STEF Transport Strasbourg	100%	100%
STEF Transport Toulouse	100%	100%
STEF Transport Tours	100%	100%
STEF Transport Valence	100%	100%
STEF Transport Vannes	100%	100%
STEF Transport Velaines	100%	100%
STEF Transport Vendee	100%	100%
STEF Transport Vire	100%	100%
Tradimar Bordeaux	100%	100%
STEF Transport Boulogne	100%	100%
STEF Transport Caen Carpiquet	100%	100%
Tradimar Dijon	100%	100%
Tradimar Logistica Del Mar	-	100%
STEF Transport Lorient	100%	100%
STEF Transport Toussieu	100%	100%
STEF Seafood Italia Srl	100%	100%
STEF Transport Niort 2-La Crèche	100%	100%
STEF Transport Plan D'Orgon	100%	100%
STEF Transport Rennes Chantepie	100%	100%

STEF Transport Paris Rungis	100%	100%
Tradimar Sete	100%	100%
Tradimar Strasbourg	100%	100%
Transport Freret	100%	100%
Transports Frigorifiques des Alpes (TFA)	100%	100%
STEF Transport Tarbes	100%	-

SOCIETES MISES EN EQUIVALENCE	Pourcentage de contrôle	
	31 déc. 2011	31 déc. 2010

Participation de STEF SA :

Société Brigantine De Navigation ¹	100%	100%
---	------	------

Participations de STEF Transport :

Froid Combi SA	25,5%	25,5%
Messageries Laitières SNC	38,69%	38,69%
Logirest (filiale SDF Iberia)	-	40%
Olano Caudete Logistica SL (filiale de SDF Iberia)	20%	20%
SDR Sud	20%	20%
Stefover Tunisie (filiale de Stefover)	49%	49%
Transcosatal Finances	-	34,34%
Transcosatal Développement	33,33%	-
TOMSA Péninsule Ibérique	32%	32%
Tomsa Madrid	-	32%

(1) Société sans activité ou en cours de liquidation.



Société anonyme au capital de 13.515.649 €
Siège social : 93, boulevard Malesherbes - 75008 PARIS.
999 990 005 RCS Paris

Comptes Sociaux 2011



Comptes Sociaux - Actif - En Euros

BILAN AU 31 DECEMBRE 2011

ACTIF		EXERCICE 2011			EXERCICE 2010
		BRUT	AMORTISSEMENTS & DEPRECIATIONS	NET	NET
<u>Immobilisations incorporelles</u>					
I	Logiciels et licences informatiques	35 996 403	33 251 446	2 744 957	2 547 883
M	Fonds commercial	1 732 842	1 640 518	92 324	92 324
M	Mali de fusion	815 661	-	815 661	815 661
O					
B					
I	<u>Immobilisations corporelles</u>				
L	Terrains	15 693 401	266 800	15 426 601	15 451 071
I	Constructions	78 317 579	36 479 974	41 837 605	43 986 380
S	Matériel et installations spécifiques.....	51 159 264	39 783 596	11 375 668	11 568 705
A	Matériel de transport	362 020	287 092	74 928	42 917
T	Moilier, matériel et agencements de bureau	4 603 356	4 168 528	434 828	592 191
I	Immobilisations en cours	392 216		392 216	1 097 195
O					
N	<u>Immobilisations financières</u>				
S	Participations	215 473 858	21 220 315	194 253 543	194 330 836
	Créances rattachées	49 561 946	5 545 346	44 016 600	914 694
	Prêts	1 287 144		1 287 144	1 201 300
	Autres titres Immobilisés.....	12 340 131	1 983 358	10 356 773	9 853 768
	Autres immobilisations financières.....	250 857		250 857	30 332 089
	Total I	467 986 677	144 626 972	323 359 706	312 827 015
A Stocks					
C	Matières premières et consommables	0		0	0
T	Produits intermédiaires finis.....	0		0	0
I					
F	<u>Créances d'exploitation</u>				
C	Clients et comptes rattachés	6 424 464	962 426	5 462 039	5 563 083
I	Autres	9 566 418		9 566 418	8 581 578
R					
C	Comptes-courants avec les sociétés du groupe	350 263 003	0	350 263 003	304 169 159
U					
L	Valeurs mobilières de placement	12 997 866	1 693 367	11 304 498	18 514 334
A					
N	Disponibilités	1 559 049		1 559 049	6 173 850
T					
	Charges constatées d'avance	420 152		420 152	354 090
	Total II	381 230 952	2 655 793	378 575 159	343 356 093
	TOTAL I + II	849 217 629	147 282 764	701 934 865	656 183 108



Comptes Sociaux - Passif - En Euros

BILAN AU 31 DECEMBRE 2011

P A S S I F		Avant affectation	Avant affectation
		Exercice 2011	Exercice 2010
C A P I T A L S O C I A L	Capital social	13 515 649	13 515 649
	Prime d'émission d'apport et de fusion	7 257 142	7 257 142
	Réserve légale	1 396 485	1 396 485
	Réserve réglementée		
	Réserves facultatives.....	16 980 530	16 980 530
	Report à nouveau	58 555 861	57 554 574
	Résultat de l'exercice	13 332 246	17 169 935
	Sous-Total : Situation nette	111 037 913	113 874 315
	Subventions d'investissement	0	0
	Provisions réglementées	6 249 441	6 355 187
	Total I	117 287 354	120 229 501
P R O V I S I O N S	Provisions pour risques et charges	2 565 612	6 386 030
	Total II	2 565 612	6 386 030
D E T T E S	<u>Dettes financières</u>		
	Emprunt obligataire	99 999 848	99 999 848
	Emprunts auprès des établissements de crédit.....	136 775 581	118 945 194
	Emprunts et dettes financières divers	52 097	139 573
		236 827 526	219 084 615
	<u>Dettes d'exploitation</u>		
	Fournisseurs et comptes rattachés	6 641 646	17 257 124
	Dettes fiscales et sociales	10 225 040	4 457 300
	Comptes-courants avec les sociétés du groupe	326 229 891	288 519 892
	<u>Dettes diverses</u>		
	Fournisseurs d'immobilisation et comptes rattachés	2 157 541	248 643
	Dividendes à payer		
	Produits constatés d'avance		
Ecart de conversion	253		
Total III	582 081 899	529 567 577	
	TOTAL GENERAL I + II + III	701 934 865	656 183 108



Comptes Sociaux – Compte de résultat 2011 - En Euros

DESIGNATION	EXERCICE 2011	EXERCICE 2010
<u>EXPLOITATION</u>		
<u>Produits d'exploitation</u>		
Montant du chiffre d'affaires :	10 333 458	11 146 223
. Entrepôts prestations de services.....	10 333 458	11 146 223
. Autres prestations de services.....		
. Production vendue biens.....	0	0
Production de l'exercice	10 333 458	11 146 223
<u>Charges d'exploitation</u>		
Consommations en provenance des tiers :.....	14 648 612	22 302 659
. Achats consommés (stockés).....		
. Achats de sous-traitance.....	28 937	17 044
. Achats non stockés.....	213 950	208 413
. Services extérieurs :		
- personnel extérieur.....	841 639	934 928
- Loyers de crédit-bail.....	0	102 836
- Autres.....	13 564 086	21 039 439
Valeur ajoutée	(4 315 154)	(11 156 436)
Charges imputables à des tiers refacturés.....	22 831 593	23 977 543
Impôts, taxes et versements assimilés :.....	2 450 710	1 954 615
Charges de personnel :.....	17 059 041	7 336 101
. Salaires et traitements.....	10 885 705	4 413 401
. Charges sociales.....	6 173 336	2 922 700
Excédent brut d'exploitation	(993 311)	3 530 391
Reprises sur dépréciations et transferts de charges.....	3 280 617	1 146 065
Autres produits :.....	4 138 119	3 863 541
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions :.....	8 455 487	8 368 561
. Sur immobilisations.....	7 617 736	7 616 059
. Sur actif circulant.....	0	0
. Pour risques et charges.....	837 751	752 502
Résultat d'exploitation	(2 030 062)	171 436



Comptes Sociaux - Compte de résultat 2011 (Suite) - En Euros

DESIGNATION	EXERCICE 2011	EXERCICE 2010
<u>FINANCIER</u>		
<u>Produits financiers</u>	28 352 117	23 136 460
. De participations.....	16 260 363	15 980 141
. Autres intérêts et produits assimilés.....	6 730 113	6 145 319
. Reprises sur provisions et dépréciations.....	5 361 641	1 011 000
. Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<u>Charges financières</u>	14 695 434	12 063 983
. Dotations aux provisions et dépréciations.....	7 160 933	6 760 637
. Intérêts et charges assimilées.....	7 534 500	5 303 346
Résultat financier	13 656 683	11 072 477
Résultat courant avant impôt	11 626 621	11 243 913
<u>EXCEPTIONNEL</u>		
<u>Produits exceptionnels</u>	3 791 180	5 346 144
. Sur opérations de gestion.....	280 773	517 867
. Sur opérations de capital :		
- produits de cessions d'éléments d'actifs immobilisés.....	1 891 229	3 982 817
. Reprises sur provisions et amortissements		
- sur provisions réglementées.....	1 619 178	845 460
- sur provisions risques exceptionnelles.....		
<u>Charges exceptionnelles</u>	2 670 902	3 148 359
. Sur opérations de gestion.....	105 562	9 751
. Sur opérations de capital :		
- valeurs comptables des éléments immobilisés cédés.....	641 481	1 771 217
. Dotations aux amortissements et aux provisions :		
- aux provisions réglementées.....	1 923 860	1 367 391
Résultat exceptionnel	1 120 279	2 197 786
Participation des salariés aux fruits de l'expansion	0	0
Impôts sur les bénéfices	(585 346)	(3 728 235)
- Intégration fiscale - charge	23 854 494	19 721 692
- Intégration fiscale - produit	(24 071 903)	(23 088 872)
- Reprise prov impôts fusion	(367 937)	(361 055)
Résultat net	13 332 246	17 169 935



ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

EXERCICE 2011

1. EVENEMENTS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

L'exercice social clos le 31 décembre 2011 a une durée de 12 mois.

Il n'y a pas de modification substantielle dans les méthodes d'évaluation, les principes et règles comptables ni dans les activités opérationnelles qui altèrent la comparabilité des comptes annuels par rapport à l'exercice précédent.

Il convient cependant de noter le transfert de 95 salariés provenant de Stef Transport.

STEF a absorbé sous forme de TUP sa filiale, sans activité, Cryologistic Services, dégageant un boni de fusion mineur.

La nouvelle dénomination sociale de la société est STEF SA.

2. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels de la société ont été établis en conformité avec les dispositions du Code de Commerce (article L123-12 à L123-28) et des règlements de l'Autorité des Normes Comptables (ANC).

Sauf indication explicite contraire, les montants mentionnés dans la présente annexe sont exprimés en milliers d'euros.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

2.1. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles, qui comprennent principalement :

- des licences et logiciels informatiques acquis
- des fonds de commerce
- un mali technique de fusion

sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition) ou à leur coût de production. Les licences et logiciels sont amortis sur leur durée d'utilité (maximum 5 ans).

Les fonds de commerce et mali technique de fusion étant des actifs d'une durée d'utilisation indéterminable, ces immobilisations incorporelles sont soumises à un test de dépréciation en cas d'indice de perte de valeur.

2.2. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production, à l'exclusion de toutes charges financières.

Les amortissements figurant à l'actif sont calculés, suivant le mode linéaire, sur la durée d'utilisation estimée pour chaque catégorie d'immobilisations :

Immeuble du siège social :	40 ans
Constructions d'origine :	25 ans sur la base de 90 % de la valeur brute.
Constructions postérieures :	20 ans sur la base de 90 % de la valeur brute.
Installations spécifiques :	10 ans
Installations, agencements, aménagements :	7 à 10 ans
Outillage industriel :	5 ans
Matériel industriel :	4 ans
Matériel de bureau :	8 ans
Matériels informatiques :	3 ou 4 ans
Matériels de transport :	5 ou 7 ans

Les immobilisations corporelles sont soumises à un test de dépréciation en cas d'indice de perte de valeur.

2.3. Immobilisations financières

Les titres de participation et les autres titres immobilisés sont inscrits au bilan à leur coût d'acquisition y compris les honoraires et frais d'actes liés à l'acquisition des titres.

A la clôture, une dépréciation est constatée lorsque la valeur d'utilité des participations est inférieure à la valeur comptable. La valeur d'utilité est estimée en fonction de la quote-part de capitaux propres de la société ainsi que de ses perspectives d'activité et de rentabilité.

2.4. Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Les créances clients douteuses et litigieuses sont dépréciées en totalité.

Les autres créances comprennent essentiellement la TVA à récupérer et des avoirs fournisseurs.

2.5. Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement autres que les actions propres sont comptabilisées à leur prix d'acquisition et donnent lieu, le cas échéant, à des dépréciations pour les ramener à leur valeur de marché ou à leur valeur liquidative.

2.6. Actions propres

Les actions de la société, achetées dans le cadre des programmes de rachat, sont classées en Autres Titres Immobilisés ou en Valeurs Mobilières de Placement en fonction de leur affectation d'origine ou ultérieure. Les actions explicitement destinées à être attribuées aux dirigeants et cadres dans le cadre des plans d'options ou de bons d'acquisition d'actions en cours sont classées en Valeurs Mobilières de Placement, de même que celles acquises dans le cadre d'un contrat de liquidité. Les autres sont inscrites en Autres Titres Immobilisés.

Une dépréciation est constatée à la clôture de l'exercice lorsque leur valeur d'inventaire, déterminée par référence au cours de bourse moyen du dernier mois de l'exercice, est inférieure à leur coût d'acquisition, sauf en ce qui concerne les actions destinées à être annulées.

2.7. Revenus des participations, des autres titres immobilisés

Les dividendes sont comptabilisés à la date des assemblées générales ayant décidé des distributions, étant observé qu'en fin d'exercice sont également pris en compte les coupons détachés avant le 31 décembre et qui seraient effectivement encaissés au début de l'exercice suivant.

2.8. Impôt sur les bénéfices

STEF SA est la tête de groupe fiscal. A ce titre, elle comptabilise, d'une part, le produit d'impôt en provenance des filiales intégrées au groupe fiscal et, d'autre part, la charge d'impôt calculée au niveau du groupe fiscal.

Les impôts différés ne sont pas comptabilisés.

2.9. Engagements en matière de départ à la retraite

Les avantages post-emploi à prestations définies consentis par le groupe sont constitués des indemnités de fin de carrière versées lors du départ à la retraite et dont le montant est fonction du dernier salaire et de l'ancienneté acquise.

L'engagement correspondant est géré dans le cadre d'un contrat groupe, par STEF, qui par ailleurs a versé des fonds cantonnés auprès de compagnies d'assurances.

Le calcul des engagements est effectué par un actuair indépendant en application de la méthode actuarielle et en procédant à l'étalement des écarts actuariels selon la méthode dite du « corridor ».

Les droits acquis à la clôture de l'exercice sont définis par la Convention Collective dont relève chaque société et refacturés à celles-ci par STEF qui rembourse en contrepartie les indemnités réellement versées. Ces droits sont évalués sur la base du départ volontaire du salarié et sont ainsi calculés charges sociales comprises.

Ils sont évalués en conformité avec les dernières évolutions législatives.

Les principales données actuarielles sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : 4 % (4 % au 31 décembre 2010).
- Profil de carrière égal à 3 % pour la catégorie E.T.A.M et 3.5 % pour la catégorie Cadres.
- Taux de rendement des fonds estimé à 4 %.
- Tables de mortalités séparées – TGH 05 et TGF 05

2.10. Médailles du travail

La provision destinée à couvrir les droits conventionnels des salariés, liés à l'attribution de médailles du travail, est calculée selon les mêmes méthodes et les mêmes hypothèses actuarielles que celles retenues en matière d'indemnités de fin de carrière. Les écarts actuariels sont immédiatement comptabilisés en résultat. Les règles d'attribution des médailles, propres à la société, ont été prises en compte. Le montant de l'engagement, ainsi calculé, figure en provisions, à la clôture de l'exercice.

2.11 Provisions réglementées

Les provisions réglementées comprennent, à la clôture de l'exercice, les amortissements dérogatoires. Les amortissements dérogatoires résultent des différences existantes entre les bases et entre les durées d'amortissement fiscal et comptable des immobilisations.

2.12 Instruments dérivés

La société utilise des instruments dérivés de taux pour réduire son exposition à la variation des taux d'intérêts, principalement à raison de ses emprunts bancaires et lignes de crédit à taux variables.

Les produits et charges résultant de l'utilisation de ces instruments sont constatés en résultat, de manière symétrique à l'enregistrement des charges et des produits des opérations couvertes, lorsqu'ils sont comptablement qualifiés de couverture.

Lorsqu'ils ne sont pas qualifiés comptablement de couverture, ces instruments sont évalués de la manière suivante :

- les pertes nettes latentes, calculées sur les instruments négociés de gré à gré sont intégralement provisionnées.
- les gains nets latents sur les instruments négociés de gré à gré sont enregistrés en résultat, uniquement au dénouement de l'opération.
- les gains et pertes latents dégagés sur les instruments négociés sur les marchés organisés sont reconnus directement en résultat.

2.13 Frais d'émission d'emprunts

Les frais liés à l'émission d'emprunts sont comptabilisés en résultat.

3. Compléments d'information relatifs au bilan et au compte de résultat

3.1. Immobilisations incorporelles

Valeurs brutes

	31/12/2010	Fusions	Acquisitions	Sorties	31/12/2011
Fonds commercial	1 580	152			1 733
Mali de fusion	816				816
Logiciels	34 132		1 872	(7)	35 996
Total	36 528	152	1 872	(7)	38 545

Amortissements et dépréciations

	31/12/2010	Reprises	Dépréciations	Dotations	31/12/2011
Fonds commercial	1 488		152		1 641
Logiciels	31 584	(7)		1 264	32 841
Total	33 072	(7)	152	1 264	34 482

Valeur nettes

3 456

4 063

3.2. Immobilisations corporelles

Valeurs brutes

	31/12/2010	Acquisitions	Transferts	Cessions/ mises au rebut	31/12/2011
Terrains et aménagements terrains	15.786	13	0	(105)	15.695
Constructions	79.294	1.601	86	(2.663)	78.318
Matériel et installations	49.833	1.634	923	(1.232)	51.159
Autres	5.412	81	0	(528)	4.965
Immobilisations en cours	1.098	304	(1.009)	0	392
Total	151.423	3.633	0	(4.528)	150.529

Les transferts correspondent à la mise en service des immobilisations en cours.

Amortissements et dépréciations

	31/12/2010	Dotations	Diminutions	31/12/2011
Terrains et aménagements terrains	334	37	(105)	266
Constructions	35 308	3 549	(2 376)	36 481
Matériel et installations	38 264	2 567	(1 048)	39 783
Autres	4 778	201	(523)	4 456
Total	78 684	6 354	(4 052)	80 986

Valeurs nettes

72 739

69 543

3.3. Immobilisations financières

Valeurs brutes

	31/12/2010	Augmentations	Diminutions	31/12/2011
Participations	216 471	48	(1 046)	215 473
Créances rattachées à des participations	914	48 647		49 561
Autres Titres immobilisés	10 887	1 532	(79)	12 340
Autres	31 534	135	(30 131)	1 538
Total	259 806	50 362	(31 256)	278 912

Les principales variations des immobilisations financières ont porté sur :

Titres de participations :

- Absorption par TUP de Cryologic Services dont la valeur comptable des titres s'élevait à 1.046 milliers d'euros.

Créances rattachées :

- L'augmentation des 48.127 milliers d'euros correspond aux prêts à la filiale SNC PIANA incluant un prêt subordonné de 30 millions d'euros précédemment classé en Autres créances financières.

Autres Titres immobilisés

- Ils sont constitués de 292.234 actions Stef auto détenues (voir note 3.5).

Autres

- Montant essentiellement constitué de prêts au titre de l'aide à la construction (1 219 K€).
- Le prêt subordonné octroyé en 2010 à la SNC Piana pour 30 millions d'euros a été reclassé en créances rattachées.

3.4. Tableau des dépréciations et provisions

Les mouvements ayant affecté les provisions au cours de l'exercice s'établissent comme suit :

	Provisions au 31/12/10	Dotations	Mouvements suite Tup	Reprises		Provisions au 31/12/11
				Utilisation	Non utilisation	
- Provisions réglementées (amort dérogatoires)	6 355	1 513		(1 619)		6 249
- Provisions pour impôts sur plus-values fusion	367			(367)		0
- Provisions pour Médailles du Travail	9	227				236
- Autres provisions pour risques et charges (1)	6 009	611		(4 290)		2 330
Dépréciations						
- Autres immobilisations (2)	0	410				410
- Titres de participation (3)	22 141	61	(205)	(777)		21 220
- Créances de participation (4)	0	5 545				5 545
- Autres titres immobilisés (5)	1 033	950				1 983
- Clients comptes rattachés	1 049			(1)	(86)	962
- Titres de placement (6)	1 088	605				1 693
- Autres créances d'exploitation	91			(91)		0
Total	38 142	9 922	(205)	(7 145)	(86)	40 628
Exploitation		838		(87)		
Financier		7 161	(205)	(5 158)		
Exceptionnel		1 923		(1 986)		

(1) Autres provisions pour risques et charges :

- Provision pour engagement d'indemnité de départ à la retraite pour 2.280 milliers d'euros s'analysant comme suit :

en milliers d'euros	2011	2010	2009
valeur actuarielle des engagements	30 137	29 368	26 515
fonds versés aux fonds d'assurances	(25 448)	(24 938)	(23 555)
écarts actuariels différés	(2 409)	(2 866)	(2 106)
provision à la clôture de l'exercice (*)	2 280	1 564	854

- La provision pour engagement financier liée au financement du navire « Le Piana » pour 4 290 milliers d'euros est reclassée en dépréciation d'actifs.

(2) Dépréciations des autres immobilisations :

- A la suite des engagements de l'Etat envers le Groupe Stef au vue de l'expropriation du site de Marseille Les Arnavaux, une dépréciation exceptionnelle de la VNC restante au 31/12/2011 a été constituée.

(3) Dépréciations des titres de participation :

- Dépréciations des Chais de la Transat pour 53 milliers d'euros et de la SNC Navale Stef pour 8 milliers d'euros.

- Reprises sur FSD pour 555 milliers d'euros, EFNE pour 144 milliers d'euros, SGN pour 63 milliers d'euros, et IMF pour 15 milliers d'euros.

- Reprise de la provision suite à l'absorption par TUP de Cryologic Services pour 205 milliers d'euros.

(4) Dépréciation des créances de participation :

- dépréciation à raison de l'engagement financier liée au financement du navire « Le Piana » pour 5 545 milliers d'euros.

(5) Dépréciation des autres titres immobilisés

Dotation à hauteur de 950 milliers d'euros sur actions propres Stef par application de la comparaison avec le cours moyen de décembre 2011.

(6) Titres de placement

Dotation pour 605 milliers d'euros sur actions propres Stef par application de la comparaison avec le cours moyen de décembre 2011.

3.5. Capitaux propres

Les capitaux propres de la société ont évolué, comme suit, durant l'exercice :

	Au 31/12/10	Variation	Affectation du résultat de l'exercice précédent	Dividende versé	Résultat de l'exercice	Au 31/12/11
Capital	13 516					13 516
Prime d'émission et d'apport	7 258					7 258
Réserve légale	1 396					1 396
Autres réserves	16 981					16 981
Report à nouveau	57 554		17 170	(16 168)		58 556
Résultat	17 170		(17 170)		13 332	13 332
Sous total Situation nette	113 875	0	0	(16 168)	13 332	111 039
Provisions réglementées	6 355	(106)				6 249
Subventions	0					
Capitaux propres	120 230	(106)	0	(16 168)	13 332	117 288

Le capital social est composé de 13.515.649 actions de 1 euro. Aucun mouvement sur le capital n'est intervenu en 2011.

Le plan d'option accordé par le CA du 10 décembre 2003 s'est poursuivi et s'est achevé en 2011 par la levée de toutes les options restantes.

La répartition du capital au 31 décembre 2011 est la suivante:

	Pourcentage
Atlantique Management	29,30%
FCPE des salariés du groupe	15,99%
Société des Personnels de la Financière de l'Atlantique	9,00%
Union Economique et Financière	7,00%
Société Européenne de Logistique du Froid	5,43%
Autres membres de l'action de concert	0,47%
Bestinver	11,38%
Auto-détention	4,52%
Autres (actionnaires détenant moins de 5% du capital)	16,91%
Total	100%

Actions propres :

Au 31.12.2011, la société STEF détenait 611.210 actions propres pour un montant brut de 25.337 milliers d'euros, détaillé comme suit :

Nature de l'opération	Nombre d'actions	Détenion en	
		Autres titres Immobilisés (K€)	V.M.P. (K€)
- Contrat de liquidité	25 056		950
- Actions détenues dans le cadre d'un contrat de rachat			
* affectées à des plans déterminés	0		0
* non encore affectées	4 228		47
- Actions détenues au titre des BSAAR			
* personnes physiques identifiées	252 319		10 939
* non identifiés	292 234	12 340	
- Acquisition de fin 2011 non encore affectées	37 373		1 061
TOTAL	611 210	12 340	12 997
Dépréciation des titres (comparaison au cours moyen de 12/2011 de 35,44 €/action)		1983	1 693

3.6. Etat des créances et des dettes par échéance

3.6.1 Tableau des créances

	Total	Dont à moins d'un an	Dont à plus d'un an	Dont avec les entreprises liées
Créances rattachées à des participations	49 562		49 562	49 562
Autres créances financières	1 538		1 538	0
Créances d'exploitation (clients)	6 424	6 424		4 984
Créances d'exploitation (autres)	9 566	9 566		9
Comptes courants avec les sociétés du groupe	350 263	350 263		350 263
Total	417 353	366 253	51 100	404 818

3.6.2 Tableau des dettes

	Total	Moins d'un an	Plus d'un an moins de cinq ans	Plus de cinq ans	Dont avec les entreprises liées
Dettes auprès des établissements de crédit	136 776	76 597	54 932	5 247	-
Emprunt Obligataire	100 000		100 000		-
Dettes financières diverses	52		52		-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	6 642	6 642	-	-	3 668
Dettes fiscales et sociales	10 225	10 225	-	-	-
Comptes courants avec les sociétés du groupe	326 230	326 230			326 230
Dettes diverses	2 157	2 157			0
Total	582 082	421 851	154 984	5 247	329 898

Les comptes courants se composent essentiellement d'avances de trésorerie, accordées aux filiales ou consenties par celles-ci et pour lesquelles aucun échéancier n'a été formalisé.

3.7 Dettes financières

	2011	2010
	2011	2010
Emprunt Obligataire	100 000	100 000
Emprunt à long terme	15 162	17 145
Tirage sur des lignes de crédit à moyen terme	77 400	72 800
Crédit Spot	5 000	17 000
Découverts bancaires	38 815	11 877
Autres dettes diverses	451	263
Total des dettes financières	236 828	219 085

Rappel :

En juillet 2008, STEF a procédé à l'émission, avec maintien du droit préférentiel de souscription, d'un emprunt obligataire d'un montant nominal de 100 M€ représenté par 452.488 obligations à bons de souscription et/ou d'actions remboursables (OBSAAR), 2 bons (BSAAR) étant attachés à chaque obligation. Ces obligations ont été souscrites à hauteur de 98% par un groupe de banques françaises, le solde par le public. Les banques ont cédé la totalité des BSAAR attachés aux obligations qu'elles ont souscrites à certains actionnaires de la société ainsi qu'à une centaine de cadres du Groupe.

Les obligations ont été admises dès leur émission aux négociations sur le marché Eurolist d'Euronext Paris. Elles sont remboursables in fine le 22 juillet 2013 et portent un intérêt annuel calculé au taux Euribor 3 mois-0,23%. STEF dispose du droit de procéder à tout moment, partiellement ou en totalité, au remboursement anticipé des obligations au pair majoré des intérêts dus au titre de la dernière période d'intérêt échue. Les porteurs d'obligations disposent du droit de demander le remboursement anticipé des obligations en cas de changement de contrôle de la société ou dans certains cas d'exigibilité anticipée, notamment le non respect de certains ratios financiers.

Chaque BSAAR donnera droit à son porteur de souscrire une action nouvelle ou d'acquérir une action existante STEF au prix de 51,20 euro. Les bons sont incessibles du 22 juillet 2008 au 21 juillet 2010 et seront exerçables du 22 juillet 2010 au 20 juillet 2015. Ils sont remboursables au seul gré de STEF, au prix unitaire de 0,01 euro, à compter du 22 juillet 2013 jusqu'au 20 juillet 2015, si le produit du cours de l'action et de la parité d'exercice excède 71,69 euros. Les porteurs de bons pourront toutefois éviter un tel remboursement en exerçant leurs BSAAR avant la date fixée pour le remboursement.

Le produit net d'émission s'est élevé à 98,7 millions d'euros.

Les lignes de crédit moyen-terme au 31 décembre 2011 s'élèvent à 110 767 milliers d'euros dont une part non utilisée de 33 367 milliers d'euros. Les dates d'échéance de ces lignes s'échelonnent sur plusieurs années.

Au 31 décembre 2011, la quasi-totalité des emprunts bancaires et lignes de crédit est à taux variable. Au 31 décembre 2011 la totalité des dettes financières est libellée en euros.

i.

3.8. Instruments dérivés

La stratégie de couverture opérée par le groupe s'est traduite pour STEF en 2011 par la souscription de 3 swaps de taux d'intérêts représentant un notionnel cumulé de 19,5 M€. Ces swaps de taux étant parfaitement adossés aux financements longs en termes de durée et de notionnel amortissable. Leur échéance est fonction de la durée du financement sous-jacent, soit entre 9 et 12 ans.

Le total couvert par les 12 swaps en cours au 31/12/2011 est de 68,8 M€. La valeur « Mark to Market » au 31.12.2011 de ces instruments est de -3.196 K€.

Lorsque les éléments couverts sont portés par les filiales, des contrats miroirs sont conclus entre STEF et les filiales concernées.

3.9. Charges constatées d'avance

Elles correspondent principalement à des charges diverses précomptées.

3.10. Produits à recevoir et charges à payer

Les produits à recevoir et charges à payer s'élèvent respectivement à 2 126 et 5.399 milliers d'euros au 31 décembre 2011.

3.11. Chiffre d'affaires

Activités	2011	2010
Locations matériels et autres	923	1 776
Locations immobilières	9 410	9 370
	10 333	11 146

3.12. Opérations avec les entreprises liées

PRODUITS	MAIN D'ŒUVRE ET FRAIS DE DEPLACEMENTS	2 727
	MISE A DISPOSITION IMMOBILIERE	9 475
	FACTURATION DE FRAIS COMMUNS DE GROUPE	16 292
	REDEVANCES DE CONCESSIONS ET DE LICENCES	1 233
	REVENUS DE TITRES DE PARTICIPATIONS	16 222
	Intérêts des comptes - courants	4 307
	AUTRES PRODUITS	4 994
	TOTAL DES PRODUITS	55 250
CHARGES	HONORAIRES MANDAT DE GESTION IMMOBILIER	694
	LOCATIONS IMMOBILIERES	260
	COUTS INFORMATIQUES METIER	3 320
	PERSONNEL DETACHE	816
	FRAIS COMMUNS DE GROUPE	897
	INTERETS SUR COMPTES COURANTS	2 723
	AUTRES CHARGES	1 882
	TOTAL DES CHARGES	10 592

	en milliers d'euros
Créances avec les entreprises liées	
<i>Travaux et charges à refacturer</i>	351
<i>Comptes courants débiteurs</i>	350 263
<i>Créances clients</i>	4 641
Dettes avec les entreprises liées	
<i>Factures non parvenues</i>	1 188
<i>Comptes courants créditeurs</i>	326 230
<i>Dettes fournisseurs</i>	2 480

Les transferts de charges se composent principalement de transferts de charges de personnel pour 3.115 milliers d'euros.

La liste des transactions effectuées par la société avec des parties liées (au sens d'IAS 24) n'est pas indiquée car ces transactions sont soit conclues, à des conditions normales de marché, soit exclues du champ d'application du règlement n°2010-02.

3.13. Résultat financier

Le résultat financier est positif et s'élève à 13 657 milliers d'euros, il se compose des éléments suivants :

De dividendes encaissés pour 16 260 milliers d'euros.

D'autres produits financiers pour 12 089 milliers d'euros dont 4 297 milliers d'euros d'intérêts sur les comptes-courants, 2 430 milliers d'euros de produits financiers facturés aux filiales principalement à la SNC Piana au titre de la participation au prêt ADF, 4 290 milliers d'euros de reprises de provisions du risque SNC Piana (reclassée en dépréciation d'actif), 981 milliers d'euros de reprise de provisions sur titres.

Une dotation pour dépréciation de 61 milliers d'euros, consécutive à l'écart persistant entre la valeur des titres et la quote-part représentative des fonds propres pour Chais de la Transat et SNC Navale Stef.

Une dotation aux dépréciations sur actifs financiers pour 5 545 milliers d'euros lié à l'engagement du financement du navire « Le Piana ».

Une dotation aux dépréciations sur les titres auto-détenus pour 1 555 milliers d'euros.

Les intérêts et charges assimilées passent de 5 298 à 7 534 milliers d'euros.

3.14 Résultat exceptionnel

Les principaux éléments qui composent le résultat exceptionnel sont :

En charges : la valeur nette comptable provenant de la cession d'immobilisations pour 642 milliers d'euros, une dépréciation exceptionnelle de la VNC du site Marseille Les Arnavaux pour 410 milliers d'euros et des charges diverses exceptionnelles pour 105 milliers d'euros.

En produits : une indemnité d'expropriation d'un domaine public à Marseille Les Arnavaux pour 1 704 milliers d'euros et d'autres produits exceptionnels divers pour 281 milliers d'euros

Les mouvements sur amortissements dérogatoires sont constitutifs d'une reprise nette de 106 milliers d'euros.

3.15. Engagements hors bilan.

3.15.1 En matière de cautions données

STEF s'est porté caution de certaines de ses filiales au titre de contrats de financements immobiliers. Ces cautions s'élèvent à 122 953 milliers d'euros au 31 décembre 2011.

Par ailleurs STEF a délivré une caution bancaire de 3 millions d'euros pour garantir la bonne exécution de la convention de délégation de service public conclue avec l'Office des Transports de Corse.

De plus, STEF s'est porté caution dans le cadre du crédit-bail d'un navire.

3.16. Situation fiscale

Depuis 1997, la société est tête de groupe d'intégration fiscale. Le Groupe fiscal se compose de 143 filiales.

Les conventions passées avec les filiales du groupe fiscal d'intégration mentionnent expressément qu'il n'y a pas d'obligation pour la société tête de groupe de reverser, pendant la période d'intégration comme en cas de sortie du groupe d'une filiale, les déficits fiscaux réalisés par cette dernière et utilisés par le groupe. De ce fait, la société n'a constaté aucune provision à ce titre.

Un produit d'impôt de 217 milliers d'euros a été constaté au titre de l'intégration fiscale.

Le solde de déficits utilisés par la société mère et potentiellement restituable aux filiales s'élève à 64 Millions d'Euros.

3.17. Effectifs

Les effectifs moyens de la société se répartissent comme suit :

	Permanents
Cadres	96
Maîtrises	23
Employés	12
Ouvriers	0
Total	131

Pour l'exercice précédent, les effectifs permanents étaient de 45.

Les droits acquis au titre du DIF (droit individuel à la formation), cumulés au 31 décembre 2011 s'élèvent à 11 208 heures.

3.18. Rémunération des organes d'administration

Les rémunérations nettes totales et les jetons de présence versés aux membres du Conseil d'Administration se sont élevés à 1.475 milliers d'euros en 2011 contre 1 448 milliers d'euros en 2010.

3.19. Evénements post-clôture

Aucun événement significatif n'est survenu depuis le 31 décembre 2011.



Société anonyme au capital de 13.515.649 €
Siège social : 93, boulevard Malesherbes - 75008 PARIS.
999 990 005 RCS Paris

**Rapport des commissaires aux comptes
sur les comptes consolidés 2011**



KPMG Audit

1, Cours Valmy
92923 Paris La Défense Cedex
France



MAZARS

Exaltis
61, rue Henri Regnault
92400 Courbevoie
France

STEF

(anciennement STEF-TFE)

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2011

STEF

Société Anonyme

93, boulevard Malesherbes – 75008 Paris
RCS Paris B 999 990 005

STEF

(anciennement STEF-TFE)

*Comptes consolidés
Exercice clos le
31 décembre 2011*

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2011, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société STEF (anciennement STEF-TFE), tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicable en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS, tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

STEF

(anciennement STEF-TFE)

Comptes consolidés
Exercice clos le
31 décembre 2011

II - Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Lors de la préparation de ses comptes consolidés, STEF-TFE est conduit à effectuer des estimations et formuler des hypothèses qui ont un impact sur l'application des méthodes comptables, sur les montants comptabilisés de certains actifs, passifs, produits et charges, dans les domaines indiqués en note 1 de l'annexe. Nous avons, pour l'ensemble de ces domaines, vérifié le caractère approprié des méthodes comptables suivies, examiné la cohérence des hypothèses retenues, leur documentation et leur traduction chiffrée, et nous avons sur ces bases procédé à l'appréciation du caractère raisonnable des estimations utilisées.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III – Vérification spécifique

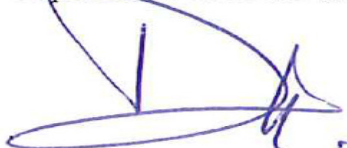
Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Fait à Paris La défense et Courbevoie, le 16 avril 2012

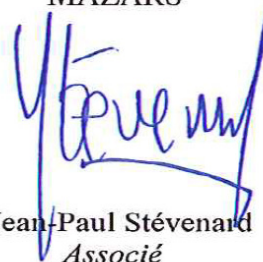
Les commissaires aux comptes

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.



Dominique STIEGLER
Associé

MAZARS



Jean-Paul Stévenard
Associé



Société anonyme au capital de 13.515.649 €
Siège social : 93, boulevard Malesherbes - 75008 PARIS.
999 990 005 RCS Paris

**Rapport des commissaires aux comptes
sur les comptes annuels 2011**



KPMG Audit
1, Cours Valmy
92923 Paris La Défense Cedex
France



MAZARS
Exaltis
61, rue Henri Regnault
92400 Courbevoie
France

STEF
(anciennement STEF-TFE)

Rapport des commissaires aux comptes
sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2011

STEF
Société Anonyme
93, boulevard Maiesherbes – 75008 Paris
RCS Paris B 999 990 005

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2011, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société STEF (anciennement STEF-TFE), tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II - Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- Les titres de participation détenus par votre société sont évalués selon les modalités décrites en note 2.3 de l'annexe. Nos travaux ont consisté à examiner les données et hypothèses sur lesquelles se fonde l'estimation des valeurs d'utilité de ces titres et à vérifier les calculs effectués par votre société.
- Les engagements et provisions pour indemnités de fin de carrière des salariés sont évalués et comptabilisés selon les modalités décrites en note 2.9 de l'annexe. Nos travaux ont consisté à nous assurer que ces engagements ont fait l'objet d'une évaluation par un actuaire externe, à examiner les données et hypothèses utilisées par la société, et à vérifier que les notes 2.9 et 3.4 donnent une information appropriée.

STEF

(anciennement STEF-TFE)

Comptes consolidés
Exercice clos le
31 décembre 2011

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III - Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

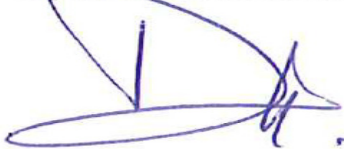
Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.225-102-1 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Fait à Paris La défense et Courbevoie, le 16 avril 2012

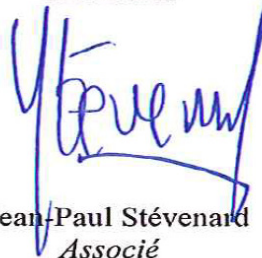
Les commissaires aux comptes

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.



Dominique STIEGLER
Associé

MAZARS



Jean-Paul Stévenard
Associé